

MEMORIAL

**Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg**

**MEMORIAL**

**Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg**

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 683**30 juin 2003****SOMMAIRE**

| | | | |
|---|--------------|---|--------------|
| Arredamenti S.A., Luxembourg | 32765 | Global Air Movement (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg | 32784 |
| Cajas Españolas De Ahorros II Sicav, Luxembourg | 32779 | Global Air Movement (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg | 32784 |
| CERAMICS Luxembourg 2 (f), S.à r.l., Luxembourg | 32780 | Global Air Movement (Luxembourg), S.à r.l., Luxembourg | 32784 |
| Dktrans S.A., Luxembourg | 32740 | GOTTWALD Luxembourg 2 (b), S.à r.l., Luxembourg | 32743 |
| Dktrans S.A., Luxembourg | 32740 | Heimata S.A., Luxembourg | 32782 |
| dit-Absolute Return Allocation | 32748 | KBC Access Fund Conseil Holding S.A., Luxembourg | 32741 |
| dit-Absolute Return Allocation Plus | 32757 | LuxTopic | 32768 |
| EFG Fund | 32738 | NETWORKS Luxembourg 2 (e), S.à r.l., Luxembourg | 32779 |
| EFG Fund | 32739 | Pioneer Asset Management S.A., Luxembourg .. | 32744 |
| EFG Multi-Manager Fund | 32780 | Pioneer Asset Management S.A., Luxembourg .. | 32748 |
| EFG Multi-Manager Fund | 32781 | Raffin S.A., Luxembourg | 32767 |
| Fell Informatique, S.à r.l., Wasserbillig | 32783 | STABILUS Luxembourg 2 (d), S.à r.l., Luxembourg | 32768 |
| Finholding S.A., Luxembourg | 32782 | Zabur Holdings S.A., Luxembourg | 32737 |
| Finmer S.A., Luxembourg | 32765 | | |
| First Business Holding S.A., Luxembourg | 32767 | | |
| General Re-CKAG Reinsurance and Investment, S.à r.l., Luxembourg | 32783 | | |
| General Re-CKAG Reinsurance and Investment, S.à r.l., Luxembourg | 32783 | | |

ZABUR HOLDINGS S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 11, boulevard du Prince Henri.
R. C. Luxembourg B 63.455.

Extrait de la résolution du conseil d'administration du 24 mars 2003

Monsieur Reno Maurizio Tonelli, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, L-1528 Luxembourg, a été nommé administrateur en remplacement de Monsieur Alexander Engel. Monsieur Reno Maurizio Tonelli terminera le mandat de son prédécesseur venant à échéance lors de l'assemblée générale annuelle de 2003.

Monsieur Luca Simona, demeurant à Via Peri, 9^E, CH-6900 Lugano, a été nommé administrateur-délégué de la société.

Luxembourg, le 22 mai 2003.

Pour extrait conforme

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 26 mai 2003, réf. LSO-AE05639. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(030246.3/534/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

EFG FUND, Fonds Commun de Placement.

Procès-verbal de modification au règlement de gestion

Ce procès-verbal sera publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 30 juin 2003.

Entre:

1) EFG ASSET MANAGEMENT S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société de Gestion»); et

2) EFG PRIVATE BANK (LUXEMBOURG) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (le «Dépositaire»);

Attendu que:

a) Suivant le règlement de gestion (le «Règlement de Gestion») du EFG Fund (le «Fonds»), un organisme de placement collectif de droit luxembourgeois constitué conformément à la Partie I de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif, la Société de Gestion peut, avec l'accord du Dépositaire, modifier tout ou partie du Règlement de Gestion du Fonds.

b) La Société de Gestion et le Dépositaire sont d'avis que les modifications proposées au Règlement de Gestion sont dans le meilleur intérêt des Porteurs de Parts, le procès-verbal de modification du Règlement de Gestion, tel qu'approuvé, entrera en vigueur à la date de sa publication au Mémorial.

Il a été convenu ce qui suit:

Le Dépositaire et la Société de Gestion conviennent par la présente d'apporter les modifications suivantes au Règlement de Gestion:

1) Dans le corps du Règlement de gestion, le terme «Portefeuille» est remplacé par le terme «Compartiment».

2) **Art. 4. Gestionnaire**

Le deuxième paragraphe est modifié comme suit:

«Le Gestionnaire peut déléguer tout ou partie de ses responsabilités à toute autre personne avec l'accord préalable de l'autorité de surveillance compétente et du Conseil d'Administration, mais le Gestionnaire demeurera responsable de la bonne exécution de ces responsabilités par cette personne.»

3) **Art. 5. Objectifs et Politiques d'Investissement**

Le trois premiers paragraphes sont supprimés et remplacés par les paragraphes suivants:

«L'objectif du Fonds est de mettre à la disposition des investisseurs des investissements dans des avoirs de différents Compartiments ayant des objectifs d'investissement différents. Les Compartiments sont décrits à l'Annexe II du Prospectus.

L'objectif d'investissement de tous les Compartiments est d'obtenir un niveau élevé de rendement global (compre-
nant à la fois le revenu et les variations de la valeur en capital).

Afin d'atteindre ce but, il est envisagé d'investir tous les avoirs de chaque Compartiment dans un pool diversifié de valeurs mobilières tel que décrit à l'Annexe II du Prospectus. Ces investissements peuvent également comprendre des titres de créances négociables à taux fixe et variable, des billets payables à vue et des obligations.

Pour tous les Compartiments utilisant dans leur dénomination le terme «Fonds Monétaire», (i) les investissements pourront être fait dans des eurocommercial papers et des certificats de dépôts à condition qu'ils soient considérés comme des valeurs mobilières au sens de l'article 40 (1) de la Loi de 1988 et qu'ils soient négociés sur des marchés considérés comme étant des Marchés Réglementés au sens de l'article 40 (1) et (ii) la moyenne d'échéance de ces investissements n'excède pas 12 mois.

En outre, pour tous les Compartiments, les investissements devront être effectués à hauteur d'au moins 2/3 dans la devise indiquée dans la dénomination du Compartiment lorsqu'un tel Compartiment l'indique.

Dans un but de couverture uniquement, les Compartiments pourront également utiliser des options sur valeurs mobilières telles que mentionnées ci-dessus, conformément aux dispositions de la section «Techniques et Instruments d'Investissement» ci-dessous»

4) **Art. 6. Restrictions d'Investissement**

Le dernier paragraphe de l'Article 6 du Règlement de Gestion concernant les prêts de titres est supprimé.

5) **Art. 14. Rachat**

Le paragraphe suivant est inséré à l'Article 14 du Règlement de Gestion:

«La Société de Gestion peut accepter de racheter en nature tout ou partie des Parts d'un Porteur de Parts qui demande un tel rachat, en attribuant à ce Porteur de Parts des titres d'une Catégorie de Parts au lieu de lui verser le prix de rachat en espèces. La Société de Gestion pourra accepter de faire ainsi au cas où une telle opération ne serait pas préjudiciable aux meilleurs intérêts des Porteurs de Parts restants de la Catégorie concernée. Les avoirs à transférer à ce Porteur de Parts seront déterminés par le Gestionnaire concerné ainsi que par le Dépositaire, en tenant compte de la faisabilité du transfert d'avoirs, des intérêts de la Catégorie de Parts concernée et des participants restants de cette Catégorie ainsi que du Porteur de Parts concerné. Toutes charges, incluant mais non limitées aux frais de courtage et/ou charges fiscales locales sur tout transfert ou toute vente de titres que le Porteur de Parts reçoit en contrepartie du rachat, seront supportées par ce Porteur de Parts. Le revenu net résultant de cette vente de titres au profit de ce Porteur de Parts pourra être inférieur ou supérieur au prix de rachat de la Catégorie concernée au vu des conditions du marché et/ou des différences dans les prix retenus pour une telle vente ou un tel transfert et du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire de cette Catégorie de Parts. La sélection, l'évaluation et le transfert des avoirs feront l'objet d'un rapport d'évaluation établi par le réviseur du Fonds.»

Dont acte, les parties ont rédigé ce procès-verbal en trois originaux le 20 mai 2003, chaque partie recevant un exemplaire, et un exemplaire devant être enregistré auprès des autorités de contrôle concernées.

EFG ASSET MANAGEMENT S.A.

représentée par F. Ries / A. Karayannis

Chairman / Director

EFG PRIVATE BANK (LUXEMBOURG) S.A.

représentée par J. Faddersbøll / E. Dimitrakopoulou

Vice-President / Res. Vice-President - Operations

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2003, réf. LSO-AF04754. – Reçu 20 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(031673.3//75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2003.

EFG FUND, Fonds Commun de Placement.

Amendment agreement to the management regulations

This Amendment will be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial») on June 30, 2003.

Between:

1) EFG ASSET MANAGEMENT S.A., a Luxembourg public limited company with its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Management Company»); and

2) EFG PRIVATE BANK (LUXEMBOURG) S.A., a Luxembourg public limited company with its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Custodian»);

Whereas:

a) Pursuant to the management regulations of EFG Fund (the «Management Regulations»), a Luxembourg undertaking for collective investment organized under Part I of the Luxembourg law of 30 March 1988 on undertakings for collective investment, as amended, (the «Fund»), the Management Company may, with the approval of the Custodian, amend the Management Regulations of the Fund, in whole or in part.

b) The Management Company and the Custodian are satisfied that the amendments proposed to be made to the Management Regulations are in the best interests of the unitholders; the amendments to the Management Regulations as agreed below shall become effective at the date of their publication in the Mémorial.

Now therefore it is agreed as follows:

The Custodian and the Management Company hereby agree to amend the Management Regulations as set out hereafter:

1) Throughout the Management Regulations, the term «Portfolio» shall be replaced by the term «Sub-Fund».

2) Art. 4. Investment Manager

The second paragraph shall be amended so as to read as follows:

«The Investment Manager may delegate any of its responsibilities to any other party subject to prior approval by the competent regulatory authority and by the Board of Directors but the Investment Manager shall remain responsible for the proper performance by such party of those responsibilities.»

3) Art. 5. Investment Objectives and Policies

The three first paragraphs shall be deleted and replaced by the followings:

«The purpose of the Fund is to make investments available to investors in Sub-Funds of assets with different investment objectives. The Sub-Funds are described in Enclosure II to the Prospectus.

The investment objectives of all the Sub-Funds is to achieve a total return (including both income and capital value changes).

To achieve this aim, it is intended that the assets of each Sub-Fund will be invested in a diversified pool of transferable securities as described in Enclosure It to the Prospectus. These investments may also comprise fixed and floating rate transferable debt securities, notes and bonds.

For all the Sub-Funds disclosing in their denomination the term «Cash Fund», (i) investments may also be made in eurocommercial papers and certificates of deposit provided that they are considered as transferable securities within the meaning of article 40 (1) of the 1988 Law and that they are traded on markets which are considered to be Recognised Exchanges within the meaning of such article 40 (1) and (ii) the maximum average remaining maturity of the investments made shall not exceed 12 months.

Furthermore, for all the Sub-Funds, investments shall be denominated up to 2/3 at least in the currency indicated in the denomination of the Sub-Fund, if such Sub-Fund discloses it.

To a lesser extent and for hedging purposes only, the Sub-Funds may also use options on the transferable securities referred to hereabove, in compliance with the provisions of the section «Investment Techniques and Instruments» as set out hereafter.

4) Art. 6. Investment Limitation

The last paragraph of Article 6 of the Management Regulations relating to the lending of portfolio securities shall be deleted.

5) Art. 14. Redemption

A new paragraph shall be inserted under Article 14 of the Management Regulations so as to read as follows:

«The Management Company may, at the request of a Unitholder who wishes to redeem Units, agree to make, in whole or in part, a redemption in kind of securities of any Category of Units to that Unitholder in lieu of paying to that Unitholder redemption proceeds in cash. The Management Company will agree to do so if it determines that such transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Unitholders of the relevant Category. The assets to be transferred to such Unitholder shall be determined by the relevant Investment Manager and the Custodian, with regard to the practicality of transferring the assets, to the interests of the relevant Category of Units and continuing participants therein and to the Unitholder. Such a Unitholder may incur charges, including but not limited to brokerage and/or local tax charges on any transfer or sale of securities so received in satisfaction of a redemption. The net proceeds from this sale by the redeeming Unitholder of such securities may be more or less than the corresponding redemption price of Units in the relevant Category due to market conditions and/or differences in the prices used for the purposes of such sale or transfer and the calculation of the Net Asset Value of that Category of Units. The selection, valuation and transfer of assets shall be subject to a valuation report of the Fund's auditor.»

In witness whereof, the parties hereto have caused this instrument to be executed in three originals as of May 20, 2003, of which one for each party hereto, and one to be filed with the supervisory authorities concerned.

EFG ASSET MANAGEMENT S.A.

by F. Ries / A. Karayannis

Chairman / Director

EFG PRIVATE BANK (LUXEMBOURG) S.A.

by E. Dimitrakopoulou

Res. Vice-President - Operations

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2003, réf. LSO-AF04752. – Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(031673.4/75) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2003.

DKTRANS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 48.358.

*Extrait du procès-verbal de l'Assemblée Générale Statutaire qui s'est tenue
le 22 mai 2003 à 11.00 heures à Luxembourg*

Résolutions

- L'Assemblée renomme en tant qu'Administrateurs pour une nouvelle période, celle-ci venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2003, Messieurs Jean Quintus, Koen Lozie et COSAFIN S.A.

- L'Assemblée renouvelle le mandat de Commissaire aux Comptes de V.O. CONSULTING LUX S.A., Clémency pour une nouvelle période, celle-ci venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire statuant sur les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2003.

Extrait sincère et conforme

DKTRANS S.A.

Signatures

Administrateurs

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2003, réf. LSO-AF02584. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(029769.3/1172/21) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

DKTRANS S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 48.358.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2003, réf. LSO-AF02599, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2003.

FIDUPAR

Signatures

(029713.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

KBC ACCESS FUND CONSEIL HOLDING, Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 11, rue Aldringen.

R. C. Luxembourg B 93.882.

STATUTS

L'an deux mille trois, le vingt-trois mai.

Par-devant Maître Paul Bettingen, notaire de résidence à Niederanven.

Ont comparu:

1) KBC ASSET MANAGEMENT S.A., société anonyme de droit belge, ayant son siège social à Bruxelles, Belgique, ici représentée par Madame Viviane de Moreau, employée de banque, domiciliée à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles, le 14 mai 2003,

2) BEMAB S.A., société anonyme de droit belge, ayant son siège social à Bruxelles, Belgique, ici représentée par Madame Viviane de Moreau, employée de banque, domiciliée à Luxembourg, en vertu d'une procuration sous seing privé, donnée à Bruxelles, le 14 mai 2003,

Les prédites procurations, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants et le notaire instrumentaire, resteront annexées aux présentes.

Lesquels comparants ont arrêté ainsi qu'il suit les statuts d'une société anonyme holding qu'ils vont constituer entre eux:

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme holding de droit luxembourgeois au sens de la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf relative aux sociétés holding, dénommée KBC ACCESS FUND CONSEIL HOLDING ci-après dénommée «la Société».

Art. 2. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle peut être dissoute en vertu d'une décision de l'Assemblée générale statuant dans les formes prescrites pour les modifications de statuts.

Art. 3. La Société a pour objet de donner des conseils et des avis relatifs à la gestion des avoirs de la SICAV Access Fund ainsi qu'à la promotion de cette SICAV en vertu d'un contrat d'une durée indéterminée, résiliable. Elle peut également assister cette Sicav dans la gestion, l'administration et la mise en valeur du portefeuille qu'elle possédera.

La Société n'exercera aucune activité industrielle et ne maintiendra pas d'établissement commercial ouvert au public.

Elle pourra prendre toutes mesures de contrôle et de surveillance et faire toutes opérations qu'elle jugera utiles à l'accomplissement ou au développement de son objet, en restant toutefois dans les limites prévues par la loi.

Art. 4. Le siège social de la Société est établi à Luxembourg-Ville.

Lorsque des événements exceptionnels d'ordre politique, économique ou social pouvant compromettre l'activité normale au siège social ou la communication aisée de ce siège avec l'étranger, se produiront ou seront imminents, le siège social pourra être transféré complète de ces circonstances anormales, sans toutefois cette mesure provisoire puisse avoir un effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert du siège social, restera luxembourgeoise. La décision de transférer provisoirement le siège social sera prise et portée à la connaissance des tiers par le Conseil d'Administration.

Art. 5. Le capital social est fixé à soixante quinze mille euro (EUR 75.000,-), représenté par mille (1.000) actions sans désignation de valeur.

Art. 6. Les actions sont toutes nominatives.

Le capital social pourra être augmenté ou réduit par décision de l'Assemblée Générale statuant dans les conditions de présence et de majorité requises pour les modifications des statuts ne portant ni sur l'objet, ni sur la forme de la Société.

Art. 7. L'Assemblée des actionnaires de la Société régulièrement constituée représentera l'universalité des actionnaires de la Société. Elle aura les pouvoirs les plus étendus pour ordonner, faire ou ratifier tous les actes relatifs aux opérations de la Société.

Art. 8. L'Assemblée Générale annuelle des actionnaires se réunit de plein droit à Luxembourg, au siège social de la Société ou en tout autre endroit de Luxembourg désigné dans la convocation, le troisième mercredi du mois de mars de chaque année à 16.00 heures.

Si ce jour est un jour férié légal, l'Assemblée Générale annuelle se tiendra le premier jour bancaire ouvrable suivant.

Les autres Assemblées des actionnaires se tiennent aux heures et lieux indiqués dans la convocation, aussi souvent que les intérêts de la Société l'exigent.

Les convocations se font et les assemblées des actionnaires se tiennent dans les formes et délais prescrits par la loi.

Les Assemblées sont convoquées par le Conseil d'Administration ou par le ou les commissaires.

Toute action donne droit à une voix. Tout actionnaire pourra prendre part aux Assemblées des actionnaires en désignant par écrit une autre personne comme mandataire.

Sauf dispositions contraires de la loi ou des présents statuts, les décisions de l'Assemblée générale des actionnaires sont prises à la majorité simple des actionnaires présents ou représentés et ayant pris part au vote.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés et consentent à délibérer sur l'ordre du jour, l'Assemblée pourra avoir lieu sans avis ni publication préalables.

Art. 9. La Société est administrée par un Conseil d'Administration composé de trois membres au moins, qui ne doivent pas être actionnaires.

Les administrateurs sont nommés par l'Assemblée Générale ordinaire pour une période de six ans prenant fin à l'issue de l'Assemblée Générale de la dernière année du mandat. Tout administrateur est rééligible.

En cas de vacance d'une place d'administrateur, les autres administrateurs et le ou les commissaires peuvent se réunir en conseil général et pourvoir provisoirement au poste vacant. Dans ce cas, l'Assemblée Générale, lors de la première réunion, procédera à l'élection définitive.

Art. 10. Le Conseil d'Administration désigne parmi ses membres un président. Le Conseil d'Administration se réunit sur la convocation du président ou de deux administrateurs, au lieu désigné dans la convocation.

Pour toute réunion du Conseil d'Administration, un avis est adressé par écrit à tous les administrateurs au moins vingt-quatre heures avant l'heure prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas la nature de cette urgence sera mentionnée dans l'avis de convocation. Tout administrateur pourra se faire représenter en désignant par écrit un autre administrateur en qualité de mandataire.

Le Conseil d'Administration ne pourra délibérer et agir que si la majorité des administrateurs est présente ou représentée. Les décisions sont prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés. En cas de partage des voix, celle du président, ou à défaut, celle de l'administrateur qui préside la réunion, est prépondérante.

Le Conseil d'Administration peut aussi délibérer valablement en prenant des résolutions par voie de circulaire signée par tous les membres du Conseil. Les signatures peuvent être apposées sur un seul document ou sur des exemplaires multiples d'une résolution identique.

Art. 11. Dans le cadre de l'objet social, le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus concernant la gestion et l'administration. Tout ce que la loi ou les présents statuts ne réservent pas à l'Assemblée générale des actionnaires est de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 12. La Société est engagée par les signatures conjointes de deux administrateurs. Le Conseil d'Administration peut nommer des directeurs, gérants ou autres agents, associés ou non, dont les charges et les pouvoirs seront déterminés par le Conseil d'Administration. Ces délégations de pouvoir peuvent être révoquées à tout moment.

Art. 13. La surveillance des opérations de la Société et de sa situation financière est confiée à un ou plusieurs commissaires, révocables, actionnaires ou non, nommés par l'Assemblée générale des actionnaires pour un terme de trois ans. Les commissaires sont rééligibles.

Art. 14. L'exercice social commence le premier janvier et se termine le trente et un décembre.

Art. 15. Il sera prélevé sur le bénéfice net annuel cinq pour cent qui seront affectés à la réserve prévue par la loi. Ce prélèvement cessera d'être obligatoire lorsque la réserve aura atteint dix pour cent du capital social.

L'Assemblée Générale, sur proposition du Conseil d'Administration, statuera sur l'affectation à donner au solde du bénéfice net disponible après ce prélèvement.

Elle pourra décider de porter tout ou partie de ce solde à un compte de réserve, à un compte de provision ou de le reporter à l'exercice suivant ou encore de le distribuer aux actionnaires si elle juge qu'une distribution est compatible avec la stabilité et le développement de la Société.

Le Conseil d'Administration peut décider de distribuer un acompte sur dividende aux conditions prévues par l'article 72. 2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales.

Art. 16. Les dividendes annoncés seront payés en EUR ou, sur décision du Conseil d'Administration, en toute autre monnaie.

Art. 17. En cas de dissolution de la Société, il sera procédé à la liquidation par les soins d'un ou de plusieurs liquidateurs, qui peuvent être des personnes physiques ou morales et qui seront nommés par l'Assemblée générale des actionnaires. Celle-ci déterminera leurs pouvoirs et leur rémunération.

Art. 18. Les présents statuts pourront être modifiés par une Assemblée générale des actionnaires délibérant dans les conditions de quorum et de vote requises par la loi luxembourgeoise.

Art. 19. Pour toutes les matières qui ne sont pas régies par les statuts, les parties se réfèrent aux dispositions de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales et des lois modificatives, ainsi qu'à la loi du trente et un juillet mil neuf cent vingt-neuf relative aux sociétés holding.

Dispositions transitoires

1° Le premier exercice sociale commence le jour de la constitution et se termine le trente et un décembre de l'an deux mille trois.

2° La première Assemblée générale ordinaire annuelle se tiendra en l'an deux mille quatre.

Souscription et libération

Les statuts de la société ayant ainsi été arrêtés, les comparants préqualifiés déclarent souscrire les actions comme suit:

| | |
|-----------------------------------|---------------|
| 1° KBC ASSET MANAGEMENT S.A. | 999 actions |
| 2° BEMAB S.A. | 1 action |
| Total des actions: | 1.000 actions |

Toutes les actions ont été entièrement libérées par des versements en espèces, de sorte que la somme de soixante quinze mille euro (EUR 75.000,-) se trouve dès maintenant à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en est justifié au notaire soussigné.

Dépenses

Les dépenses, frais, rémunérations et charges de toutes espèces qui incombent à la Société à la suite de sa constitution s'élèvent environ à mille neuf cents euros (EUR 1.900,-).

Constatations

Le notaire soussigné constate que les conditions exigées par l'article vingt-six de la loi du dix août mil neuf cent quinze sur les sociétés commerciales ont été observées.

Assemblée Générale Extraordinaire

Et à l'instant les comparants, préqualifiés, représentant l'intégralité du capital sociale, se sont constitués en Assemblée Générale Extraordinaire à laquelle ils se reconnaissent dûment convoqués, et après avoir constaté que celle-ci était régulièrement constituée, ils ont pris, à l'unanimité les résolutions suivantes:

1° Le nombre des administrateurs est fixé à trois et celui des commissaires à un.

2° Sont appelé aux fonctions d'administrateur:

a. Guido Segers, né à Maaseik, le 10 juin 1950, administrateur délégué de KBC BANK S.A., domicilié professionnellement avenue du Port 2, B-1080 Bruxelles,

b. Stefan Duchateau, né à Tongeren le 14 mai 1959, Président du comité de direction, KBC ASSET MANAGEMENT S.A., domicilié professionnellement avenue du Port 2, B-1080 Bruxelles,

c. Edwin de Boeck, né à Merchtem le 12 juin 1957, administrateur délégué KBC ASSET MANAGEMENT S.A., domicilié professionnellement avenue du Port 2, B-1080 Bruxelles.

3° Est appelé aux fonctions de commissaire jusqu'à l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille six:

La société ERNST & YOUNG avec siège social Parc d'Activité Syrdall, L-5365 Munsbach

4° Les mandats des administrateurs prendront fin à l'issue de l'assemblée générale annuelle de l'an deux mille huit.

5° Le siège central est fixé à Luxembourg, 11, rue Aldringen.

Dont acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation données au mandataire des comparants, celui-ci a signé avec le notaire le présent acte.

Signé: V. de Moreau, P. Bettingen.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mai 2003, vol. 139S, fol. 7, case 4. – Reçu 750 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour copie conforme, délivrée à la société aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Senningerberg, le 11 juin 2003.

P. Bettingen.

(031884.3/202/152) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2003.

GOTTWALD LUXEMBOURG 2 (b), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R. C. Luxembourg B 88.869.

—
EXTRAIT

Par résolution en date du 6 mai 2003, le Conseil de gérance de la Société a:

- nommé Monsieur Werner Paschke (né le 8 avril 1950 à Hannovre en Allemagne), dont l'adresse professionnelle est au 59, rue de Rollingergrund à L-2440 Luxembourg, comme Chief Financial Officer,

- délégué à Monsieur Werner Paschke avec effet au 1^{er} juin 2003 les pouvoirs de gestion journalière de la Société ainsi que le pouvoir de la représenter dans ses activités journalières;

- décidé qu'en plus des pouvoirs de signature prévus par l'article 8 des statuts, les pouvoirs de signature suivants sont délégués avec effet du 1^{er} juin 2003:

° la Société est valablement engagée par la signature individuelle du Chief Financial Officer dans toutes les matières relevant de la gestion journalière;

° dans le cadre de l'exécution des décisions du Conseil de Gérance et chaque fois que le Chief Financial Officer aura été chargé de cette exécution, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle du Chief Financial Officer.

- autorisé le Chief Financial Officer à déléguer ses pouvoirs de signature conformément à sa responsabilité sous réserve de l'approbation préalable du Conseil de gérance. Le Conseil de gérance a de plus décidé à l'unanimité, d'autoriser le Chief Financial Officer à déléguer ses pouvoirs de signature à chaque membre des départements comptable, controlling, juridique, taxes ou finance, de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

GOTTWALD LUXEMBOURG 2(b), S.à r.l.

C. Bourrat

Chief Corporate Counsel

Conformément à la délégation de pouvoir de signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2003, réf. LSO-AF02896. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(029684.3/260/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

**PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A., Société Anonyme,
(anc. PIONEER INSTITUTIONAL INVESTMENT MANAGEMENT S.A.).**
Registered office: L-1331 Luxembourg, 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 57.255.

In the year two thousand and three, on the eleventh of June at 12.00.
Before us Maître Frank Baden, notary, residing in Luxembourg.

Was held an extraordinary general meeting of shareholders of PIONEER INSTITUTIONAL INVESTMENT MANAGEMENT S.A., a public limited company («société anonyme»), belonging to the UniCredito ITALIANO BANKING GROUP, with its registered office in Luxembourg, incorporated by a deed of M^e Edmond Schroeder, notary residing in Mersch, dated December 20, 1996, which was published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial») on January 28, 1997 and the articles of incorporation of which have been modified for the last time by a deed of the undersigned notary, on March 27, 2002 as published in the Mémorial on July 2, 2002.

The meeting was opened under the chairmanship of Mrs Mireia Camarasa, avocat, residing in Luxembourg, who appointed as secretary Mrs Maggy Strauss, employee, residing in Garnich.

The meeting elected as scrutineer Mrs Arlette Siebenaler, employee, residing in Junglinster.

After the constitution of the board of the meeting, the Chairman declared and requested the notary to record that:

I. The names of the shareholders present at the meeting or duly represented by proxy, the proxyholders of the shareholders represented, as well as the number of shares held by each shareholder, are set forth on the attendance list, signed by the shareholders present, the proxyholders of the shareholders represented, the members of the board of the meeting and the notary. The aforesaid list shall be attached to the present deed and registered therewith. The proxies given shall be initialled ne varietur by the members of the board of the meeting and by the notary and shall be attached in the same way to this document.

II. The quorum required by law in respect of items 1, 2, 3 and 4 of the agenda is at least fifty per cent of the issued capital of the Corporation and the resolutions on such items have to be passed by the affirmative vote of at least two-thirds of the votes cast at the meeting.

III. There is no quorum and majority requirements in respect of item 5 of the agenda.

IV. Pursuant to the attendance list of the Corporation, two (2) shareholders holding together five thousand (5,000) shares, that is to say one hundred per cent of the issued shares of the Corporation, are present or represented.

V. All the share capital being present or represented, no convening notices were necessary.

VI. The present meeting is therefore duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

1. Amendment of article one of the Articles of Incorporation of the Corporation in order to reflect the change of denomination of the Corporation from PIONEER INSTITUTIONAL INVESTMENT MANAGEMENT S.A. into PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A. and which shall read as follows:

«**Art. 1.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation (the «Corporation») in the form of a société anonyme under the denomination of PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.

2. Amendment of the Corporation's purpose and consequently, amendment of article three of the Articles of Incorporation of the Corporation which shall read as follows:

«**Art. 3.** The object of the Corporation is the management of one or several Luxembourg collective investment funds on behalf of their unitholders or shareholders (the «Funds») as well as the administration of the assets and activities of such Funds, including the issue, exchange or redemption of units or shares of several classes on behalf of the Funds, and the representation and defence of the interests of the holders of units or shares, in accordance with the provisions of chapter 14 of the Luxembourg law of 20 December, 2002 on collective investment undertakings.

The Corporation may also serve as advisor to such collective investment funds in connection with the management of their assets and their promotion.

On an ancillary basis, the Corporation may also administer its own assets and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes, subject to all applicable laws.»

3. Amendment of paragraph twelve of Article twelve of the Articles of Incorporation of the Corporation in order to reflect the cast vote granted to the chairman of the Board of Directors of the Corporation and which shall read as follows:

«Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for or against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.»

4. Amendment of Article nineteen of the Articles of Incorporation of the Corporation which shall read as follows:

«The operations of the Corporation including particularly its books of accounts and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the general meeting of shareholders of the Corporation for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and shall remain in office until reelected or until his successor is elected and qualifies. The auditor will be remunerated by the Corporation.

The auditor in office may be removed at any time by the general meeting of shareholders with or without cause.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the law of December 20, 2002 on undertakings for collective investment.»

5. Appointment of Mr Dario Frigerio, Mr Robert Richardson, Mr Angus Stening and Mr Giordano Lombardo as new members of the Board of Directors of the Corporation and determination of the term of their office.

After deliberation, the general meeting unanimously took the following resolutions:

First resolution

The meeting decides to amend article one of the Articles of Incorporation of the Corporation in order to reflect the change of denomination of the Corporation from PIONEER INSTITUTIONAL INVESTMENT MANAGEMENT S.A. into PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A. and which shall read as follows:

«**Art. 1.** There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a corporation (the «Corporation») in the form of a société anonyme under the denomination of PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.»

Second resolution

The meeting decides to amend the Corporation's purpose and consequently to amend article three of the Articles of Incorporation of the Corporation which shall read as follows:

«**Art. 3.** The object of the Corporation is the management of one or several Luxembourg collective investment funds on behalf of their unitholders or shareholders (the «Funds») as well as the administration of the assets and activities of such Funds, including the issue, exchange or redemption of units or shares of several classes on behalf of the Funds, and the representation and defence of the interests of the holders of units or shares, in accordance with the provisions of chapter 14 of the Luxembourg law of 20 December, 2002 on collective investment undertakings.

The Corporation may also serve as advisor to such collective investment funds in connection with the management of their assets and their promotion.

On an ancillary basis, the Corporation may also administer its own assets and carry out any operations which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes, subject to all applicable laws.»

Third resolution

The meeting decides to amend paragraph twelve of Article twelve of the Articles of Incorporation of the Corporation in order to reflect the cast vote granted to the chairman of the Board of Directors of the Corporation and which shall read as follows:

«**Art. 12.** Decisions shall be taken by a majority of the votes of the directors present or represented at such meeting. In the event that in any meeting the number of votes for or against a resolution shall be equal, the chairman shall have a casting vote.»

Fourth resolution

The meeting decides to amend Article nineteen of the Articles of Incorporation of the Corporation which shall read as follows:

«**Art. 19.** The operations of the Corporation including particularly its books of accounts and the filing of any tax returns or other reports required by the laws of Luxembourg, shall be supervised by an auditor («réviseur d'entreprises agréé») appointed by the general meeting of shareholders of the Corporation for a period ending at the date of the next annual general meeting of shareholders and shall remain in office until reelected or until his successor is elected and qualifies. The auditor will be remunerated by the Corporation.

The auditor in office may be removed at any time by the general meeting of shareholders with or without cause.

The auditor shall fulfil all duties prescribed by the law of December 20, 2002 on undertakings for collective investment.»

Fifth resolution

The meeting decides to appoint the following persons as new members of the Board of Directors of the Corporation:

- Mr Dario Frigerio, Chief Executive Officer, PIONEER GLOBAL ASSET MANAGEMENT S.p.A., I-20121 Milan, Italy, Galleria San Carlo 6, born at Monza, Italy, on June 24, 1962;

- Mr Robert Richardson, Chief Administrative Officer, PIONEER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, Dublin 2, Ireland, 1, George's Quay Plaza, born at Boston, United States of America, on June 25, 1963.

- Mr Angus Stening, Head of Operations and Information Technology, PIONEER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, Dublin 2, Ireland, 1, George's Quay Plaza, born at Caperdown, Australia, on January 25, 1948,

- Mr Giordano Lombardo, Chief Executive Officer, PIONEER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, Dublin 2, Ireland, 1, George's Quay Plaza, born at Milan, Italy, on December 15, 1962.

The meeting further decides that their term of office shall end at the general meeting of shareholders called to approve the accounts for the financial year ending on December 31, 2003.

These resolutions have been taken by unanimous vote.

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in English, followed by a French translation; on request of the same appearing persons and in case of divergences between the English and the French text, the English text shall prevail.

The document having been read to the meeting, the members of the board of the meeting, signed together with us, the notary, the present original deed, no shareholder expressing the wish to sign.

Suit la version française du texte qui précède:

L'an deux mille trois, le onze juin à 12.00 heures.

Par-devant nous, Maître Frank Baden, notaire résidant à Luxembourg.

S'est réunie:

L'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de PIONEER INSTITUTIONAL INVESTMENT MANAGEMENT S.A., une société anonyme appartenant au UniCredito ITALIANO BANKING GROUP, ayant son siège social à Luxembourg et constituée suivant acte reçu par M^e Edmond Schroeder, notaire résidant à Mersch, en date du 20 décembre 1996, qui a été publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 28 janvier 1997, et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu par le notaire soussigné le 27 mars 2002 tel que publié au Mémorial le 2 juillet 2002.

L'assemblée est ouverte sous la présidence de Madame Mireia Camarasa, avocat, demeurant à Luxembourg, qui nomme comme secrétaire Madame Maggy Strauss, employée privée, demeurant à Garnich.

L'assemblée élit comme scrutateur Madame Arlette Siebenaler, employée privée, demeurant à Junglinster.

Le bureau ainsi constitué, le Président expose et prie le notaire instrumentant de prendre acte:

I. Que les noms des actionnaires présents ou représentés à l'assemblée, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre d'actions détenues par chaque actionnaire sont indiqués sur une liste de présence signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que par les membres du bureau et par le notaire. Cette liste restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées au présent acte avec lequel elles seront enregistrées, les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les membres du bureau et le notaire instrumentant.

II. Que le quorum requis par la loi concernant les points 1, 2, 3 et 4 de l'ordre du jour est d'au moins cinquante pour cent du capital émis de la Société et que les résolutions sur ces points portés à l'ordre du jour doivent être prises par le vote affirmatif d'au moins deux tiers des votes exprimés à l'assemblée.

III. Qu'il n'y a aucun quorum et aucune règle de majorité requis concernant le point 5 de l'ordre du jour.

IV. Qu'il appert de la liste de présence de la Société que deux (2) actionnaires, détenant ensemble cinq mille (5.000) actions, c'est-à-dire cent pour cent du capital émis de la Société, sont présents ou représentés.

V. Que dans la mesure où tout le capital social est présent ou représenté, des convocations n'ont pas été nécessaires.

VI. Que la présente assemblée est valablement constituée, et peut valablement délibérer sur les points portés à l'ordre du jour:

1. Modification de l'article 1^{er} des statuts de la Société afin de refléter son changement de dénomination de PIONEER INSTITUTIONAL INVESTMENT MANAGEMENT S.A. en PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A. et qui doit par conséquent être lu comme suit:

«**Art. 1^{er}.** Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société (la «Société») sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.»

2. Modification de l'objet de la Société et modification de l'article 3 des statuts de la Société qui doit par conséquent être lu comme suit:

«**Art. 3.** La Société a pour objet la gestion d'un ou plusieurs fonds d'investissement luxembourgeois pour le compte de leurs porteurs de parts ou de leurs actionnaires (les «Fonds»), l'administration des avoirs et des activités de ces Fonds, y inclus l'émission, l'échange ou le rachat des parts ou actions des différentes classes pour le compte des Fonds et la représentation et la défense des intérêts des porteurs de parts ou d'actions, conformément aux dispositions du chapitre 14 de la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif. La Société peut également fournir des services de conseil à de tels fonds d'investissement en relation avec la gestion de leurs avoirs et leur promotion.

A titre accessoire, la Société peut également gérer ses propres avoirs et effectuer toutes opérations qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, sous réserve de l'observation de toutes les lois applicables.»

3. Modification du onzième paragraphe de l'article 12 des statuts de la Société afin de refléter la voix prépondérante accordée au président du conseil d'administration de la Société et qui doit par conséquent être lu comme suit:

«**Art 12.** Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors d'une telle réunion. Au cas où lors d'une telle réunion le nombre de voix en faveur ou opposées à une décision sont équivalentes, le président disposera d'une voix prépondérante.»

4. Modification de l'article 19 des statuts de la Société qui doit par conséquent être lu comme suit:

«**Art. 19.** Les opérations de la Société en ce inclus ses comptes et l'émission de ses déclarations fiscales et autres rapports requis par la loi luxembourgeoise seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé désigné par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société pour une période prenant fin à la date de la prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires et qui demeurera en fonction jusqu'à sa réélection ou jusqu'à ce qu'un successeur soit élu et entre en fonction. Le réviseur d'entreprise agréé sera rémunéré par la Société.

Le réviseur d'entreprises agréé pourra être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Le réviseur d'entreprises agréé remplira toutes les fonctions prescrites par la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif.»

5. Désignation de M. Dario Frigerio, M. Robert Richardson, M. Angus Stenning et M. Giordano Lambardo en qualité de nouveaux membres du conseil d'administration de la Société et détermination de la durée de leurs mandats.

Après délibération l'assemblée générale prend à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de modifier l'article 1^{er} des statuts de la Société afin de refléter le changement de dénomination de la Société de PIONEER INSTITUTIONAL INVESTMENT MANAGEMENT S.A. en PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A. et qui doit par conséquent être lu comme suit:

«**Art. 1^{er}.** Il est formé entre les comparants et tous ceux qui deviendront propriétaires des actions ci-après créées une société (la «Société») sous la forme d'une société anonyme sous la dénomination de PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A.»

Deuxième résolution

L'assemblée décide de modifier l'objet de la Société et de modifier l'article 3 des statuts de la Société qui doit par conséquent être lu comme suit:

«**Art. 3.** La Société a pour objet la gestion d'un ou plusieurs fonds d'investissement luxembourgeois pour le compte de leurs porteurs de parts ou de leurs actionnaires (les «Fonds»), l'administration des avoirs et des activités de ces Fonds, y inclus l'émission, l'échange ou le rachat des parts ou actions des différentes classes pour le compte des Fonds et la représentation et la défense des intérêts des porteurs de parts ou d'actions, conformément aux dispositions du chapitre 14 de la loi luxembourgeoise du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif. La Société peut également fournir des services de conseil à de tels fonds d'investissement en relation avec la gestion de leurs avoirs et leur promotion.

A titre accessoire, la Société peut également gérer ses propres avoirs et effectuer toutes opérations qu'elle estimera utiles à l'accomplissement et au développement de son objet social, sous réserve de l'observation de toutes les lois applicables.»

Troisième résolution

L'assemblée décide de modifier le onzième paragraphe de l'article 12 des statuts de la Société afin de refléter la voix prépondérante accordée au président du conseil d'administration de la Société et qui doit par conséquent être lu comme suit:

«**Art. 12.** Les décisions seront prises à la majorité des voix des administrateurs présents ou représentés lors d'une telle réunion. Au cas où lors d'une telle réunion le nombre de voix en faveur ou opposées à une décision sont équivalentes, le président disposera d'une voix prépondérante.»

Quatrième résolution

L'assemblée décide de modifier de modifier l'article 19 des statuts de la Société qui doit par conséquent être lu comme suit:

«**Art. 19.** Les opérations de la Société en ce inclus ses comptes et l'émission de ses déclarations fiscales et autres rapports requis par la loi luxembourgeoise seront contrôlées par un réviseur d'entreprises agréé désigné par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la Société pour une période prenant fin à la date de la prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires et qui demeurera en fonction jusqu'à sa réélection ou jusqu'à ce qu'un successeur soit élu et entre en fonction. Le réviseur d'entreprises agréé sera rémunéré par la Société.

Le réviseur d'entreprises agréé pourra être révoqué à tout moment, avec ou sans motif, par l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires.

Le réviseur d'entreprises agréé remplira toutes les fonctions prescrites par la loi du 20 décembre 2002 relative aux organismes de placement collectif.»

Cinquième résolution

L'assemblée décide de désigner les personnes suivantes en qualité de nouveaux membres du conseil d'administration de la Société:

- Mr Dario Frigerio, Chief Executive Officer, PIONEER GLOBAL ASSET MANAGEMENT S.p.A., I-20121 Milan, Italy, Galleria San Carlo 6, né à Monza, Italie, le 24 juin 1962;

- Mr Robert Richardson, Chief Administrative Officer, PIONEER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, Dublin 2, Ireland, 1, George's Quay Plaza, né à Boston, Etats-Unis d'Amérique, le 25 juin 1963.

- Mr Angus Stening, Head of Operations and Information Technology, PIONEER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, Dublin 2, Ireland, 1, George's Quay Plaza, né à Caperdown, Australia, le 25 janvier 1948,

- Mr Giordano Lombardo, Chief Executive Officer, PIONEER INVESTMENT MANAGEMENT LIMITED, Dublin 2, Ireland, 1, George's Quay Plaza, né à Milan, Italie, le 15 décembre 1962.

L'assemblée décide que leur mandat prendra fin lors de la prochaine assemblée générale extraordinaire des actionnaires appelée pour approuver les comptes de l'exercice social prenant fin le 31 décembre 2003.

Ces résolutions ont été adoptées à l'unanimité des votes.

Aucun point n'étant plus soumis à l'assemblée celle-ci est aussitôt close.

Le notaire instrumentant qui parle et comprend la langue anglaise, constate par les présentes qu'à la requête des personnes comparantes les présents Statuts sont rédigés en langue anglaise suivis d'une version française; à la requête des mêmes personnes comparantes et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

L'acte ayant été lu aux personnes comparantes, ces mêmes personnes ont signé avec nous, notaire, le présent acte, aucun actionnaire n'ayant souhaité signer.

Signé: M. Camarasa, M. Strauss, A. Siebenaler, F. Baden.

Enregistré à Luxembourg, le 13 juin 2003, vol. 17CS, fol. 96, case 10. – Reçu 12 euros.

Le Receveur ff. (signé): Kirsch.

Pour expédition conforme, délivrée à la Société sur demande aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 18 juin 2003.

F. Baden.

(031847.3/200/255) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2003.

**PIONEER ASSET MANAGEMENT S.A., Société Anonyme,
(anc. PIONEER INSTITUTIONAL INVESTMENT MANAGEMENT S.A.).**

Siège social: L-1331 Luxembourg, 77, boulevard Grande-Duchesse Charlotte.
R. C. Luxembourg B 57.255.

Statuts coordonnés déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

F. Baden.

(031848.3/200/10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2003.

dit-ABSOLUTE RETURN ALLOCATION, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilinhaber hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsverglement.

Allgemeiner Teil

§ 1 Grundlagen

1. Der Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen. Er wurde als fonds commun de placement nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründet, setzt sich aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten zusammen und wird von der ALLIANZ DRESDNER ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (nachstehend «Verwaltungsgesellschaft» genannt) im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Einleger (nachstehend «Anteilinhaber» genannt) verwaltet.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikomischung gesondert von dem eigenen Vermögen an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte werden den Anteilinhabern Anteilzertifikate oder Anteilbestätigungen gem. § 19 dieses Verwaltungsverglements (beide nachstehend «Anteilscheine» genannt) ausgestellt.

3. Die Anteilinhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

4. Mit dem Anteilerwerb erkennt der Anteilinhaber das Verwaltungsverglement sowie dessen genehmigte und veröffentlichte Änderungen an.

5. Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen werden im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (nachstehend «Mémorial» genannt), veröffentlicht.

§ 2 Depotbank

1. Die Verwaltungsgesellschaft ernennt die Depotbank. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz und diesem Verwaltungsverglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilinhaber.

2. Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsverglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben.

3. Die Depotbank entnimmt für die Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsverglement festgesetzte Vergütung und, jedoch nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, für sich die ihr gemäß diesem Verwaltungsverglement zustehende Vergütung. Die Regelung in § 23 dieses Verwaltungsverglements über die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleibt unberührt.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch einzulegen und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank und die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird dann wirksam, wenn eine Bank, die die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Verwaltungsverglement übernimmt. Bis zu diesem Zeitpunkt wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen gem. Art. 17 des o.g. Gesetzes als Depotbank in vollem Umfang nachkommen.

§ 3 Fondsverwaltung

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben unabhängig von der Depotbank und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rats eines Anlageausschusses bedienen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, gemäß den Bestimmungen in dem Abschnitt «Besonderer Teil» mit den von den Anteilhabern eingelegten Geldern Vermögenswerte zu erwerben, sie wieder zu veräußern und den Erlös anderweitig anzulegen; sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds ergeben.

§ 4 Börsen und geregelte Märkte

Die Verwaltungsgesellschaft wird das Fondsvermögen grundsätzlich in Wertpapieren anlegen, die

1. an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt eines EU-Mitgliedstaats oder eines Drittstaats gehandelt werden, der anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, oder

2. aus Neuemissionen stammen, deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt im Sinne von Abs. 1 zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

§ 5 Verbriefte Rechte, nicht notierte Wertpapiere

Die Verwaltungsgesellschaft darf bis zu 10% des Nettofondsvermögens in verbrieften Rechten, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt sind, oder in nicht an der Börse amtlich notierten oder an einem geregelten Markt gehandelten Wertpapieren anlegen.

§ 6 Risikostreuung

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds Wertpapiere eines Emittenten kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Fonds befindlichen Wertpapiere desselben Emittenten, 10% des Nettofondsvermögens nicht übersteigt. Der Gesamtwert der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapiere der Fonds jeweils mehr als 5% seines Nettofondsvermögens angelegt hat, darf 40% des Nettofondsvermögens nicht übersteigen.

2. Falls die erworbenen Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung in Abs. 1 von 10% auf 35% des Nettofondsvermögens. Für diese Fälle gilt die in Satz 2 des Abs. 1 festgelegte Beschränkung auf 40% nicht.

3. Für Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber von Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die in Abs. 1 genannten Beschränkungen von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80%, vorausgesetzt, die Kreditinstitute legen die Emissionserlöse gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Schuldverschreibungen über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

4. Die Beschränkungen in Abs. 1 bis 3 gelten nicht kumulativ, so dass Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten 35% des Nettofondsvermögens nicht übersteigen dürfen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft darf für keinen der von ihr verwalteten Investmentfonds stimmberechtigte Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für den Fonds höchstens 10% der von einem Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien, Schuldverschreibungen oder Anteile eines Investmentfonds erwerben. Diese Grenze braucht für Schuldverschreibungen und Fondsanteile beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. die Zahl der ausgegebenen Anteile nicht berechnen lässt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften sowie von einem Drittstaat begeben werden oder garantiert sind oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben werden.

§ 7 Investmentanteile

Die Verwaltungsgesellschaft darf bis zu 5% des Nettofondsvermögens in Anteilen anderer Investmentfonds anlegen, sofern es sich hierbei um Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapieren im Sinne der Richtlinie (85/611/EWG) vom 20. Dezember 1985 handelt und sofern deren Anlagepolitik mit der des Fonds übereinstimmt oder ihr zumindest ähnlich ist. Der Erwerb von Anteilen eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft, die von der Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, ist nur im Falle eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft zulässig, die sich gemäß dessen Vertragsbedingungen bzw. deren Statuten auf die Anlage in einem bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat. In diesem Fall darf die Verwaltungsgesellschaft auf diese Anteile keine Gebühren oder Kosten berechnen.

§ 8 Rückführung

Die in den §§ 5, 6 und 7 genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilhaber unverzüglich eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

§ 9 Wertpapierpensionsgeschäfte, Wertpapierleihe

1. Der Fonds kann daneben Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen, wenn der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist. Pensionsgeschäfte bestehen im Kauf und Verkauf von Wertpapieren, wobei dem Verkäufer das Recht vorbehalten ist, die verkauften Wertpapiere vom Käufer zu einem zum Vertragsabschluss festgelegten Preis und innerhalb einer zu Vertragsabschluss vereinbarten Frist zurückzukaufen. Diese Wertpapiere können während der Laufzeit des Pensionsgeschäfts nicht veräußert werden und der Fonds muss jederzeit in der Lage sein, seinen Rücknahmeverpflichtungen nachkommen zu können.

2. Die im Fonds vorhandenen Wertpapiere können darlehensweise für bis zu 30 Tage an Dritte überlassen werden, soweit der Fonds berechtigt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen. Voraussetzung ist, dass der Verwaltungsgesellschaft für den Fonds durch die Übertragung von Barmitteln oder Wertpapieren ausreichende Sicherheiten gewährt werden, deren Wert zum Zeitpunkt des Abschlusses des Darlehens mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Die als Sicherheiten gewährten Wertpapiere sind solche, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationale Organisationen begeben oder garantiert sind.

Die Verwaltungsgesellschaft kann die in Form von Barmitteln gewährten Sicherheiten während der Laufzeit des Wertpapier-Darlehens in Geldmarktinstrumente und andere Wertpapiere im Rahmen von Wertpapierpensionsgeschäften im Sinne von Abs. 1 investieren, soweit sie dies aufgrund sorgfältiger Analyse für angemessen und marktüblich hält. Die o.g. Wertpapiere sind durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationale Organisationen begeben oder garantiert.

Die Verwaltungsgesellschaft wird sich bei der Durchführung dieser Geschäfte anerkannter Abrechnungsorganismen oder Finanzeinrichtungen erster Ordnung bedienen, die auf diese Geschäfte spezialisiert sind (Wertpapierleihprogramme). Diese Einrichtungen erhalten für ihre Dienstleistungen einen bestimmten Teil der im Rahmen der Geschäfte erzielten Erträge.

§ 10 Techniken und Instrumente

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich des Weiteren nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

2. Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungs-, Zins- und Kursrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

3. Darüber hinaus ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, auch für Geschäfte mit einem anderen Ziel als der Absicherung bestehender Engagements, diese Techniken und Instrumente im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens anzuwenden, sofern es sich hierbei nicht um Devisengeschäfte handelt.

4. Zu diesen Geschäften gehören unter anderem der Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen sowie der Kauf und Verkauf von Termin- und Swapkontrakten über Devisen, Wertpapiere, Indizes, Zinsen und sonstigen zulässigen Finanzinstrumenten.

5. Die Verwaltungsgesellschaft wird Instrumente, die nicht an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelt werden (OTC-Geschäfte) nur anwenden, wenn

- der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist,
- die Transaktion auf der Grundlage standardisierter Verträge getätigt wird und
- der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten nach Einschätzung der Verwaltungsgesellschaft für die Anteilhaber von Vorteil ist. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

6. Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanztermin- und Swapkontrakten sowie Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

7. Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanztermin- und Swapkontrakten sowie Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, sowie aus «Erfüllung per Termin»-Geschäften im Sinne von § 15 darf das Nettofondsvermögen zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verkäufe von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im Fondsvermögen unterlegt sind.

Als Verpflichtungen im Sinne des Satzes 1 gelten

- bei Termin- und Swapkontrakten der Liquidationswert der Nettoposition der Kontrakte auf identische Finanzinstrumente (nach Saldierung der Kauf- und Verkaufspositionen), und zwar ohne Berücksichtigung der jeweiligen Fälligkeitstermine, und
- bei gekauften und verkauften Optionen die Summe der Ausübungspreise entsprechend der Netto-Verkaufsposition im Zusammenhang mit demselben zugrundeliegenden Vermögenswert, und zwar ohne Berücksichtigung der jeweiligen Fälligkeitstermine.

8. Spezielle Bestimmungen zu einzelnen Instrumenten sind in den §§ 11-15 aufgeführt.

§ 11 Optionen auf übertragbare Wertpapiere

1. Die Summe der Prämien für den Erwerb von Optionen darf 15% des Nettofondsvermögens nicht übersteigen.

2. Für den Fonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25% des Nettofondsvermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind. Im Übrigen muss der Fonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

3. Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Put-Optionen auf Wertpapiere, so muss der Fonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft nachkommen zu können.

§ 12 Devisenkursicherung

Zur Absicherung von Devisenkursrisiken, die sich auf bereits vorhandene oder noch zu erwerbende Vermögensgegenstände beziehen, kann der Fonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie Call-Optionen auf Devisen verkaufen und Put-Optionen auf Devisen kaufen.

Der Fonds kann zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen bzw. tauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit Finanzeinrichtungen erster Ordnung abgeschlossen werden, die auf diese Geschäfte spezialisiert sind.

Dabei ist es dem Fonds auch gestattet, vorgenannte Devisenabsicherungsgeschäfte miteinander zu kombinieren.

Devisenkursicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung gehaltenen Werte bzw. zu erwerbende Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

§ 13 Sonstige Techniken und Instrumente mit Absicherungszweck

1. Als Absicherung gegen das Risiko einer ungünstigen Entwicklung der Renten- und Aktienmärkte kann die Verwaltungsgesellschaft Futures auf Renten- und Aktienindizes oder auf sonstige Finanzinstrumente gem. § 10 oder Indizes verkaufen. Zum selben Zweck kann die Verwaltungsgesellschaft Kaufoptionen auf Renten- und Aktienindizes verkaufen oder Verkaufsoptionen kaufen oder Swaps tätigen, in deren Rahmen Zahlungen der Verwaltungsgesellschaft an die Gegenpartei mit Renten- und Aktienindizes oder sonstigen Finanzinstrumenten bzw. Indizes zusammenhängen. Voraussetzung ist, dass zwischen der Zusammensetzung des verwendeten Index einerseits und der des Fondsvermögens andererseits eine hinreichende Korrelation besteht und es sich bei der Gegenseite um eine Finanzeinrichtung erster Ordnung handelt, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist.

2. Zur Absicherung gegen Zinsschwankungen kann die Verwaltungsgesellschaft Zinsfutures verkaufen. Zu demselben Zweck kann sie auf Zinssätze bezogene Kaufoptionen verkaufen oder Verkaufsoptionen kaufen oder Zinsswaps abschließen.

3. Als Absicherung gegen eine Verschlechterung der Kreditrisiken von Staats- oder Unternehmensanleihen kann die Verwaltungsgesellschaft Swap-Transaktionen auf jede Art von Finanzinstrumenten, insbesondere Credit Default Swap-Transaktionen, eingehen.

§ 14 Sonstige Techniken und Instrumente ohne Absicherungszweck

1. Zu anderen Zwecken als zur Kurssicherung darf die Verwaltungsgesellschaft weiterhin auf jedwede Art von Finanzinstrumenten oder Indizes bezogene Finanztermin- und Optionskontrakte kaufen und verkaufen, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

Der Gesamtbetrag der zum Erwerb der Kauf- und Verkaufsoptionen gemäß Satz 1 gezahlten Prämien darf, zusammen mit dem Gesamtbetrag der Prämien für den Erwerb von Kauf- und Verkaufsoptionen auf übertragbare Wertpapiere gem. § 11 und dem Gesamtbetrag der in Zusammenhang mit Credit Default Swap-Kaufgeschäften gezahlten Prämien sowie dem Gegenwartswert der in diesem Zusammenhang noch zahlbaren Prämien, 15% des Nettofondsvermögens nicht überschreiten.

2. Weiterhin darf die Verwaltungsgesellschaft auf jedwede Art von Finanzinstrument oder Indizes bezogene Swapgeschäfte und insbesondere solche Swapgeschäfte abschließen, in denen die Verwaltungsgesellschaft und die Gegenseite vereinbaren, die durch ein Wertpapier, Finanzinstrument, einen Korb oder Index erzielten Erträge gegen Erträge eines anderen Wertpapiers, Finanzinstruments, Korbes oder Index auszutauschen. Bei der Gegenseite muss es sich um eine Finanzeinrichtung erster Ordnung handeln, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist. Die von der Verwaltungsgesellschaft an die Gegenseite und umgekehrt zu leistenden Zahlungen werden bezüglich eines bestimmten Wertpapiers, Index oder Finanzinstruments sowie eines vereinbarten Nominalbetrags berechnet.

3. Die Indizes im Sinne von Abs. 1 und 2 umfassen, sind jedoch nicht beschränkt auf, Währungen, Zinssätze, Kurse und Gesamtrenditen auf Zinsindizes, Rentenindizes, Aktienindizes, Warenterminindizes und Rohstoffindizes.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch Credit Default Swaps abschließen. Credit Default Swaps dienen in der Regel der Absicherung von Bonitätsrisiken aus den von den Fonds erworbenen Anleihen (bspw. Staats- oder Unternehmensanleihen). Die von dem Fonds vereinnahmten Zinssätze aus einer Anleihe mit vergleichsweise höherem Bonitätsrisiko werden gegen Zinssätze mit geringerem Bonitätsrisiko gewappt. Gleichzeitig wird der Vertragspartner im Falle der Zahlungsunfähigkeit des die Anleihe ausgebenden Emittenten zur Abnahme der Anleihe zu einem vereinbarten Preis verpflichtet.

Die Summe der aus den Credit Default Swaps entstehenden Verpflichtungen, die keinen Absicherungszwecken dient, darf 20% des Nettofondsvermögens nicht überschreiten, das Engagement muss sowohl im ausschließlichen Interesse des Fonds als auch im Einklang mit der Anlagepolitik stehen. Der Vertragspartner muss eine Finanzeinrichtung erster Ordnung sein, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist. Bei den in § 6 genannten Anlagegrenzen sind sowohl die dem Credit Default Swap zu Grunde liegenden Anleihen als auch der jeweilige Emittent zu berücksichtigen.

Die Bewertung von Credit Default Swaps erfolgt nach nachvollziehbaren und transparenten Methoden auf regelmäßiger Basis. Die Verwaltungsgesellschaft und der Wirtschaftsprüfer werden die Nachvollziehbarkeit und die Transparenz der Bewertungsmethoden und ihre Anwendung überwachen. Sollten im Rahmen der Überwachung Differenzen festgestellt werden, wird die Beseitigung durch die Verwaltungsgesellschaft veranlasst.

Die Summe der Verpflichtungen aus den Credit Default Swaps und den sonstigen Techniken und Instrumenten, die nicht der Absicherung bestehender Engagements dienen, darf zusammen das Nettovermögen des Fonds nicht über-

schreiten. In diesem Zusammenhang muss sichergestellt sein, dass die Verwaltungsgesellschaft jederzeit den o.g. Verpflichtungen und der Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen nachkommen kann.

§ 15 «Erfüllung per Termin»-Geschäfte (Forward Settlement Transactions)

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann in begrenztem Umfang und unter Einhaltung der nachfolgend beschriebenen Grenzen zum Zwecke einer effizienten Portfolioverwaltung oder zur Absicherung «Erfüllung per Termin»-Geschäfte mit Kontrahenten eingehen, die als Market Maker für diese Transaktionen fungieren, erstklassige Finanzinstitute sind, die auf diese Arten von Geschäften spezialisiert sind und als Teilnehmer an OTC-Märkten auftreten. Diese Geschäfte bestehen aus dem Kauf oder Verkauf von Schuldtiteln zum derzeitigen Kurs und der Abwicklung zu einem bestimmten späteren Zeitpunkt (der innerhalb von zwölf Monaten liegen kann).

2. Sobald sich der Erfüllungstermin für diese Geschäfte nähert, kann die Verwaltungsgesellschaft mit dem betreffenden Kontrahenten vereinbaren, entweder die Schuldtitel von diesem Kontrahenten zurückzukaufen bzw. an diesen zurückzuverkaufen oder das Geschäft für eine weitere Periode zu verlängern, wobei etwaige aus diesem Geschäft resultierende Gewinne oder Verluste von dem Kontrahenten erhalten beziehungsweise an diesen gezahlt werden. Kaufgeschäfte werden jedoch von der Verwaltungsgesellschaft nur mit dem Ziel eingegangen, die betreffenden Schuldtitel zu erwerben. Verkaufgeschäfte müssen während der gesamten Laufzeit gedeckt sein.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann die üblichen Gebühren, die im Preis für Schuldtitel enthalten sind, an den betreffenden Kontrahenten zahlen, um die dem Kontrahenten entstehenden Kosten durch die verzögerte Abwicklung auszugleichen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft muss bei Kauf- und Verkaufgeschäften zu jedem Zeitpunkt über ausreichend liquide Vermögenswerte verfügen, um die aus derartigen Geschäften resultierenden Verpflichtungen und Rücknahmeforderungen erfüllen zu können.

4. Sämtliche «Erfüllung per Termin»-Geschäfte müssen in Einklang mit der Anlagepolitik des Fonds stehen.

§ 16 Kreditaufnahme

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilinhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10% des Nettofondsvermögens aufnehmen, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt. Ausgenommen von dieser Beschränkung sind Fremdwährungskredite in Form von «Back-to-Back»-Darlehen.

§ 17 Flüssige Mittel

Bis zu 49% des Nettofondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln gehalten werden. Dazu zählen auch regelmäßig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer (Rest-)Laufzeit von bis zu 12 Monaten. In besonderen Ausnahmefällen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, vorübergehend auch über 49% hinaus flüssige Mittel zu halten, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilinhaber geboten erscheint.

Die flüssigen Mittel können grundsätzlich auf sämtliche Währungen lauten, die in der Anlagepolitik des Fonds vorgeesehen sind.

§ 18 Unzulässige Geschäfte

Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

- a) im Zusammenhang mit dem Erwerb nicht voll einbezahlter Wertpapiere Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit Krediten gem. § 16, 10% des Nettofondsvermögens überschreiten;
- b) Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;
- c) Wertpapiere erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;
- d) in Immobilien anlegen und Waren oder Warenkontrakte kaufen oder verkaufen;
- e) Edelmetalle oder über Edelmetalle lautende Zertifikate erwerben;
- f) Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, sofern dies nicht im Rahmen eines nach diesem Verwaltungsreglement zulässigen Geschäfts gefordert wird;
- g) Wertpapier-Leerverkäufe tätigen.

§ 19 Anteilscheine

1. Die Anteilzertifikate lauten auf den Inhaber und sind über einen Anteil oder eine Mehrzahl von Anteilen ausgestellt.

2. Die Anteilzertifikate tragen handschriftliche oder vervielfältigte Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.

3. Die Anteilzertifikate sind übertragbar. Mit der Übertragung eines Anteilzertifikats gehen die darin verbrieften Rechte über. Der Verwaltungsgesellschaft und/oder der Depotbank gegenüber gilt in jedem Falle der Inhaber des Anteilzertifikats als der Berechtigte.

4. Auf Wunsch der Anteilnehmer und Weisung der Verwaltungsgesellschaft kann die Depotbank anstelle eines Anteilzertifikats eine Anteilbestätigung über erworbene Anteile ausstellen.

§ 20 Ausgabe und Rücknahme von Anteilen

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte. Sie werden an jedem Bewertungstag ausgegeben. Sofern in dem Abschnitt «Besonderer Teil» nichts Abweichendes geregelt ist, ist Bewertungstag jeder Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt am Main und Luxemburg.

2. Anteilkauaufträge, die an einem Bewertungstag bis 14.00 Uhr bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden mit dem zu diesem Zeitpunkt festgestellten, jedoch noch nicht publizierten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet. Nach diesem Zeitpunkt eingehende Anteilkauaufträge werden mit dem Ausgabepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Der Ausgabepreis ist nach jeweils zwei weiteren Bewertungstagen an die Depotbank zahlbar.

3. Die Anteile werden unverzüglich, nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank von dieser im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft ausgegeben und unverzüglich in entsprechender Höhe auf einem vom Zeichner anzugebenden Depot gutgeschrieben.

4. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, einen Zeichnungsauftrag zurückzuweisen bzw. die Ausgabe von Anteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich erstattet.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann nach eigenem Ermessen auf Antrag des Anteilinhabers Anteile gegen die Sacheinbringung von Wertpapieren ausgeben. Dabei wird vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere den Anlagezielen und der Anlagepolitik des Fonds entsprechen. Der Wirtschaftsprüfer des Fonds erstellt ein Bewertungsgutachten, das jedem Anleger am Sitz der Verwaltungsgesellschaft zur Einsicht zur Verfügung steht. Die Kosten für eine solche Sacheinbringung trägt der entsprechende Anleger.

6. Die Anteilinhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile für Rechnung des Fonds zurückzunehmen.

7. Rücknahmeanträge, die an einem Bewertungstag bis 14.00 Uhr bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden mit dem zu diesem Zeitpunkt festgestellten, jedoch noch nicht publizierten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet. Nach diesem Zeitpunkt eingehende Rücknahmeanträge werden mit dem Rücknahmepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt sodann unverzüglich in der für den Fonds festgelegten Währung Euro (nachstehend «Basiswährung des Fonds» genannt).

8. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

9. Die Verwaltungsgesellschaft kann nach eigenem Ermessen mit dem Einverständnis des Anteilinhabers Anteile des Fonds gegen die Übertragung von Wertpapieren aus den Vermögenswerten des Fonds zurücknehmen. Der Wert der zu übertragenden Vermögenswerte muss dem Wert der zurückzunehmenden Anteile am Bewertungstag entsprechen. Umfang und Art der zu übertragenden Wertpapiere werden auf einer angemessenen und vernünftigen Grundlage ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anleger bestimmt. Diese Bewertung muss in einem besonderen Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt werden. Die Kosten für eine solche Übertragung trägt der entsprechende Anleger.

10. Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilinhaber, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat.

11. Zur Vermeidung einer Beeinträchtigung der Fondsperformance kann bei Anteilrücknahmen eine Gebühr von bis zu 0,5% des Nettoinventarwerts pro Anteil erhoben werden, die den Rücknahmepreis mindert und dem Fonds gutzubringen ist.

§ 21 Ausgabe- und Rücknahmepreis

1. Zur Errechnung des Ausgabe- und des Rücknahmepreises für die Anteile ermittelt die Verwaltungsgesellschaft oder von ihr beauftragte Dritte, welche im Verkaufsprospekt genannt sind, den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (nachstehend «Inventarwert» genannt) an jedem Bewertungstag und teilt ihn durch die Zahl der umlaufenden Anteile (nachstehend «Inventarwert pro Anteil» genannt).

Dabei werden:

- Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;
- Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, jedoch an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Depotbank zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können;
- Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- Finanzterminkontrakte über Devisen, Wertpapiere, Indizes, Zinsen und sonstige zulässige Finanzinstrumente sowie Optionen darauf und entsprechende Optionsscheine werden soweit sie an einer Börse notiert sind, mit den zuletzt festgestellten Kursen der betreffenden Börse bewertet. Soweit keine Börsennotiz besteht, insbesondere bei sämtlichen OTC-Geschäften, erfolgt die Bewertung zum wahrscheinlichen Realisierungswert, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- Festgelder zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind, zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht;
- nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Fonds umgerechnet.

2. Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag hinzugerechnet werden, dessen Höhe sich aus dem Abschnitt «Besonderer Teil» ergibt. Sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

3. Rücknahmepreis ist der nach Abs. 1 ermittelte Inventarwert pro Anteil sofern nicht § 20 Abs. 11 Anwendung findet.

§ 22 Aussetzung

1. Die Errechnung des Inventarwerts sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen kann von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange
 - eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Fonds gehandelt wird (außer an gewöhnlichen Wochenenden und Feiertagen), geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist;
 - die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;
 - die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
 - es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwerts ordnungsgemäß durchzuführen.
2. Die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich den Anteilinhabern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

§ 23 Kosten der Verwaltung

1. Der Verwaltungsgesellschaft steht für die Verwaltung des Fonds und der Depotbank für die Verwaltung und Verwahrung der zum Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung zu. In der Depotbankvergütung sind die üblicherweise anfallenden Depotbankgebühren enthalten. Darüber hinaus erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr für jede Transaktion, die sie im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft durchführt.
2. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen die folgenden Aufwendungen zu Lasten des Sondervermögens:
 - a) im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten sowie der Inanspruchnahme von Wertpapierleihprogrammen entstehende Kosten;
 - b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie der Rechenschafts-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte;
 - c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreise und der Bekanntmachungen an die Anteilinhaber;
 - d) Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds;
 - e) Kosten und evtl. entstehende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
 - f) Kosten für die Erstellung der Anteilzertifikate und ggf. Erträgnisscheine sowie Erträgnisschein-Bogenerneuerung;
 - g) ggf. entstehende Kosten für die Einlösung von Erträgnisscheinen;
 - h) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteilscheine zum öffentlichen Vertrieb.
 - i) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds durch national und international anerkannte Ratingagenturen.

§ 24 Rechnungslegung

1. Der Fonds und dessen Bücher werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, geprüft.
2. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahrs veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.
3. Binnen zwei Monaten nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahrs veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.
4. Die Berichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

§ 25 Dauer und Auflösung des Fonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.
2. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen in den Ländern veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Falle geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die Depotbank über, die ihn gem. Abs. 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilinhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung entsprechend § 23 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Maßgabe des Verwaltungsreglements einer anderen luxemburgischen Verwaltungsgesellschaft übertragen.
3. Wird der Fonds aufgelöst, ist dieses im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck, neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Die Ausgabe von Anteilen wird am Tage der Beschlussfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Rücknahme von Anteilen bleibt bis zur Liquidation möglich, wenn eine Gleichbehandlung der Anteilinhaber sichergestellt werden kann. Die Vermögenswerte werden veräußert, und die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggf. der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilinhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilinhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in Euro konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

§ 26 Zusammenschluss

Die Verwaltungsgesellschaft kann gemäß nachfolgender Bedingungen beschließen, den Fonds in einen anderen Fonds, der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, einzubringen. Der Zusammenschluss kann in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Nettofondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten
- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds zu verwalten.

Ein solcher Zusammenschluss ist nur insofern vollziehbar, als die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden Fonds verstößt.

Die Durchführung des Zusammenschlusses vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds.

Der Beschluss der Verwaltungsgesellschaft zum Zusammenschluss von Fonds wird jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die Anteilinhaber des einzubringenden Fonds haben während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Anteilwert nach dem Verfahren, wie es in § 20 des Verwaltungsreglements beschrieben ist, und unter Berücksichtigung von § 22, zu verlangen. Die Anteile der Anteilinhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Anteilwerte an dem Tag des Inkrafttretens des Zusammenschlusses durch Anteile des aufnehmenden Fonds ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilinhaber einen Spitzenausgleich.

Der Beschluss, einen Fonds mit einem ausländischen Fonds zu verschmelzen, obliegt der Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds. Die Einladung zu der Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds wird von der Verwaltungsgesellschaft zweimal in einem Abstand von mindestens 8 Tagen und 8 Tage vor der Versammlung in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds vertrieben werden, veröffentlicht. Der Beschluss zum Zusammenschluss des Fonds mit einem ausländischen Fonds unterliegt einem Anwesenheitsquorum von 50% der sich im Umlauf befindlichen Anteilen und wird mit einer 2/3 Mehrheit der anwesenden oder der mittels einer Vollmacht vertretenen Anteile getroffen, wobei nur die Anteilinhaber an den Beschluss gebunden sind, die für den Zusammenschluss gestimmt haben. Bei den Anteilhabern, die nicht an der Versammlung teilgenommen haben sowie bei allen Anteilhabern, die nicht für den Zusammenschluss gestimmt haben, wird davon ausgegangen, dass sie ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben.

§ 27 Änderungen des Verwaltungsreglements

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.
2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft.

§ 28 Verjährung von Ansprüchen

Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

§ 29 Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.
2. Rechtsstreitigkeiten zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Anteile vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Zeichnung und Rückgabe von Anteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.
3. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Für den dit-ABSOLUTE RETURN ALLOCATION gelten ergänzend und abweichend die nachstehenden Bestimmungen.

Besonderer Teil

§ 30 Name des Fonds

Der Name des Fonds lautet dit-ABSOLUTE RETURN ALLOCATION.

§ 31 Depotbank

Depotbank ist die STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., Luxemburg.

§ 32 Anlagepolitik

Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist es, unter Berücksichtigung der Chancen und Risiken an den weltweiten Kapitalmärkten eine angemessene Rendite auf Jahresbasis zu erwirtschaften. (Absolute Return).

Dazu wird das Fondsvermögen überwiegend in fest- und variabel verzinsliche Wertpapiere, Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten, Zerobonds, Genuss-Scheine und/oder Aktien angelegt, die auf Währungen der OECD-Mitgliedstaaten lauten.

Daneben setzt der Fonds zum Zwecke der Ertragssteigerung ein breites Spektrum von Techniken und Instrumenten gem. §§ 10 ff. des Verwaltungsreglements ein. Die Techniken und Instrumente haben überwiegend Aktien- und Rentenindizes verschiedener Länder oder Regionen sowie Zinsen zum Gegenstand, wie sie im Einzelnen in den §§ 13, 14 des Verwaltungsreglements aufgeführt sind und die gem. § 4 des Verwaltungsreglements an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt, oder gem. § 10 Abs. 5 des Verwaltungsreglements mit Finanzinstitutionen erster Ordnung gehandelt werden. Dabei kann der Fonds nach sorgfältiger fachlicher Einschätzung sowohl auf steigende als auch auf fallende Märkte

te setzen. Dies kann durch den Einsatz von Kauf- und Verkaufsoptionen, Finanzterminkontrakten sowie den Abschluss von Swap-Transaktionen erreicht werden.

Es ist dem Fonds weiterhin gestattet, flüssige Mittel gem. § 17 des Verwaltungsreglements zu halten. Die flüssigen Mittel können sowohl auf Fondswährung als auch auf Währungen anderer OECD-Mitgliedstaaten lauten. Das Fondsvermögen kann darüber hinaus in allen anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.

§ 33 Risikostreuung

Ergänzend zu § 6 des Allgemeinen Teils kann die Verwaltungsgesellschaft nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% des Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Nettofondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

§ 34 Anteilscheine

Die Anteile sind in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

§ 35 Basiswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis

1. Basiswährung des Fonds ist der Euro.
2. Die Verwaltungsgesellschaft oder von ihr beauftragte Dritte, welche im Verkaufsprospekt genannt sind, ermitteln den Ausgabe- und Rücknahmepreis an jedem Bewertungstag. Festgelder werden zum Renditekurs bewertet.
3. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem Bewertungstag an die Depotbank zahlbar.
4. Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Ausgabekosten (§ 21 Abs. 2) beträgt 5% des Inventarwerts pro Anteil. Es steht der Verwaltungsgesellschaft frei, einen niedrigeren Ausgabeaufschlag zu erheben.
5. Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, dass in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilepreise erfolgt.

§ 36 Kosten

1. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt 1,25% p.a., errechnet auf den täglich ermittelten Inventarwert. Es steht der Verwaltungsgesellschaft frei, eine niedrigere Vergütung zu erheben.
2. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft aus dem Sondervermögen eine erfolgsbezogene Vergütung in Höhe von 20% des Betrages erhalten, um den die Anteilwertentwicklung den Vergleichsmaßstab übersteigt. Der Vergleichsmaßstab ist die 3 Monats-Euribor-Verzinsung zuzüglich 250 Basispunkten (entspricht 2,5 Prozentpunkten). Die erfolgsbezogene Vergütung wird durch den täglichen Vergleich der Entwicklung des Vergleichsmaßstabes mit der Entwicklung des Inventarwerts ermittelt, wobei Ausschüttungen als wiederangelegt betrachtet werden. Entsprechend dem Ergebnis des täglichen Vergleichs wird eine ggf. angefallene erfolgsbezogene Vergütung im Sondervermögen zurückgestellt. Liegt die Anteilwertentwicklung während des Geschäftsjahres unter dem Vergleichsmaßstab, so wird die bis dato zurückgestellte erfolgsbezogene Vergütung wieder aufgelöst. Die am Ende des Geschäftsjahres bestehende zurückgestellte erfolgsbezogene Vergütung kann entnommen werden.
3. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe der unter Banken üblichen Sätze.
4. Die Auszahlung der Vergütungen, mit Ausnahme der erfolgsbezogenen Vergütung gem. Abs. 2, erfolgt monatlich zum Monatsende.
5. Die Depotbank erhält über die Vergütung gem. Abs. 3 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von 0,125% jeder Wertpapiertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen. Es steht der Depotbank frei, eine niedrigere Bearbeitungsgebühr zu erheben.

§ 37 Ausschüttungen

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgt.
2. Eine Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.
3. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, zu Lasten des Fondsvermögens an die Anteilinhaber auszuzahlen.

§ 38 Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Oktober und endet am 30. September. Das erste Geschäftsjahr endet am 30. September 2004.

§ 39 Inkrafttreten

Dieses Verwaltungsreglement trat am 20. Mai 2003 in Kraft.

Senningerberg, 20. Mai 2003.

ALLIANZ DRESDNER ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Luxemburg, 20. Mai 2003.

STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A.

S. Biraschi / N. Asselin

Vice President / Vice President

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2003, réf. LSO-AF02366. – Reçu 38 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(029455.2//551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2003.

dit-ABSOLUTE RETURN ALLOCATION PLUS, Fonds Commun de Placement.

VERWALTUNGSREGLEMENT

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und der Anteilinhaber hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement.

Allgemeiner Teil

§ 1 Grundlagen

1. Der Fonds ist ein rechtlich unselbständiges Sondervermögen. Er wurde als fonds commun de placement nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg gegründet, setzt sich aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten zusammen und wird von der ALLIANZ DRESDNER ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A., einer Aktiengesellschaft nach Luxemburger Recht (nachstehend «Verwaltungsgesellschaft» genannt) im eigenen Namen für gemeinschaftliche Rechnung der Einleger (nachstehend «Anteilinhaber» genannt) verwaltet.

2. Die Verwaltungsgesellschaft legt das Fondsvermögen nach dem Grundsatz der Risikomischung gesondert von dem eigenen Vermögen an. Über die sich hieraus ergebenden Rechte werden den Anteilhabern Anteilzertifikate oder Anteilbestätigungen gem. § 19 dieses Verwaltungsreglements (beide nachstehend «Anteilscheine» genannt) ausgestellt.

3. Die Anteilinhaber sind an dem Fondsvermögen in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

4. Mit dem Anteilerwerb erkennt der Anteilinhaber das Verwaltungsreglement sowie dessen genehmigte und veröffentlichte Änderungen an.

5. Die jeweils gültige Fassung sowie sämtliche Änderungen werden im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations, dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg (nachstehend «Mémorial» genannt), veröffentlicht.

§ 2 Depotbank

1. Die Verwaltungsgesellschaft ernennt die Depotbank. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz und diesem Verwaltungsreglement. Die Depotbank handelt unabhängig von der Verwaltungsgesellschaft und ausschließlich im Interesse der Anteilinhaber.

2. Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere und anderen Vermögenswerte des Fonds in gesperrten Konten oder Depots, über die nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen dieses Verwaltungsreglements verfügt werden darf. Die Depotbank kann unter ihrer Verantwortung und mit Einverständnis der Verwaltungsgesellschaft Vermögenswerte des Fonds bei anderen Banken oder bei Wertpapiersammelstellen in Verwahrung geben.

3. Die Depotbank entnimmt für die Verwaltungsgesellschaft aus den gesperrten Konten des Fonds nur die in diesem Verwaltungsreglement festgesetzte Vergütung und, jedoch nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft, für sich die ihr gemäß diesem Verwaltungsreglement zustehende Vergütung. Die Regelung in § 23 dieses Verwaltungsreglements über die Belastung des Fondsvermögens mit sonstigen Kosten und Gebühren bleibt unberührt.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen

- Ansprüche der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
- gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch einzulegen und vorzugehen, wenn in das Fondsvermögen wegen eines Anspruchs vollstreckt wird, für den das Fondsvermögen nicht haftet.

5. Die Depotbank und die Verwaltungsgesellschaft sind berechtigt, die Depotbankbestellung jederzeit schriftlich unter Einhaltung einer Frist von drei Monaten zu kündigen. Die Kündigung wird dann wirksam, wenn eine Bank, die die Bedingungen des Gesetzes über die Organismen für gemeinschaftliche Anlagen vom 30. März 1988 erfüllt, die Pflichten und Funktionen als Depotbank gemäß dem Verwaltungsreglement übernimmt. Bis zu diesem Zeitpunkt wird die bisherige Depotbank zum Schutz der Interessen der Anteilinhaber ihren Pflichten und Funktionen gem. Art. 17 des o.g. Gesetzes als Depotbank in vollem Umfang nachkommen.

§ 3 Fondsverwaltung

1. Die Verwaltungsgesellschaft handelt bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben unabhängig von der Depotbank und ausschließlich im Interesse der Anteilinhaber. Sie kann unter eigener Verantwortung und auf ihre Kosten Anlageberater hinzuziehen und/oder sich des Rats eines Anlageausschusses bedienen.

2. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, gemäß den Bestimmungen in dem Abschnitt «Besonderer Teil» mit den von den Anteilhabern eingelegten Geldern Vermögenswerte zu erwerben, sie wieder zu veräußern und den Erlös anderweitig anzulegen; sie ist ferner zu allen sonstigen Rechtshandlungen ermächtigt, die sich aus der Verwaltung der Vermögenswerte des Fonds ergeben.

§ 4 Börsen und geregelte Märkte

Die Verwaltungsgesellschaft wird das Fondsvermögen grundsätzlich in Wertpapieren anlegen, die

1. an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt eines EU-Mitgliedstaats oder eines Drittstaats gehandelt werden, der anerkannt und für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, oder

2. aus Neuemissionen stammen, deren Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Börse oder an einem anderen geregelten Markt im Sinne von Abs. 1 zu beantragen, und deren Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

§ 5 Verbriefte Rechte, nicht notierte Wertpapiere

Die Verwaltungsgesellschaft darf bis zu 10% des Nettofondsvermögens in verbrieften Rechten, die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt sind, oder in nicht an der Börse amtlich notierten oder an einem geregelten Markt gehandelten Wertpapieren anlegen.

§ 6 Risikostreuung

1. Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds Wertpapiere eines Emittenten kaufen, wenn zur Zeit des Erwerbs ihr Wert, zusammen mit dem Wert der bereits im Fonds befindlichen Wertpapiere desselben Emittenten, 10% des Nettofondsvermögens nicht übersteigt. Der Gesamtwert der im Fondsvermögen befindlichen Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapiere der Fonds jeweils mehr als 5% seines Nettofondsvermögens angelegt hat, darf 40% des Nettofondsvermögens nicht übersteigen.

2. Falls die erworbenen Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem Drittstaat oder von internationalen Organismen öffentlichrechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben oder garantiert werden, so erhöht sich die Beschränkung in Abs. 1 von 10% auf 35% des Nettofondsvermögens. Für diese Fälle gilt die in Satz 2 des Abs. 1 festgelegte Beschränkung auf 40% nicht.

3. Für Schuldverschreibungen, die von Kreditinstituten mit Sitz in einem EU-Mitgliedstaat ausgegeben werden und deren Emittenten aufgrund gesetzlicher Vorschriften zum Schutz der Inhaber von Schuldverschreibungen einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegen, erhöhen sich die in Abs. 1 genannten Beschränkungen von 10% auf 25% bzw. von 40% auf 80%, vorausgesetzt, die Kredit-Institute legen die Emissionserlöse gemäß den gesetzlichen Vorschriften in Vermögenswerten an, welche die Verbindlichkeiten aus Schuldverschreibungen über deren gesamte Laufzeit ausreichend decken und vorrangig für die bei Ausfällen des Emittenten fällig werdenden Rückzahlungen von Kapital und Zinsen bestimmt sind.

4. Die Beschränkungen in Abs. 1 bis 3 gelten nicht kumulativ, so dass Anlagen in Wertpapieren desselben Emittenten 35% des Nettofondsvermögens nicht übersteigen dürfen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft darf für keinen der von ihr verwalteten Investmentfonds stimmberechtigte Aktien erwerben, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es ihr erlaubt, einen wesentlichen Einfluss auf die Geschäftspolitik des Emittenten auszuüben. Sie darf für den Fonds höchstens 10% der von einem Emittenten ausgegebenen stimmrechtslosen Aktien, Schuldverschreibungen oder Anteile eines Investmentfonds erwerben. Diese Grenze braucht für Schuldverschreibungen und Fondsanteile beim Erwerb nicht eingehalten zu werden, wenn sich das Gesamtemissionsvolumen bzw. die Zahl der ausgegebenen Anteile nicht berechnen lässt. Sie ist auch insoweit nicht anzuwenden, als diese Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften sowie von einem Drittstaat begeben werden oder garantiert sind oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, begeben werden.

§ 7 Investmentanteile

Die Verwaltungsgesellschaft darf bis zu 5% des Nettofondsvermögens in Anteilen anderer Investmentfonds anlegen, sofern es sich hierbei um Organismen für gemeinschaftliche Anlagen in Wertpapieren im Sinne der Richtlinie (85/611/EWG) vom 20. Dezember 1985 handelt und sofern deren Anlagepolitik mit der des Fonds übereinstimmt oder ihr zumindest ähnlich ist. Der Erwerb von Anteilen eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft, die von der Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft verwaltet wird, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Beherrschung oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, ist nur im Falle eines Investmentfonds oder einer Investmentgesellschaft zulässig, die sich gemäß dessen Vertragsbedingungen bzw. deren Statuten auf die Anlage in einem bestimmten geographischen oder wirtschaftlichen Bereich spezialisiert hat. In diesem Fall darf die Verwaltungsgesellschaft auf diese Anteile keine Gebühren oder Kosten berechnen.

§ 8 Rückführung

Die in den §§ 5, 6 und 7 genannten Beschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber unverzüglich eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

§ 9 Wertpapierpensionsgeschäfte, Wertpapierleihe

1. Der Fonds kann daneben Wertpapiere in Form von Pensionsgeschäften kaufen oder verkaufen, wenn der Vertragspartner eine Finanzeinrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist. Pensionsgeschäfte bestehen im Kauf und Verkauf von Wertpapieren, wobei dem Verkäufer das Recht vorbehalten ist, die verkauften Wertpapiere vom Käufer zu einem zum Vertragsabschluss festgelegten Preis und innerhalb einer zu Vertragsabschluss vereinbarten Frist zurückzukaufen. Diese Wertpapiere können während der Laufzeit des Pensionsgeschäfts nicht veräußert werden und der Fonds muss jederzeit in der Lage sein, seinen Rücknahmeverpflichtungen nachkommen zu können.

2. Die im Fonds vorhandenen Wertpapiere können darlehensweise für bis zu 30 Tage an Dritte überlassen werden, soweit der Fonds berechtigt ist, den Wertpapierleihvertrag jederzeit zu kündigen und die verliehenen Wertpapiere zurückzuverlangen. Voraussetzung ist, dass der Verwaltungsgesellschaft für den Fonds durch die Übertragung von Barmitteln oder Wertpapieren ausreichende Sicherheiten gewährt werden, deren Wert zum Zeitpunkt des Abschlusses des Darlehens mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Die als Sicherheiten gewährten Wertpapiere sind solche, die durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationale Organisationen begeben oder garantiert sind.

Die Verwaltungsgesellschaft kann die in Form von Barmitteln gewährten Sicherheiten während der Laufzeit des Wertpapier-Darlehens in Geldmarktinstrumente und andere Wertpapiere im Rahmen von Wertpapierpensionsgeschäften im Sinne von Abs. 1 investieren, soweit sie dies aufgrund sorgfältiger Analyse für angemessen, und marktüblich hält. Die o.g. Wertpapiere sind durch Mitgliedstaaten der OECD, deren Gebietskörperschaften oder internationale Organisationen begeben oder garantiert.

Die Verwaltungsgesellschaft wird sich bei der Durchführung dieser Geschäfte anerkannter Abrechnungsorganismen oder Finanzeinrichtungen erster Ordnung bedienen, die auf diese Geschäfte spezialisiert sind (Wertpapierleihprogram-

me). Diese Einrichtungen erhalten für ihre Dienstleistungen einen bestimmten Teil der im Rahmen der Geschäfte erzielten Erträge.

§ 10 Techniken und Instrumente

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich des Weiteren nach Maßgabe der Anlagebeschränkungen für den Fonds sonstiger Techniken und Instrumente bedienen, die Wertpapiere zum Gegenstand haben, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

2. Ferner kann die Verwaltungsgesellschaft Techniken und Instrumente zur Deckung von Währungs-, Zins- und Kursrisiken im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens nutzen.

3. Darüber hinaus ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, auch für Geschäfte mit einem anderen Ziel als der Absicherung bestehender Engagements, diese Techniken und Instrumente im Rahmen der Verwaltung des Fondsvermögens anzuwenden, sofern es sich hierbei nicht um Devisengeschäfte handelt.

4. Zu diesen Geschäften gehören unter anderem der Kauf und Verkauf von Call- und Put-Optionen sowie der Kauf und Verkauf von Termin- und Swapkontrakten über Devisen, Wertpapiere, Indizes, Zinsen und sonstigen zulässigen Finanzinstrumenten.

5. Die Verwaltungsgesellschaft wird Instrumente, die nicht an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelt werden (OTC-Geschäfte) nur anwenden, wenn

- der Vertragspartner eine Finanz Einrichtung erster Ordnung und auf solche Geschäfte spezialisiert ist,
- die Transaktion auf der Grundlage standardisierter Verträge getätigt wird und
- der Kauf oder Verkauf dieser Instrumente anstelle von an einer Börse oder an einem geregelten Markt gehandelten Instrumenten nach Einschätzung der Verwaltungsgesellschaft für die Anteilhaber von Vorteil ist. Der Einsatz von OTC-Geschäften ist insbesondere dann von Vorteil, wenn er eine laufzeitkongruente und damit kostengünstigere Absicherung von Vermögenswerten ermöglicht.

6. Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanztermin- und Swapkontrakten sowie Optionsgeschäften, die der Absicherung von Vermögenswerten dienen, darf grundsätzlich den Gesamtwert der abgesicherten Werte nicht übersteigen.

7. Die Gesamtheit der Verpflichtungen aus Finanztermin- und Swapkontrakten sowie Optionsgeschäften, die nicht der Absicherung von Vermögenswerten dienen, sowie aus «Erfüllung per Termin»-Geschäften im Sinne von § 15 darf das Nettofondsvermögen zu keiner Zeit übersteigen. Hierbei bleiben Verkäufe von Call-Optionen außer Betracht, die durch angemessene Werte im Fondsvermögen unterlegt sind.

Als Verpflichtungen im Sinne des Satzes 1 gelten

- bei Termin- und Swapkontrakten der Liquidationswert der Nettoposition der Kontrakte auf identische Finanzinstrumente (nach Saldierung der Kauf- und Verkaufspositionen), und zwar ohne Berücksichtigung der jeweiligen Fälligkeitstermine, und
- bei gekauften und verkauften Optionen die Summe der Ausübungspreise entsprechend der Netto-Verkaufsposition im Zusammenhang mit demselben zugrundeliegenden Vermögenswert, und zwar ohne Berücksichtigung der jeweiligen Fälligkeitstermine.

8. Spezielle Bestimmungen zu einzelnen Instrumenten sind in den §§ 11-15 aufgeführt.

§ 11 Optionen auf übertragbare Wertpapiere

1. Die Summe der Prämien für den Erwerb von Optionen darf 15% des Nettofondsvermögens nicht übersteigen.

2. Für den Fonds können Call-Optionen auf Wertpapiere verkauft werden, sofern die Summe der Ausübungspreise solcher Optionen zum Zeitpunkt des Verkaufs 25% des Nettofondsvermögens nicht übersteigt. Diese Anlagegrenze gilt nicht, soweit verkaufte Call-Optionen durch Wertpapiere unterlegt oder durch andere Instrumente abgesichert sind. Im Übrigen muss der Fonds jederzeit in der Lage sein, die Deckung von Positionen aus dem Verkauf ungedeckter Call-Optionen sicherzustellen.

3. Verkauft die Verwaltungsgesellschaft für den Fonds Put-Optionen auf Wertpapiere, so muss der Fonds während der gesamten Laufzeit der Optionen über ausreichende Mittel verfügen, um den Verpflichtungen aus dem Optionsgeschäft nachkommen zu können.

§ 12 Devisenkurssicherung

Zur Absicherung von Devisenkursrisiken, die sich auf bereits vorhandene oder noch zu erwerbende Vermögensgegenstände beziehen, kann der Fonds Devisenterminkontrakte verkaufen sowie Call-Optionen auf Devisen verkaufen und Put-Optionen auf Devisen kaufen.

Der Fonds kann zu Absicherungszwecken außerdem auch Devisen auf Termin verkaufen bzw. tauschen im Rahmen freihändiger Geschäfte, die mit Finanzinstitutionen erster Ordnung abgeschlossen werden, die auf diese Geschäfte spezialisiert sind.

Dabei ist es dem Fonds auch gestattet, vorgenannte Devisenabsicherungsgeschäfte miteinander zu kombinieren.

Devisenkurssicherungsgeschäfte setzen in der Regel eine unmittelbare Verbindung zu den abgesicherten Werten voraus. Sie dürfen daher grundsätzlich die in der gesicherten Währung gehaltenen Werte bzw. zu erwerbende Werte weder im Hinblick auf das Volumen noch bezüglich der Restlaufzeit überschreiten.

§ 13 Sonstige Techniken und Instrumente mit Absicherungszweck

1. Als Absicherung gegen das Risiko einer ungünstigen Entwicklung der Renten- und Aktienmärkte kann die Verwaltungsgesellschaft Futures auf Renten- und Aktienindizes oder auf sonstige Finanzinstrumente gem. § 10 oder Indizes verkaufen. Zum selben Zweck kann die Verwaltungsgesellschaft Kaufoptionen auf Renten- und Aktienindizes verkaufen oder Verkaufsoptionen kaufen oder Swaps tätigen, in deren Rahmen Zahlungen der Verwaltungsgesellschaft an die Gegenpartei mit Renten- und Aktienindizes oder sonstigen Finanzinstrumenten bzw. Indizes zusammenhängen. Vorausset-

zung ist, dass zwischen der Zusammensetzung des verwendeten Index einerseits und der des Fondsvermögens andererseits eine hinreichende Korrelation besteht und es sich bei der Gegenseite um eine Finanzeinrichtung erster Ordnung handelt, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist.

2. Zur Absicherung gegen Zinsschwankungen kann die Verwaltungsgesellschaft Zinsfutures verkaufen. Zu demselben Zweck kann sie auf Zinssätze bezogene Kaufoptionen verkaufen oder Verkaufsoptionen kaufen oder Zinsswaps abschließen.

3. Als Absicherung gegen eine Verschlechterung der Kreditrisiken von Staats- oder Unternehmensanleihen kann die Verwaltungsgesellschaft Swap-Transaktionen auf jede Art von Finanzinstrumenten, insbesondere Credit Default Swap-Transaktionen, eingehen.

§ 14 Sonstige Techniken und Instrumente ohne Absicherungszweck

1. Zu anderen Zwecken als zur Kurssicherung darf die Verwaltungsgesellschaft weiterhin auf jedwede Art von Finanzinstrumenten oder Indizes bezogene Finanztermin- und Optionskontrakte kaufen und verkaufen, sofern der Einsatz dieser Techniken und Instrumente im Hinblick auf eine ordentliche Verwaltung des Fondsvermögens geschieht.

Der Gesamtbetrag der zum Erwerb der Kauf- und Verkaufsoptionen gemäß Satz 1 gezahlten Prämien darf, zusammen mit dem Gesamtbetrag der Prämien für den Erwerb von Kauf- und Verkaufsoptionen auf übertragbare Wertpapiere gem. § 11 und dem Gesamtbetrag der in Zusammenhang mit Credit Default Swap-Kaufgeschäften gezahlten Prämien sowie dem Gegenwartswert der in diesem Zusammenhang noch zahlbaren Prämien, 15% des Nettofondsvermögens nicht überschreiten.

2. Weiterhin darf die Verwaltungsgesellschaft auf jedwede Art von Finanzinstrument oder Indizes bezogene Swapgeschäfte und insbesondere solche Swapgeschäfte abschließen, in denen die Verwaltungsgesellschaft und die Gegenseite vereinbaren, die durch ein Wertpapier, Finanzinstrument, einen Korb oder Index erzielten Erträge gegen Erträge eines anderen Wertpapiers, Finanzinstruments, Korbes oder Index auszutauschen. Bei der Gegenseite muss es sich um eine Finanzeinrichtung erster Ordnung handeln, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist.

Die von der Verwaltungsgesellschaft an die Gegenseite und umgekehrt zu leistenden Zahlungen werden bezüglich eines bestimmten Wertpapiers, Index oder Finanzinstruments sowie eines vereinbarten Nominalbetrags berechnet.

3. Die Indizes im Sinne von Abs. 1 und 2 umfassen, sind jedoch nicht beschränkt auf, Währungen, Zinssätze, Kurse und Gesamterträgen auf Zinsindizes, Rentenindizes, Aktienindizes, Warenterminindizes und Rohstoffindizes.

4. Die Verwaltungsgesellschaft kann auch Credit Default Swaps abschließen. Credit Default Swaps dienen in der Regel der Absicherung von Bonitätsrisiken aus den von den Fonds erworbenen Anleihen (bspw. Staats- oder Unternehmensanleihen). Die von dem Fonds vereinnahmten Zinssätze aus einer Anleihe mit vergleichsweise höherem Bonitätsrisiko werden gegen Zinssätze mit geringerem Bonitätsrisiko gewappt. Gleichzeitig wird der Vertragspartner im Falle der Zahlungsunfähigkeit des die Anleihe ausgebenden Emittenten zur Abnahme der Anleihe zu einem vereinbarten Preis verpflichtet.

Die Summe der aus den Credit Default Swaps entstehenden Verpflichtungen, die keinen Absicherungszwecken dient, darf 20% des Nettofondsvermögens nicht überschreiten, das Engagement muss sowohl im ausschließlichen Interesse des Fonds als auch im Einklang mit der Anlagepolitik stehen. Der Vertragspartner muss eine Finanzeinrichtung erster Ordnung sein, die auf solche Geschäfte spezialisiert ist. Bei den in § 6 genannten Anlagegrenzen sind sowohl die dem Credit Default Swap zu Grunde liegenden Anleihen als auch der jeweilige Emittent zu berücksichtigen.

Die Bewertung von Credit Default Swaps erfolgt nach nachvollziehbaren und transparenten Methoden auf regelmäßiger Basis. Die Verwaltungsgesellschaft und der Wirtschaftsprüfer werden die Nachvollziehbarkeit und die Transparenz der Bewertungsmethoden und ihre Anwendung überwachen. Sollten im Rahmen der Überwachung Differenzen festgestellt werden, wird die Beseitigung durch die Verwaltungsgesellschaft veranlasst.

Die Summe der Verpflichtungen aus den Credit Default Swaps und den sonstigen Techniken und Instrumenten, die nicht der Absicherung bestehender Engagements dienen, darf zusammen das Nettovermögen des Fonds nicht überschreiten. In diesem Zusammenhang muss sichergestellt sein, dass die Verwaltungsgesellschaft jederzeit den o.g. Verpflichtungen und der Verpflichtung zur Rücknahme von Anteilen nachkommen kann.

§ 15 «Erfüllung per Termin»-Geschäfte (Forward Settlement Transactions)

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann in begrenztem Umfang und unter Einhaltung der nachfolgend beschriebenen Grenzen zum Zwecke einer effizienten Portfolioverwaltung oder zur Absicherung «Erfüllung per Termin»-Geschäfte mit Kontrahenten eingehen, die als Market Maker für diese Transaktionen fungieren, erstklassige Finanzinstitute sind, die auf diese Arten von Geschäften spezialisiert sind und als Teilnehmer an OTC-Märkten auftreten. Diese Geschäfte bestehen aus dem Kauf oder Verkauf von Schuldtiteln zum derzeitigen Kurs und der Abwicklung zu einem bestimmten späteren Zeitpunkt (der innerhalb von zwölf Monaten liegen kann).

2. Sobald sich der Erfüllungstermin für diese Geschäfte nähert, kann die Verwaltungsgesellschaft mit dem betreffenden Kontrahenten vereinbaren, entweder die Schuldtitel von diesem Kontrahenten zurückzukaufen bzw. an diesen zurückzuverkaufen oder das Geschäft für eine weitere Periode zu verlängern, wobei etwaige aus diesem Geschäft resultierende Gewinne oder Verluste von dem Kontrahenten erhalten beziehungsweise an diesen gezahlt werden. Kaufgeschäfte werden jedoch von der Verwaltungsgesellschaft nur mit dem Ziel eingegangen, die betreffenden Schuldtitel zu erwerben. Verkaufgeschäfte müssen während der gesamten Laufzeit gedeckt sein.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann die üblichen Gebühren, die im Preis für Schuldtitel enthalten sind, an den betreffenden Kontrahenten zahlen, um die dem Kontrahenten entstehenden Kosten durch die verzögerte Abwicklung auszugleichen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft muss bei Kauf- und Verkaufgeschäften zu jedem Zeitpunkt über ausreichend liquide Vermögenswerte verfügen, um die aus derartigen Geschäften resultierenden Verpflichtungen und Rücknahmeforderungen erfüllen zu können.

5. Sämtliche «Erfüllung per Termin»-Geschäfte müssen in Einklang mit der Anlagepolitik des Fonds stehen.

§ 16 Kreditaufnahme

Die Verwaltungsgesellschaft darf für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber kurzfristige Kredite bis zur Höhe von 10% des Nettofondsvermögens aufnehmen, sofern die Depotbank der Kreditaufnahme und deren Bedingungen zustimmt. Ausgenommen von dieser Beschränkung sind Fremdwährungskredite in Form von «Back-to-Back»-Darlehen.

§ 17 Flüssige Mittel

Bis zu 49% des Nettofondsvermögens dürfen in flüssigen Mitteln gehalten werden. Dazu zählen auch regelmäßig gehandelte Geldmarktinstrumente mit einer (Rest-)Laufzeit von bis zu 12 Monaten. In besonderen Ausnahmefällen ist es der Verwaltungsgesellschaft gestattet, vorübergehend auch über 49% hinaus flüssige Mittel zu halten, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilhaber geboten erscheint.

Die flüssigen Mittel können grundsätzlich auf sämtliche Währungen lauten, die in der Anlagepolitik des Fonds vorgesehen sind.

§ 18 Unzulässige Geschäfte

Die Verwaltungsgesellschaft darf für den Fonds nicht:

- a) im Zusammenhang mit dem Erwerb nicht voll einbezahlter Wertpapiere Verbindlichkeiten übernehmen, die, zusammen mit Krediten gem. § 16, 10% des Nettofondsvermögens überschreiten;
- b) Kredite gewähren oder für Dritte als Bürge eintreten;
- c) Wertpapiere erwerben, deren Veräußerung aufgrund vertraglicher Vereinbarungen irgendwelchen Beschränkungen unterliegt;
- d) in Immobilien anlegen und Waren oder Warenkontrakte kaufen oder verkaufen;
- e) Edelmetalle oder über Edelmetalle lautende Zertifikate erwerben;
- f) Vermögenswerte des Fonds verpfänden oder belasten, zur Sicherung übereignen oder zur Sicherung abtreten, sofern dies nicht im Rahmen eines nach diesem Verwaltungsreglement zulässigen Geschäfts gefordert wird;
- g) Wertpapier-Leerverkäufe tätigen.

§ 19 Anteilscheine

1. Die Anteilzertifikate lauten auf den Inhaber und sind über einen Anteil oder eine Mehrzahl von Anteilen ausgestellt.
2. Die Anteilzertifikate tragen handschriftliche oder vervielfältigte Unterschriften der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank.
3. Die Anteilzertifikate sind übertragbar. Mit der Übertragung eines Anteilzertifikats gehen die darin verbrieften Rechte über. Der Verwaltungsgesellschaft und/oder der Depotbank gegenüber gilt in jedem Falle der Inhaber des Anteilzertifikats als der Berechtigte.
4. Auf Wunsch der Anteilerwerber und Weisung der Verwaltungsgesellschaft kann die Depotbank anstelle eines Anteilzertifikats eine Anteilbestätigung über erworbene Anteile ausstellen.

§ 20 Ausgabe und Rücknahme von Anteilen

1. Alle Fondsanteile haben gleiche Rechte. Sie werden an jedem Bewertungstag ausgegeben. Sofern in dem Abschnitt «Besonderer Teil» nichts Abweichendes geregelt ist, ist Bewertungstag jeder Bankarbeits- und Börsentag in Frankfurt am Main und Luxemburg.
2. Anteilkauaufträge, die an einem Bewertungstag bis 14.00 Uhr bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden mit dem zu diesem Zeitpunkt festgestellten, jedoch noch nicht publizierten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet. Nach diesem Zeitpunkt eingehende Anteilkauaufträge werden mit dem Ausgabepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Der Ausgabepreis ist nach jeweils zwei weiteren Bewertungstagen an die Depotbank zahlbar.
3. Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank von dieser im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft ausgegeben und unverzüglich in entsprechender Höhe auf einem vom Zeichner anzugebenden Depot gutgeschrieben.
4. Die Anzahl der ausgegebenen Anteile ist grundsätzlich nicht beschränkt. Die Verwaltungsgesellschaft behält sich jedoch vor, einen Zeichnungsauftrag zurückzuweisen bzw. die Ausgabe von Anteilen vorübergehend oder vollständig einzustellen; etwa bereits geleistete Zahlungen werden in diesen Fällen unverzüglich erstattet.
5. Die Verwaltungsgesellschaft kann nach eigenem Ermessen auf Antrag des Anteilhabers Anteile gegen die Sacheinbringung von Wertpapieren ausgeben. Dabei wird vorausgesetzt, dass diese Wertpapiere den Anlagezielen und der Anlagepolitik des Fonds entsprechen. Der Wirtschaftsprüfer des Fonds erstellt ein Bewertungsgutachten, das jedem Anleger am Sitz der Verwaltungsgesellschaft zur Einsicht zur Verfügung steht. Die Kosten für eine solche Sacheinbringung trägt der entsprechende Anleger.
6. Die Anteilhaber können jederzeit die Rücknahme der Anteile über die Verwaltungsgesellschaft, die Depotbank oder die Zahlstellen verlangen. Die Verwaltungsgesellschaft ist verpflichtet, an jedem Bewertungstag die Anteile für Rechnung des Fonds zurückzunehmen.
7. Rücknahmeanträge, die an einem Bewertungstag bis 14.00 Uhr bei der Verwaltungsgesellschaft eingegangen sind, werden mit dem zu diesem Zeitpunkt festgestellten, jedoch noch nicht publizierten Ausgabe- und Rücknahmepreis abgerechnet. Nach diesem Zeitpunkt eingehende Rücknahmeanträge werden mit dem Rücknahmepreis des nächsten Bewertungstages abgerechnet. Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt sodann unverzüglich in der für den Fonds festgelegten Währung Euro (nachstehend «Basiswährung des Fonds» genannt).
8. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften, oder andere, von der Depotbank nicht zu vertretende Umstände der Überweisung des Rücknahmepreises entgegenstehen.

9. Die Verwaltungsgesellschaft kann nach eigenem Ermessen mit dem Einverständnis des Anteilnehmers Anteile des Fonds gegen die Übertragung von Wertpapieren aus den Vermögenswerten des Fonds zurücknehmen. Der Wert der zu übertragenden Vermögenswerte muss dem Wert der zurückzunehmenden Anteile am Bewertungstag entsprechen. Umfang und Art der zu übertragenden Wertpapiere werden auf einer angemessenen und vernünftigen Grundlage ohne Beeinträchtigung der Interessen der anderen Anleger bestimmt. Diese Bewertung muss in einem besonderen Bericht des Wirtschaftsprüfers bestätigt werden. Die Kosten für eine solche Übertragung trägt der entsprechende Anleger.

10. Bei massiven Rücknahmeverlangen bleibt der Verwaltungsgesellschaft vorbehalten, nach vorheriger Zustimmung der Depotbank die Anteile erst dann zum gültigen Rücknahmepreis zurückzunehmen, nachdem sie unverzüglich, jedoch unter Wahrung der Interessen aller Anteilnehmer, entsprechende Vermögenswerte veräußert hat.

11. Zur Vermeidung einer Beeinträchtigung der Fondsperformance kann bei Anteilrücknahmen eine Gebühr von bis zu 0,5% des Nettoinventarwerts pro Anteil erhoben werden, die den Rücknahmepreis mindert und dem Fonds gutzubringen ist.

§ 21 Ausgabe- und Rücknahmepreis

1. Zur Errechnung des Ausgabe- und des Rücknahmepreises für die Anteile ermittelt die Verwaltungsgesellschaft oder von ihr beauftragte Dritte, welche im Verkaufsprospekt genannt sind, den Wert der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des Fonds (nachstehend «Inventarwert» genannt) an jedem Bewertungstag und teilt ihn durch die Zahl der umlaufenden Anteile (nachstehend «Inventarwert pro Anteil» genannt).

Dabei werden:

- Wertpapiere, die an einer Börse amtlich notiert sind, zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet;
- Wertpapiere, die nicht an einer Börse amtlich notiert sind, jedoch an einem geregelten Markt bzw. an anderen organisierten Märkten gehandelt werden, ebenfalls zum letzten verfügbaren bezahlten Kurs bewertet, sofern die Depotbank zur Zeit der Bewertung diesen Kurs für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können;
- Wertpapiere, deren Kurse nicht marktgerecht sind, sowie alle anderen Vermögenswerte zum wahrscheinlichen Realisierungswert bewertet, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- Finanzterminkontrakte über Devisen, Wertpapiere, Indizes, Zinsen und sonstige zulässige Finanzinstrumente sowie Optionen darauf und entsprechende Optionsscheine werden soweit sie an einer Börse notiert sind, mit den zuletzt festgestellten Kursen der betreffenden Börse bewertet. Soweit keine Börsennotiz besteht, insbesondere bei sämtlichen OTC-Geschäften, erfolgt die Bewertung zum wahrscheinlichen Realisierungswert, der mit Vorsicht und nach Treu und Glauben zu bestimmen ist;
- flüssige Mittel zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet;
- Festgelder zum Renditekurs bewertet, sofern ein entsprechender Vertrag, gemäß dem die Festgelder jederzeit kündbar sind, zwischen der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank geschlossen wurde, und der Renditekurs dem Realisierungswert entspricht;
- nicht auf die Basiswährung des Fonds lautende Vermögenswerte zu dem letzten Devisenmittelkurs in die Basiswährung des Fonds umgerechnet.

2. Bei Festsetzung des Ausgabepreises kann dem Inventarwert pro Anteil zur Abgeltung der Ausgabekosten ein Ausgabeaufschlag hinzugerechnet werden, dessen Höhe sich aus dem Abschnitt «Besonderer Teil» ergibt. Sofern in einem Land, in dem Anteile ausgegeben werden, Stempelgebühren oder andere Belastungen anfallen, erhöht sich der Ausgabepreis entsprechend.

3. Rücknahmepreis ist der nach Abs. 1 ermittelte Inventarwert pro Anteil sofern nicht § 20 Abs. 11 Anwendung findet.

§ 22 Aussetzung

1. Die Errechnung des Inventarwerts sowie die Ausgabe und Rücknahme von Anteilen kann von der Verwaltungsgesellschaft zeitweilig ausgesetzt werden, wenn und solange

- eine Börse, an der ein wesentlicher Teil der Wertpapiere des Fonds gehandelt wird (außer an gewöhnlichen Wochenenden und Feiertagen), geschlossen, der Handel eingeschränkt oder ausgesetzt ist;
- die Verwaltungsgesellschaft über Vermögenswerte nicht verfügen kann;
- die Gegenwerte bei Käufen sowie Verkäufen nicht zu transferieren sind;
- es unmöglich ist, die Ermittlung des Inventarwerts ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Die Aussetzung und die Wiederaufnahme der Inventarwertberechnung wird unverzüglich den Anteilnehmern mitgeteilt, die ihre Anteile zur Rücknahme angeboten haben.

§ 23 Kosten der Verwaltung

1. Der Verwaltungsgesellschaft steht für die Verwaltung des Fonds und der Depotbank für die Verwaltung und Verwahrung der zum Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung zu. In der Depotbankvergütung sind die üblicherweise anfallenden Depotbankgebühren enthalten. Darüber hinaus erhält die Depotbank eine Bearbeitungsgebühr für jede Transaktion, die sie im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft durchführt.

2. Neben diesen Vergütungen und Gebühren gehen die folgenden Aufwendungen zu Lasten des Sondervermögens:

- a) im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögenswerten sowie der Inanspruchnahme von Wertpapierleihprogrammen entstehende Kosten;
- b) Kosten für die Erstellung und den Versand der Prospekte, Verwaltungsreglements sowie der Rechenschafts-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte;
- c) Kosten der Veröffentlichung der Prospekte, Verwaltungsreglements, Rechenschafts-, Halbjahres- und ggf. Zwischenberichte sowie der Ausgabe- und Rücknahmepreise und der Bekanntmachungen an die Anteilnehmer;
- d) Prüfungs- und Rechtsberatungskosten für den Fonds;

- e) Kosten und evtl. entstehende Steuern im Zusammenhang mit der Verwaltung und Verwahrung;
- f) Kosten für die Erstellung der Anteilzertifikate und ggf. Ertränisscheine sowie Ertränisschein-Bogenerneuerung;
- g) ggf. entstehende Kosten für die Einlösung von Ertränisscheinen;
- h) Kosten etwaiger Börseneinführungen und/oder der Registrierung der Anteilscheine zum öffentlichen Vertrieb.
- i) Kosten für die Bonitätsbeurteilung des Fonds durch national und international anerkannte Ratingagenturen.

§ 24 Rechnungslegung

1. Der Fonds und dessen Bücher werden durch eine Wirtschaftsprüfungsgesellschaft, die von der Verwaltungsgesellschaft bestellt wird, geprüft.
2. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahrs veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht für den Fonds.
3. Binnen zwei Monaten nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahrs veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht für den Fonds.
4. Die Berichte sind bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und den Zahlstellen erhältlich.

§ 25 Dauer und Auflösung des Fonds sowie Kündigung der Verwaltungsgesellschaft

1. Der Fonds wurde auf unbestimmte Zeit errichtet; er kann jedoch jederzeit durch Beschluss der Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden.
2. Die Verwaltungsgesellschaft kann die Verwaltung des Fonds mit einer Frist von mindestens drei Monaten kündigen. Die Kündigung wird im Mémorial sowie in dann zu bestimmenden Tageszeitungen in den Ländern veröffentlicht, in denen Anteile des Fonds zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Mit dem Wirksamwerden der Kündigung erlischt das Recht der Verwaltungsgesellschaft, den Fonds zu verwalten. In diesem Falle geht das Verfügungsrecht über den Fonds auf die Depotbank über, die ihn gem. Abs. 3 abzuwickeln und den Liquidationserlös an die Anteilinhaber zu verteilen hat. Für die Zeit der Abwicklung kann die Depotbank die Verwaltungsvergütung entsprechend § 23 beanspruchen. Mit Genehmigung der Aufsichtsbehörde kann sie jedoch von der Abwicklung und Verteilung absehen und die Verwaltung des Fonds nach Maßgabe des Verwaltungsreglements einer anderen Luxemburger Verwaltungsgesellschaft übertragen.
3. Wird der Fonds aufgelöst, ist dieses im Mémorial sowie zusätzlich in drei Tageszeitungen zu veröffentlichen. Die Verwaltungsgesellschaft wird zu diesem Zweck, neben einer luxemburgischen Tageszeitung, Tageszeitungen der Länder auswählen, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind. Die Ausgabe von Anteilen wird am Tage der Beschlussfassung über die Auflösung des Fonds eingestellt. Die Rücknahme von Anteilen bleibt bis zur Liquidation möglich, wenn eine Gleichbehandlung der Anteilinhaber sichergestellt werden kann. Die Vermögenswerte werden veräußert, und die Depotbank wird den Liquidationserlös abzüglich der Liquidationskosten und Honorare auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder ggf. der von ihr oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilinhabern nach deren Anspruch verteilen. Liquidationserlöse, die nach Abschluss des Liquidationsverfahrens nicht von Anteilinhabern eingezogen worden sind, werden, sofern gesetzlich erforderlich, in Euro konvertiert und von der Depotbank für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse de Consignation in Luxemburg hinterlegt, wo diese Beträge verfallen, sofern sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist dort angefordert werden.

§ 26 Zusammenschluss

Die Verwaltungsgesellschaft kann gemäß nachfolgender Bedingungen beschließen, den Fonds in einen anderen Fonds, der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, einzubringen. Der Zusammenschluss kann in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Nettofondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten
- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds zu verwalten.

Ein solcher Zusammenschluss ist nur insofern vollziehbar, als die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden Fonds verstößt.

Die Durchführung des Zusammenschlusses vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden Fonds.

Der Beschluss der Verwaltungsgesellschaft zum Zusammenschluss von Fonds wird jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die Anteilinhaber des einzubringenden Fonds haben während 30 Tagen das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Anteilwert nach dem Verfahren, wie es in § 20 des Verwaltungsreglements beschrieben ist, und unter Berücksichtigung von § 22, zu verlangen.

Die Anteile der Anteilinhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Anteilwerte an dem Tag des Inkrafttretens des Zusammenschlusses durch Anteile des aufnehmenden Fonds ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilinhaber einen Spitzenausgleich.

Der Beschluss, einen Fonds mit einem ausländischen Fonds zu verschmelzen, obliegt der Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds. Die Einladung zu der Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds wird von der Verwaltungsgesellschaft zweimal in einem Abstand von mindestens 8 Tagen und 8 Tage vor der Versammlung in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds vertrieben werden, veröffentlicht. Der Beschluss zum Zusammenschluss des Fonds mit einem ausländischen Fonds unterliegt einem Anwesenheitsquorum von 50% der sich im Umlauf befindlichen Anteilen und wird mit einer 2/3 Mehrheit der anwesenden oder der mittels einer Vollmacht vertretenen Anteile getroffen, wobei nur die Anteilinhaber an den Beschluss gebunden sind, die für den Zusammenschluss gestimmt haben. Bei den Anteilinhabern, die nicht an der

Versammlung teilgenommen haben sowie bei allen Anteilhabern, die nicht für den Zusammenschluss gestimmt haben, wird davon ausgegangen, dass sie ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben.

§ 27 Änderungen des Verwaltungsreglements

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank das Verwaltungsreglement jederzeit ganz oder teilweise ändern.

2. Änderungen des Verwaltungsreglements werden im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, mit ihrer Veröffentlichung in Kraft.

§ 28 Verjährung von Ansprüchen

Forderungen der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden.

§ 29 Erfüllungsort, Gerichtsstand und Vertragssprache

1. Erfüllungsort ist der Sitz der Verwaltungsgesellschaft.

2. Rechtsstreitigkeiten zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegen der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds dem Recht und der Gerichtsbarkeit anderer Staaten, in denen die Anteile vertrieben werden, zu unterwerfen, sofern dort ansässige Anleger bezüglich Zeichnung und Rückgabe von Anteilen Ansprüche gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank geltend machen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in Sprachen von Ländern als verbindlich erklären, in denen Anteile zum öffentlichen Vertrieb zugelassen sind.

Für den dit-Absolute Return Allocation Plus gelten ergänzend und abweichend die nachstehenden Bestimmungen.

Besonderer Teil

§ 30 Name des Fonds

Der Name des Fonds lautet dit-ABSOLUTE RETURN ALLOCATION PLUS.

§ 31 Depotbank

Depotbank ist die STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A., Luxemburg.

§ 32 Anlagepolitik

Ziel der Anlagepolitik des Fonds ist es, unter Berücksichtigung der Chancen und Risiken an den weltweiten Kapitalmärkten eine angemessene Rendite auf Jahresbasis zu erwirtschaften. (Absolute Return).

Dazu wird das Fondsvermögen überwiegend in fest- und variabel verzinsliche Wertpapiere, Wandel- und Optionsanleihen, deren Optionsscheine auf Wertpapiere lauten, Zerobonds, Genuss-Scheine und/oder Aktien angelegt, die auf Währungen der OECD-Mitgliedstaaten lauten.

Daneben setzt der Fonds zum Zwecke der Ertragssteigerung ein breites Spektrum von Techniken und Instrumenten gem. §§ 10 ff. des Verwaltungsreglements ein. Die Techniken und Instrumente haben überwiegend Aktien- und Rentenindizes verschiedener Länder oder Regionen sowie Zinsen zum Gegenstand, wie sie im Einzelnen in den §§ 13, 14 des Verwaltungsreglements aufgeführt sind und die gem. § 4 des Verwaltungsreglements an einer Börse oder einem anderen geregelten Markt, oder gem. § 10 Abs. 5 des Verwaltungsreglements mit Finanzinstitutionen erster Ordnung gehandelt werden. Dabei kann der Fonds nach sorgfältiger fachlicher Einschätzung sowohl auf steigende als auch auf fallende Märkte setzen. Dies kann durch den Einsatz von Kauf- und Verkaufsoptionen, Finanzterminkontrakten sowie den Abschluss von Swap-Transaktionen erreicht werden.

Es ist dem Fonds weiterhin gestattet, flüssige Mittel gem. § 17 des Verwaltungsreglements zu halten. Die flüssigen Mittel können sowohl auf Fondswährung als auch auf Währungen anderer OECD-Mitgliedstaaten lauten. Das Fondsvermögen kann darüber hinaus in allen anderen zulässigen Vermögenswerten angelegt werden.

§ 33 Risikostreuung

Ergänzend zu § 6 des Allgemeinen Teils kann die Verwaltungsgesellschaft nach dem Grundsatz der Risikostreuung bis zu 100% des Fondsvermögens in Wertpapieren verschiedener Emissionen anlegen, die von einem Mitgliedstaat der EU oder seinen Gebietskörperschaften, von einem sonstigen Mitgliedstaat der OECD oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere Mitgliedstaaten der EU angehören, begeben werden oder garantiert sind, sofern diese Wertpapiere im Rahmen von mindestens sechs verschiedenen Emissionen begeben worden sind, wobei die Wertpapiere aus ein und derselben Emission 30% des Nettofondsvermögens nicht überschreiten dürfen.

§ 34 Anteilscheine

Die Anteile sind in Globalzertifikaten verbrieft. Ein Anspruch auf Auslieferung effektiver Stücke besteht nicht.

§ 35 Basiswährung, Ausgabe- und Rücknahmepreis

1. Basiswährung des Fonds ist der Euro.

2. Die Verwaltungsgesellschaft oder von ihr beauftragte Dritte, welche im Verkaufsprospekt genannt sind, ermitteln den Ausgabe- und Rücknahmepreis an jedem Bewertungstag. Festgelder werden zum Renditekurs bewertet.

3. Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bankarbeitstagen nach dem Bewertungstag an die Depotbank zahlbar.

4. Der Ausgabeaufschlag zur Abgeltung der Ausgabekosten (§ 21 Abs. 2) beträgt 6% des Inventarwerts pro Anteil. Es steht der Verwaltungsgesellschaft frei, einen niedrigeren Ausgabeaufschlag zu erheben.

5. Die Verwaltungsgesellschaft trägt Sorge dafür, dass in den Ländern, in denen der Fonds öffentlich vertrieben wird, eine geeignete Veröffentlichung der Anteilpreise erfolgt.

§ 36 Kosten

1. Die Vergütung für die Verwaltung des Fonds beträgt 1,75% p.a., errechnet auf den täglich ermittelten Inventarwert. Es steht der Verwaltungsgesellschaft frei, eine niedrigere Vergütung zu erheben.

2. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft aus dem Sondervermögen eine erfolgsbezogene Vergütung in Höhe von 20% des Betrages erhalten, um den die Anteilwertentwicklung den Vergleichsmaßstab übersteigt. Der Vergleichsmaßstab ist die 3 Monats-Euribor-Verzinsung zuzüglich 500 Basispunkten (entspricht 5 Prozentpunkten). Die erfolgsbezogene Vergütung wird durch den täglichen Vergleich der Entwicklung des Vergleichsmaßstabes mit der Entwicklung des Inventarwerts ermittelt, wobei Ausschüttungen als wiederangelegt betrachtet werden. Entsprechend dem Ergebnis des täglichen Vergleichs wird eine ggf. angefallene erfolgsbezogene Vergütung im Sondervermögen zurückgestellt. Liegt die Anteilwertentwicklung während des Geschäftsjahres unter dem Vergleichsmaßstab, so wird die bis dato zurückgestellte erfolgsbezogene Vergütung wieder aufgelöst. Die am Ende des Geschäftsjahres bestehende zurückgestellte erfolgsbezogene Vergütung kann entnommen werden.

3. Die Depotbank erhält für die Verwahrung und Verwaltung der zu dem Fonds gehörenden Vermögenswerte eine Vergütung in Höhe der unter Banken üblichen Sätze.

4. Die Auszahlung der Vergütungen, mit Ausnahme der erfolgsbezogenen Vergütung gem. Abs. 2, erfolgt monatlich zum Monatsende.

5. Die Depotbank erhält über die Vergütung gem. Abs. 3 hinaus eine Bearbeitungsgebühr in Höhe von 0,125% jeder Wertpapiertransaktion, soweit dafür nicht bankübliche Gebühren anfallen. Es steht der Depotbank frei, eine niedrigere Bearbeitungsgebühr zu erheben.

§ 37 Ausschüttungen

1. Die Verwaltungsgesellschaft bestimmt jedes Jahr, ob und in welcher Höhe eine Ausschüttung entsprechend den in Luxemburg gültigen Bestimmungen erfolgt.

2. Eine Ausschüttung erfolgt auf die am Ausschüttungstag umlaufenden Anteile.

3. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb von fünf Jahren nach Veröffentlichung der Ausschüttungserklärung geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds. Ungeachtet dessen ist die Verwaltungsgesellschaft berechtigt, Ausschüttungsbeträge, die nach Ablauf dieser Verjährungsfrist geltend gemacht werden, zu Lasten des Fondsvermögens an die Anteilinhaber auszuzahlen.

§ 38 Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr des Fonds beginnt am 1. Oktober und endet am 30. September. Das erste Geschäftsjahr endet am 30. September 2004.

§ 39 Inkrafttreten

Dieses Verwaltungsreglement trat am 20. Mai 2003 in Kraft.

Senningerberg, 20. Mai 2003.

ALLIANZ DRESDNER ASSET MANAGEMENT LUXEMBOURG S.A.

Unterschriften

Luxemburg, 20. Mai 2003.

STATE STREET BANK LUXEMBOURG S.A.

S. Biraschi / N. Asselin

Vice President / Vice President

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2003, réf. LSO-AF02367. – Reçu 40 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(029457.2//551) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 12 juin 2003.

FINMER S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 83.031.

ARREDAMENTI S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 93.018.

PROJET DE FUSION

L'an deux mille trois, le vingt-sept mai.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

Ont comparu:

I.- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant à Contern; agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme FINMER S.A.; en vertu d'un pouvoir lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 19 mai 2003 un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

II.- Monsieur John Seil, prédésigné;

agissant en tant que mandataire du conseil d'administration de la société anonyme ARREDAMENTI S.A.;

en vertu d'un pouvoir à lui conféré par décision du conseil d'administration, prise en sa réunion du 19 mai 2003;

un exemplaire du procès-verbal de ladite réunion, après avoir été signé ne varietur par le comparant et le notaire instrumentant, restera annexé au présent acte pour être formalisé avec lui.

Lesquelles sociétés, représentées comme dit, ont requis le notaire instrumentant d'acter authentiquement les termes et conditions du projet de fusion intervenu entre elles, et ce ainsi qu'il suit:

1. La société FINMER S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, avec siège social à Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, section B, sous le numéro 83.031, au capital social de EUR 3.941.480,- (trois millions neuf cent quarante et un mille quatre cent quatre-vingt euros) divisé en 394.148 (trois cent quatre-vingt-quatorze mille cent quarante-huit) actions d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, entièrement libérées,

détient l'intégralité (100%) des actions, représentant la totalité du capital social et donnant droit de vote, de:

la société ARREDAMENTI S.A., une société de droit luxembourgeois, dont le siège social est établi à Luxembourg, 5, boulevard de la Foire, non encore inscrite au registre de commerce et des sociétés de et à Luxembourg, au capital social de EUR 4.590.000,- (quatre millions cinq cent quatre-vingt-dix-mille euros) représenté par 459.000 (quatre cent cinquante-neuf mille) actions nominatives d'une valeur nominale de EUR 10,- (dix euros) chacune, entièrement souscrites et libérées.

Aucun autre titre donnant droit de vote ou donnant des droits spéciaux n'a été émis par les sociétés prémentionnées (encore appelées sociétés fusionnantes).

2. La société anonyme FINMER S.A. (encore appelée la société absorbante) entend fusionner conformément aux dispositions des articles 278 et 279 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales et les textes subséquents avec la société anonyme ARREDAMENTI S.A. (encore appelée la société absorbée) par absorption de cette dernière.

3. La date à partir de laquelle les opérations de la société absorbée sont considérées du point de vue comptable comme accomplies pour compte de la société absorbante est fixée au 22 novembre 2002.

4. Aucun avantage particulier n'est attribué aux administrateurs, commissaires ou réviseurs des sociétés qui fusionnent.

5. La fusion prendra effet entre les parties un mois après la publication du projet de fusion au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations, conformément aux dispositions de l'article 9 de la loi sur les sociétés commerciales.

6. Les actionnaires de la société absorbante ont le droit, pendant un mois à compter de la publication au Mémorial C du projet de fusion, de prendre connaissance, au siège, des documents indiqués à l'article 267 (1) a) b) et c) de la loi sur les sociétés commerciales et qu'ils peuvent en obtenir une copie intégrale sans frais et sur simple demande.

7. Un ou plusieurs actionnaires de la société absorbante, disposant d'au moins 5% (cinq pour cent) des actions du capital souscrit, ont le droit de requérir, pendant le même délai, la convocation d'une assemblée appelée à se prononcer sur l'approbation de la fusion.

8. A défaut de convocation d'une assemblée ou du rejet du projet de fusion par celle-ci, la fusion deviendra définitive comme indiqué ci-avant au point 5) et entraînera de plein droit les effets prévus à l'article 274 de la loi sur les sociétés commerciales et notamment sous son littéra a).

9. Les sociétés fusionnantes se conformeront à toutes dispositions légales en vigueur en ce qui concerne les déclarations à faire pour le paiement de toutes impositions éventuelles ou taxes résultant de la réalisation définitive des apports faits au titre de la fusion, comme indiqué ci-après.

10. Décharge pleine et entière est accordée aux organes de la société absorbée.

11. Les documents sociaux de la société absorbée seront conservés pendant le délai légal au siège de la société absorbante.

12. Formalités - La société absorbante:

- effectuera toutes les formalités légales de publicité relatives aux apports effectués au titre de la fusion;
- fera son affaire personnelle des déclarations et formalités nécessaires auprès de toutes administrations qu'il conviendra pour faire mettre à son nom les éléments d'actif apportés;
- effectuera toutes formalités en vue de rendre opposable aux tiers la transmission des biens et droits à elle apportés.

13. Remise de titres - Lors de la réalisation définitive de la fusion, la société absorbée remettra à la société absorbante les originaux de tous ses actes constitutifs et modificatifs ainsi que les livres de comptabilité et autres documents comptables, les titres de propriété ou actes justificatifs de propriété de tous les éléments d'actif, les justificatifs des opérations réalisées, les valeurs mobilières ainsi que tous contrats (prêts, de travail, de fiducie...), archives, pièces et autres documents quelconques relatifs aux éléments et droits apportés.

14. Frais et droits - Tous frais, droits et honoraires dus au titre de la fusion seront supportés par la société absorbante.

15. La société absorbante acquittera, le cas échéant, les impôts dus par la société absorbée sur le capital et les bénéfices au titre des exercices non encore imposés définitivement.

Le notaire soussigné déclare attester la légalité du présent projet de fusion, conformément aux dispositions de l'article 271 (2) de la loi sur les sociétés commerciales.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: J. Seil, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 mai 2003, vol. 139S, fol. 11, case 1. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

J. Elvinger.

RAFFIN S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1136 Luxembourg, 6-12, place d'Armes.
R. C. Luxembourg B 59.792.

DISSOLUTION

L'an deux mille trois, le vingt mai.

Par-devant Maître Joseph Elvinger, notaire de résidence à Luxembourg, soussigné.

A comparu:

Monsieur Giovanni Vittore, Administrateur de sociétés, demeurant professionnellement à Luxembourg.

«le mandataire»

agissant en sa qualité de mandataire spécial de Madame Laura Censi, demeurant à I-Milan, Via Corregio, 1,

«le mandant»

en vertu d'une procuration sous seing privé lui délivrée le 25 avril 2003, laquelle, après avoir été signée ne varietur par le mandataire comparant et le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour être formalisée avec lui.

Lequel comparant, agissant ès-dites qualités, a requis le notaire instrumentant de documenter ainsi qu'il suit ses déclarations et constatations:

1. La Société RAFFIN S.A. ayant son siège social à L-1136 Luxembourg, 6-12, Place d'Armes, inscrite au Registre de Commerce de Luxembourg sous le numéro 59.792, a été constituée suivant acte reçu par Maître Camille Hellinckx, alors Notaire de résidence à Luxembourg, le 27 juin 1997, acte publié le 1^{er} octobre 1997 au Mémorial Recueil C des Sociétés et Associations, numéro 538.

2. Le capital de la Société s'élève à EUR 310.000,- (trois cent dix mille euros) entièrement libéré, représenté par 652 (six cent cinquante deux) actions, sans désignation de valeur nominale.

3. Le mandant s'est rendu propriétaire de la totalité des actions de la société RAFFIN S.A.

4. Le mandant approuve le bilan de clôture de la Société, pour la période du 1^{er} janvier 2003 à ce jour.

5. Le mandant accorde décharge pleine et entière aux Administrateurs et au Commissaire;

6. Le mandant a l'intention de dissoudre la Société avec effet immédiat.

7. En sa qualité de liquidateur de la Société RAFFIN S.A., le mandant déclare qu'il est investi de tout l'actif et qu'il réglera tout passif éventuel de la Société dissoute, clôturant ainsi la dissolution.

8. Les livres et documents de la société RAFFIN S.A. seront conservés pendant une période de 5 ans à Luxembourg, à l'ancien siège de la société.

Dont acte, passé à Luxembourg, les jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, le mandataire prémentionné a signé avec le notaire instrumentant le présent acte.

Signé: G. Vittore, L. Censi, J. Elvinger.

Enregistré à Luxembourg, le 28 mai 2003, vol. 139S, fol. 9, case 9. – Reçu 12 euros.

Le Receveur (signé): J. Muller.

Pour expédition conforme, délivrée aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 11 juin 2003.

J. Elvinger.

(030381.3/211/39) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

FIRST BUSINESS HOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: Luxembourg, 5, boulevard de la Foire.
R. C. Luxembourg B 75.340.

Extrait des résolutions prises par l'assemblée générale ordinaire tenue extraordinairement le 22 avril 2003

Sont renommés administrateurs, leurs mandats prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2002:

- Monsieur John Seil, licencié en sciences économiques appliquées, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg, Président;

- Monsieur Reno Maurizio Tonelli, licencié en sciences politiques, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg;

- Monsieur Thierry Fleming, licencié en sciences commerciales et financières, demeurant professionnellement au 5, boulevard de la Foire, Luxembourg.

Est renommée commissaire aux comptes, son mandat prenant fin lors de l'assemblée générale ordinaire statuant sur les comptes au 31 décembre 2002:

- AUDIEX S.A., société anonyme, 57, avenue de la Faiencerie, Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 15 mai 2003.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 26 mai 2003, réf. LSO-AE05622. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(030252.3/534/22) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

STABILUS Luxembourg 2 (d), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R. C. Luxembourg B 88.831.

EXTRAIT

Par la résolution en date du 6 mai 2003, le Conseil de gérance de la Société a:

- nommé Monsieur Werner Paschke (né le 8 avril 1950 à Hannover en Allemagne), dont l'adresse professionnelle est au 59, rue de Rollingergrund à L-2440 Luxembourg, comme Chief Financial Officer;
- délégué à Monsieur Werner Paschke avec effet au 1^{er} juin 2003 les pouvoirs de gestion journalière de la Société ainsi que le pouvoir de la représenter dans ses activités journalières;
- décidé qu'en plus des pouvoirs de signature prévus par l'article 8 des statuts, les pouvoirs de signature suivants sont délégués avec effet au 1^{er} juin 2003:
 - . la Société est valablement engagée par la signature individuelle du Chief Financial Officer dans toutes les matières relevant de la gestion journalière;
 - . dans le cadre de l'exécution des décisions du Conseil de Gérance et chaque fois que le Chief Financial Officer aura été chargé de cette exécution, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle du Chief Financial Officer;
 - autorisé le Chief Financial Officer à déléguer ses pouvoirs de signature conformément à sa responsabilité sous réserve de l'approbation préalable du Conseil de gérance.

Le Conseil de gérance a de plus décidé à l'unanimité, d'autoriser le Chief Financial Officer à déléguer ses pouvoirs de signature à chaque membre des départements comptable, controlling, juridique, taxes ou finance, de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

STABILUS Luxembourg 2 (d), S.à r.l.

C. Bourrat

Chief Corporate Counsel

Conformément à la délégation de pouvoir de signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2003, réf. LSO-AF02899. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(029690.3/260/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

LuxTopic, Fonds Commun de Placement.**VERWALTUNGSREGLEMENT**

Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank und des Anteilhabers hinsichtlich des Sondervermögens bestimmen sich nach dem folgenden Verwaltungsreglement. Das Verwaltungsreglement trat am 3. Juni 2003 in Kraft und wird am 30. Juni 2003 im «Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations», dem Amtsblatt des Großherzogtums Luxemburg («Mémorial») veröffentlicht.

Art. 1. Der Fonds.

1. Der Fonds LuxTopic («Fonds») ist ein rechtlich unselbstständiges Sondervermögen (fonds commun de placement) aus Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten («Fondsvermögen»), das für gemeinschaftliche Rechnung der Inhaber von Anteilen («Anteilhaber») unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung verwaltet wird. Der Fonds besteht aus einem oder mehreren Teilfonds im Sinne des Artikel 111 des Gesetzes vom 30. März 1988 über Organismen für gemeinsame Anlagen (einschließlich nachfolgender Änderungen und Ergänzungen) («Gesetz vom 30. März 1988»). Die Gesamtheit der Teilfonds ergibt den Fonds. Die Anteilhaber sind am Fonds durch Beteiligung an einem Teilfonds in Höhe ihrer Anteile beteiligt.

2. Die vertraglichen Rechte und Pflichten der Anteilhaber, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank sind in diesem Verwaltungsreglement geregelt, dessen gültige Fassung sowie etwaige Änderungen desselben im Mémorial veröffentlicht und beim Handelsregister des Bezirksgerichts Luxemburg hinterlegt sind. Durch den Kauf eines Anteils erkennt der Anteilhaber das Verwaltungsreglement sowie alle genehmigten und veröffentlichten Änderungen desselben an.

3. Die Verwaltungsgesellschaft erstellt außerdem einen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Das Netto-Fondsvermögen (d.h. die Summe aller Vermögenswerte abzüglich aller Verbindlichkeiten des Fonds) muss innerhalb von sechs Monaten nach Genehmigung des Fonds 1.239.468,- Euro erreichen. Hierfür ist auf das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt abzustellen, das sich aus der Addition der Netto-Teilfondsvermögen ergibt.

5. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, zu jeder Zeit weitere Teilfonds aufzulegen. In diesem Falle wird ein entsprechender Anhang zum Verkaufsprospekt hinzugefügt. Teilfonds können auf unbestimmte Zeit errichtet werden.

6. Jeder Teilfonds gilt im Verhältnis der Anteilhaber untereinander als eigenständiges Sondervermögen. Die Rechte und Pflichten der Anteilhaber eines Teilfonds sind von denen der Anteilhaber der anderen Teilfonds getrennt. Gegenüber Dritten haften die Vermögenswerte der einzelnen Teilfonds lediglich für Verbindlichkeiten, die von den betreffenden Teilfonds eingegangen werden.

7. Die Anteilwertberechnung erfolgt separat für jeden Teilfonds nach den in Artikel 6 dieses Verwaltungsreglements festgesetzten Regeln.

Art. 2. Die Verwaltungsgesellschaft.

1. Die Verwaltungsgesellschaft des Fonds ist die DJE INVESTMENT S.A. («Verwaltungsgesellschaft»), eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenem Sitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen. Sie wurde am 19. Dezember 2002 auf unbestimmte Zeit gegründet.

2. Die Verwaltungsgesellschaft wird durch ihren Verwaltungsrat vertreten. Der Verwaltungsrat kann eines oder mehrere seiner Mitglieder und/oder Angestellten der Verwaltungsgesellschaft mit der täglichen Geschäftsführung sowie sonstige Personen mit der Ausführung von Verwaltungsfunktionen und/oder der täglichen Anlagepolitik betrauen.

3. Die Verwaltungsgesellschaft verwaltet den Fonds, unabhängig von der Depotbank, im eigenen Namen aber ausschließlich im Interesse und für gemeinschaftliche Rechnung der Anteilhaber. Die Verwaltungsbefugnis erstreckt sich auf die Ausübung aller Rechte, die unmittelbar oder mittelbar mit den Vermögenswerten des Fonds bzw. seiner Teilfonds zusammenhängen.

4. Die Verwaltungsgesellschaft legt die Anlagepolitik des Fonds unter Berücksichtigung der gesetzlichen und vertraglichen Anlagebeschränkungen fest. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, entsprechend den in diesem Verwaltungsreglement sowie in dem für den jeweiligen Teilfonds erstellten Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführten Bestimmungen das jeweilige Teilfondsvermögen anzulegen und sonst alle Geschäfte zu tätigen, die zur Verwaltung der Teilfondsvermögen erforderlich sind.

5. Die Verwaltungsgesellschaft kann unter eigener Verantwortung und Kontrolle zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens einen Anlageberater und/oder Fondsmanager hinzuziehen. Die Verwaltungsgesellschaft kann sich außerdem von einem Anlageausschuss, dessen Zusammensetzung von der Verwaltungsgesellschaft bestimmt wird, beraten lassen.

6. Zur Erfüllung seiner Aufgaben kann sich der Anlageberater mit vorheriger Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft auf eigene Kosten und auf eigene Verantwortung Dritter natürlicher oder juristischer Personen bedienen sowie Subanleger hinzuziehen. In diesem Fall wird die Verwaltungsgesellschaft der Verkaufsprospekt ändern lassen.

Art. 3. Die Depotbank.

1. Depotbank des Fonds ist die DZ BANK INTERNATIONAL S.A. Eine Aktiengesellschaft nach dem Recht des Großherzogtums Luxemburg mit eingetragenem Sitz in 4, rue Thomas Edison, L-1445 Luxemburg-Strassen und betreibt Bankgeschäfte. Die Funktion der Depotbank richtet sich nach dem Gesetz vom 30. März 1988, dem Depotbankvertrag, diesem Verwaltungsreglement sowie dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen).

2. Die Depotbank tätigt sämtliche Geschäfte, die mit der laufenden Verwaltung des Fondsvermögens zusammenhängen. Die Depotbank hat bei der Wahrnehmung ihrer Aufgaben unabhängig und ausschließlich im Interesse der Anteilhaber zu handeln. Sie wird jedoch den Weisungen der Verwaltungsgesellschaft Folge leisten, es sei denn, dass sie gegen das Gesetz oder das Verwaltungsreglement verstoßen.

3. Die Depotbank ist mit der Verwahrung der Vermögenswerte der Teilfonds beauftragt.

a) Die Depotbank verwahrt alle Wertpapiere, sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte und flüssigen Mittel, welche das Fondsvermögen darstellen, in gesperrten Konten oder gesperrten Depots, über die sie nur in Übereinstimmung mit den Bestimmungen des Depotbankvertrages, dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), dem Verwaltungsreglement sowie dem Gesetz verfügen darf.

b) Die Depotbank kann unter Beibehaltung ihrer Verantwortung und unter ihrer Aufsicht Dritte mit der Verwahrung der Vermögenswerte des Fonds beauftragen.

4. Soweit gesetzlich zulässig, ist die Depotbank berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen:

a) Ansprüche der Anteilhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder eine frühere Depotbank geltend zu machen;
b) gegen Vollstreckungsmaßnahmen Dritter Widerspruch zu erheben und vorzugehen, wenn wegen eines Anspruchs in das Vermögen eines Teilfonds vollstreckt wird, für den das jeweilige Teilfondsvermögen nicht haftet.

c) Die vorstehend unter Lit. a) getroffene Regelung schließt die direkte Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Organe der Verwaltungsgesellschaft bzw. die frühere Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

5. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt und verpflichtet, im eigenen Namen Ansprüche der Anteilhaber gegen die Depotbank geltend zu machen. Dies schließt die direkte Geltendmachung von Ansprüchen gegen die Depotbank durch die Anteilhaber nicht aus.

6. Die Depotbank zahlt der Verwaltungsgesellschaft aus den Sperrkonten bzw. den Sperrdepots des betreffenden Teilfonds nur das in diesem Verwaltungsreglement und dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) festgesetzte Entgelt sowie Ersatz von Aufwendungen.

Die Depotbank hat jeweils Anspruch auf das ihr nach diesem Verwaltungsreglement, dem jeweils gültigen Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag zustehende Entgelt und entnimmt es den Sperrkonten des betreffenden Teilfonds nur nach Zustimmung der Verwaltungsgesellschaft.

Darüber hinaus wird die Depotbank sicherstellen, dass den jeweiligen Teilfondsvermögen Kosten Dritter nur gemäß dem Verwaltungsreglement und dem Verkaufsprospekt (nebst Anhängen) sowie dem Depotbankvertrag belastet werden.

7. Der Depotbankvertrag kann von jeder Vertragspartei unter Wahrung einer Frist von sechs Monaten zum Geschäftsjahresende des Fonds gekündigt werden. Unbeschadet der Beendigung des Vertragsverhältnisses hat die Depotbank bis zur Ernennung einer neuen Depotbank alle zur Wahrung der Interessen der Anteilhaber erforderlichen Maßnahmen zu ergreifen.

Art. 4. Allgemeine Bestimmungen der Anlagepolitik. Ziel der Anlagepolitik der einzelnen Teilfonds ist das Erreichen einer angemessenen Wertentwicklung in der jeweiligen Teilfondswährung (wie in Artikel 6 Nr. 2 dieses Verwaltungsreglements i.V.m. dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt definiert). Die teilfondsspezifische Anlagepolitik wird für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt beschrieben.

Die folgenden allgemeinen Anlagegrundsätze und -beschränkungen gelten für sämtliche Teilfonds, sofern keine Abweichungen oder Ergänzungen für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt enthalten sind.

Das jeweilige Teilfondsvermögen wird unter Beachtung des Grundsatzes der Risikostreuung im Sinne der Regeln des Teil I des Gesetzes vom 30. März 1988 und nach den in diesem Artikel nachfolgend beschriebenen anlagepolitischen Grundsätzen und innerhalb der Anlagebeschränkungen angelegt.

1. Es werden ausschließlich

- a) Wertpapiere erworben, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert werden;
- b) Wertpapiere erworben, die an einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist («geregelter Markt»), gehandelt werden,
- c) Wertpapiere aus Neuemissionen erworben, sofern die Emissionsbedingungen die Verpflichtung enthalten, dass die Zulassung zur amtlichen Notierung an einer Wertpapierbörse oder auf einem anderen geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, beantragt wird und die Zulassung spätestens vor Ablauf eines Jahres nach der Emission erlangt wird.

Die vorbezeichneten Wertpapiere werden innerhalb von Nordamerika, Südamerika, Australien (einschließlich Ozeanien), Afrika, Asien und/oder Europa amtlich notiert oder gehandelt.

2. Wobei jedoch

- a) bis zu 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in andere als die unter Nr. 1 dieses Artikels genannten Wertpapiere angelegt werden dürfen;
- b) bis zu 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in verbrieften Forderungen (Geldmarktinstrumenten), die ihren Merkmalen nach Wertpapieren gleichgestellt sind (insbesondere durch ihre Übertragbarkeit, Veräußerbarkeit und periodische Bewertbarkeit) und deren Restlaufzeit zwölf Monate überschreiten, angelegt werden dürfen.
- c) Die in Nr. 2 Lit. a) und b) dieses Artikels genannten Werte dürfen insgesamt 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

3. Risikostreuung

a) Es dürfen maximal 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren ein und desselben Emittenten angelegt werden, wobei der Gesamtwert der Wertpapiere von Emittenten, in deren Wertpapieren die Verwaltungsgesellschaft mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens angelegt hat, 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht übersteigen darf.

b) Die unter Nr. 3 Lit. a) dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 35% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Wertpapiere von einem Mitgliedstaat der Europäischen Union («EU-Mitgliedstaat»), seinen Gebietskörperschaften, einem anderen Staat oder anderen internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören begeben oder garantiert werden. Die Beschränkung des Gesamtwertes auf 40% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens findet in diesen Fällen keine Anwendung.

c) Die unter Nr. 3 Lit. a) dieses Artikels genannte Anlagegrenze von 10% des Netto-Teilfondsvermögens erhöht sich in den Fällen auf 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens, in denen die zu erwerbenden Schuldverschreibungen von einem Kreditinstitut ausgegeben werden, das seinen Sitz in einem EU-Mitgliedstaat hat und kraft Gesetzes einer besonderen öffentlichen Aufsicht unterliegt, durch die die Inhaber dieser Schuldverschreibungen geschützt werden sollen. Insbesondere müssen die Erlöse aus der Emission dieser Schuldverschreibungen nach dem Gesetz in Vermögenswerten angelegt werden, die während der gesamten Laufzeit der Schuldverschreibungen in ausreichendem Maße die sich daraus ergebenden Verpflichtungen abdecken und die mittels eines vorrangigen Sicherungsrechts im Falle der Nichterfüllung durch den Emittenten für die Rückzahlung des Kapitals und die Zahlung der laufenden Zinsen zur Verfügung stehen. Sollten mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in von solchen Emittenten ausgegebenen Schuldverschreibungen angelegt werden, darf der Gesamtwert der Anlagen in solchen Schuldverschreibungen 80% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

d) Unbeschadet des unter Nr. 3 Lit. a), Satz 1, Lit. b) Satz 1 und Lit. c) Satz 1 dieses Artikels Gesagten, ist jedoch zu beachten, dass die darin beschriebenen Anlagegrenzen von 10%, 35% bzw. 25% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht kumulativ zu betrachten sind, sondern insgesamt nur maximal 35% des Netto-Teilfondsvermögens in Wertpapieren desselben Emittenten angelegt werden dürfen.

e) Unbeschadet des unter Nr. 3 Lit. a) bis Lit. d) dieses Artikels Gesagten, dürfen unter Wahrung des Grundsatzes der Risikostreuung, bis zu 100% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in übertragbaren Wertpapieren angelegt werden, die von einem EU-Mitgliedstaat, seinen Gebietskörperschaften, von einem anderen Mitgliedstaat der OECD, oder von internationalen Organismen öffentlich-rechtlichen Charakters, denen ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören, ausgegeben werden oder garantiert sind. In jedem Fall müssen die im jeweiligen Teilfondsvermögen enthaltenen Wertpapiere aus sechs verschiedenen Emissionen stammen, wobei der Wert der Wertpapiere, die aus ein und derselben Emission stammen, 30% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten darf.

f) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen nicht mehr als 5% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens in Anteilen an anderen Organismen für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren («OGAW») des offenen Typs in Sinne der Richtlinie 85/611/EG der Europäischen Union angelegt werden.

g) Für den jeweiligen Teilfonds ist der Erwerb von Anteilen an anderen OGAW, die von derselben Verwaltungsgesellschaft oder einer anderen Gesellschaft, mit der die Verwaltungsgesellschaft durch eine gemeinsame Verwaltung oder Kontrolle oder durch eine wesentliche direkte oder indirekte Beteiligung verbunden ist, verwaltet werden, ausgeschlossen.

h) Für den Fonds dürfen keine Aktien erworben werden, die mit einem Stimmrecht verbunden sind, das es der Verwaltungsgesellschaft ermöglicht, einen nennenswerten Einfluss auf die Geschäftsführung eines Emittenten auszuüben.

- i) Für den Fonds dürfen bis zu 10% der stimmrechtslosen Aktien ein und desselben Emittenten erworben werden.
- j) Für den Fonds dürfen bis zu 10% der ausgegebenen Schuldverschreibungen ein und desselben Emittenten erworben werden.
- k) Für den Fonds dürfen nicht mehr als 10% der ausgegebenen Anteile eines OGAW erworben werden.

l) Die unter Nr. 3 Lit. h) bis k) genannten Anlagegrenzen finden keine Anwendung soweit es sich um Wertpapiere handelt, die von einem EU-Mitgliedstaat oder dessen Gebietskörperschaften, oder von einem Staat außerhalb der Europäischen Union begeben oder garantiert werden sowie soweit es sich um Wertpapiere handelt, die von einer internationalen Körperschaft öffentlich-rechtlichen Charakters begeben werden, der ein oder mehrere EU-Mitgliedstaaten angehören. Des Weiteren finden die unter Nr. 3 Lit. h) bis k) genannten Anlagegrenzen keine Anwendung auf Aktien, die der jeweilige Teilfonds an dem Kapital einer Gesellschaft eines Staates außerhalb der Europäischen Union besitzt, die ihr Vermögen im wesentlichen in Wertpapieren von Emittenten anlegt, die in diesem Staat ansässig sind, wenn eine derartige Beteiligung für den jeweiligen Teilfonds aufgrund der Rechtsvorschriften dieses Staates die einzige Möglichkeit darstellt, Anlagen in Wertpapieren von Emittenten dieses Staates zu tätigen. Diese Ausnahmeregelung gilt jedoch nur unter der Voraussetzung, dass die Gesellschaft des Staates außerhalb der Europäischen Union in ihrer Anlagepolitik die in Nr. 3 Lit. a) bis d) und Lit. f) bis k) festgelegten Grenzen beachtet.

4. Flüssige Mittel

Ein Teil des Netto-Teilfondsvermögens darf in flüssigen Mitteln (Bankguthaben, Geldmarktinstrumenten, wie z.B. Schatzwechsel und Schatzanweisungen von Staaten, die Mitglieder der EU oder OECD sind, Certificates of Deposit, Commercial Papers oder kurzlaufende Schuldverschreibungen), die jedoch nur akzessorischen Charakter (bis zu 49% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens) haben dürfen, gehalten werden. Die vorgenannten Papiere müssen regelmäßig gehandelt werden und dürfen zum Zeitpunkt ihres Erwerbes durch den jeweiligen Teilfonds eine restliche Laufzeit von höchstens 12 Monaten haben. In besonderen Ausnahmefällen können flüssige Mittel auch einen Anteil von mehr als 49% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens annehmen, wenn und soweit dies im Interesse der Anteilinhaber geboten erscheint.

5. Kredite und Belastungsverbote

a) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht verpfändet oder sonst belastet, zur Sicherung übereignet oder zur Sicherung abgetreten werden, es sei denn, es handelt sich um Kreditaufnahmen im Sinne des nachstehenden Lit. b) oder um Sicherheitsleistungen zur Erfüllung von Einschuss- oder Nachschussverpflichtungen im Rahmen der Abwicklung von Geschäften mit Finanzinstrumenten.

b) Kredite zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen nur kurzfristig und bis zu einer Höhe von 10% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens aufgenommen werden. Ausgenommen hiervon ist der Erwerb von Fremdwährungen durch «Back-to-Back»-Darlehen.

c) Zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens dürfen weder Kredite gewährt noch für Dritte Bürgschaftsverpflichtungen eingegangen werden, wobei dies dem Erwerb von noch nicht voll eingezahlten Wertpapieren nicht entgegensteht.

6. Weitere Anlagerichtlinien

a) Wertpapierleerverkäufe sind nicht zulässig.

b) Das jeweilige Teilfondsvermögen darf nicht in Immobilien, Edelmetallen oder Zertifikaten über solche Edelmetalle, Edelmetallkontrakten, Waren oder Warenkontrakten angelegt werden.

c) Für den jeweiligen Teilfonds dürfen keine Verbindlichkeiten eingegangen werden, die, zusammen mit den Krediten nach Nr. 5 Lit. b) dieses Artikels, 10% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens überschreiten.

Der Fonds bzw. Teilfonds kann sich der folgenden Techniken und Instrumente bedienen:

7. Wertpapierleihe

Der jeweilige Teilfonds darf bis zu 50% der in seinem Vermögen gehaltenen Wertpapiere im Rahmen eines standardisierten Wertpapierleihsystems, das durch einen anerkannten Abrechnungsorganismus oder durch ein erstklassiges Finanzinstitut organisiert wird, das auf diese Geschäftsart spezialisiert ist, bis zu dreißig Tagen verleihen, vorausgesetzt er erhält eine Sicherheit, deren Wert zum Zeitpunkt des Abschlusses des Leihvertrages mindestens dem Wert der verliehenen Wertpapiere entspricht. Sofern der Vertrag vorsieht, dass der jeweilige Teilfonds jederzeit von seinem Recht auf Kündigung und Herausgabe der verliehenen Wertpapiere Gebrauch machen kann, so können auch mehr als 50% der im jeweiligen Teilfondsvermögen gehaltenen Wertpapiere verliehen werden.

8. Wertpapieroptionsgeschäfte

Eine Option ist ein Recht, einen bestimmten Vermögenswert an einem im Voraus bestimmten Zeitpunkt («Ausübungszeitpunkt») oder während eines im Voraus bestimmten Zeitraumes zu einem im Voraus bestimmten Preis («Ausübungspreis») zu kaufen («Kaufoption») oder zu verkaufen («Verkaufsoption»). Der Preis einer Kaufs- oder Verkaufsoption ist die Optionsprämie.

Für den jeweiligen Teilfonds können sowohl Kauf- als auch Verkaufsoptionen auf Wertpapiere erworben oder verkauft werden, sofern diese Optionen entweder an einem geregelten Markt gehandelt werden oder sofern, für den Fall, dass solche Optionen freihändig gehandelt werden («over-the-counter-Optionen»), die entsprechenden Vertragspartner des jeweiligen Teilfonds Finanzinstitute erster Ordnung sind, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben.

Darüber hinaus müssen die folgenden Richtlinien beachtet werden:

a) Der Gesamtbetrag der beim Erwerb der o.g. Kauf- und Verkaufsoptionen gezahlten Optionsprämien darf 15% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

b) Die gesamten Verpflichtungen aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen (mit Ausnahme des Verkaufs von Kaufoptionen, für die eine angemessene Deckung vorhanden ist) sowie die gesamten Verpflichtungen aus den in Nr. 9 Lit. c) dieses Artikels aufgeführten Transaktionen dürfen zu keiner Zeit das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen über-

schreiten. In diesem Zusammenhang entsprechen die eingegangenen Verpflichtungen aus dem Verkauf von Kauf- und Verkaufsoptionen dem Gesamtbetrag der bei Ausübung dieser Optionen geregelten Preise.

c) Wenn die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Kaufoptionen verkauft, muss sie zum Zeitpunkt des Verkaufs entweder die zugrunde liegenden übertragbaren Wertpapiere, gleichwertige Kaufoptionen oder andere Instrumente als ausreichende Deckung im Bestand haben. Die Deckung für veräußerte Kaufoptionen kann während der Laufzeit der Option nicht veräußert werden, es sei denn, es ist eine gleichwertige Deckung in Form von Optionen oder anderen Instrumenten vorhanden, die demselben Zweck dienen. Unbeschadet vorstehender Regelungen kann die Verwaltungsgesellschaft für den jeweiligen Teilfonds nicht gedeckte Kaufoptionen verkaufen, wenn sie jederzeit in der Lage ist, eine entsprechende Deckung für die übernommenen Verkaufspositionen bereitzustellen, und wenn die Preise bei Ausübung dieser Option 25% des betreffenden Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

d) Wenn die Verwaltungsgesellschaft für einen Teilfonds Verkaufsoptionen verkauft, muss sie während der gesamten Laufzeit der Option eine angemessene Deckung in der Form von ausreichenden Barmitteln bereithalten, um die Zahlung für die Wertpapiere, die dem jeweiligen Teilfonds von der Gegenpartei bei Ausübung der Optionen zu liefern sind, gewährleisten zu können.

9. Terminkontrakte und Optionen auf Finanzinstrumente

Terminkontrakte sind gegenseitige Verträge, welche die Vertragsparteien berechtigen bzw. verpflichten, einen bestimmten Vermögensgegenstand an einem im Voraus bestimmten Zeitpunkt zu einem im Voraus bestimmten Preis abzunehmen bzw. zu liefern.

Mit Ausnahme der unter nachfolgendem Lit. b) genannten Geschäfte, können sich die unter Nr. 9 geregelten Geschäfte nur auf Kontrakte beziehen, die an einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden.

a) Geschäfte zur Deckung der Risiken im Zusammenhang mit der Entwicklung der Börsen.

Als globale Absicherung gegen das Risiko ungünstiger Marktentwicklungen können für den jeweiligen Teilfonds Terminkontrakte auf Börsenindizes verkauft, Verkaufsoptionen auf Börsenindizes gekauft und Kaufoptionen auf Börsenindizes verkauft werden. Das Ziel dieser Sicherungsgeschäfte gründet auf der Annahme, dass zwischen der Zusammensetzung des jeweils verwendeten Index und den für den jeweiligen Teilfonds verwalteten Wertpapierbeständen ein hinreichender Zusammenhang besteht.

Die Gesamtverpflichtungen aus Terminkontrakten und Optionen auf Börsenindizes dürfen den Börsenwert der Wertpapiere nicht überschreiten, die für den jeweiligen Teilfonds auf dem diesem Index entsprechenden Markt gehandelt werden.

b) Geschäfte zur Deckung des Risikos aus Zinsschwankungen

Als globale Absicherung gegen Risiken aus Zinsschwankungen können für den jeweiligen Teilfonds Terminkontrakte auf Zinssätze verkauft werden. Mit dem gleichen Ziel können für den jeweiligen Teilfonds Kaufoptionen auf Zinssätze verkauft und Verkaufsoptionen auf Zinssätze gekauft werden. Darüber hinaus können im Rahmen freihändiger Geschäfte mit dem gleichen Zweck Zinstauschgeschäfte («Zins-Swaps»), Zinssicherungsvereinbarungen («forward rate agreements») getätigt werden, vorausgesetzt, dass derartige Geschäfte mit Finanzinstituten erster Ordnung getätigt werden, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben.

Die Gesamtverbindlichkeiten aus Finanzterminkontrakten, Optionskontrakten, Zins-Swaps und forward rate agreements dürfen den Gesamtwert der zu sichernden Vermögenswerte und Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds in der Währung dieser Kontrakte nicht überschreiten.

c) Geschäfte, die zu anderen Zwecken als der Deckung getätigt werden

Neben Optionen auf Wertpapiere und Devisen, kann der jeweilige Teilfonds mit einem anderen Ziel als der Deckung Terminkontrakte und Optionen auf alle Arten von Finanzinstrumenten unter der Bedingung kaufen und verkaufen, dass die Summen der Verpflichtungen aus diesen Kauf- und Verkaufsgeschäften und aus den Verkäufen von Kauf- und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere, zu keinem Zeitpunkt das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen übersteigen.

Verkäufe von Kaufoptionen auf Wertpapiere, für die eine angemessene Deckung vorhanden ist, sind in die Berechnung der vorgenannten Gesamtverpflichtungen nicht einbezogen.

In diesem Zusammenhang werden die Verpflichtungen, die sich aus Geschäften ergeben, deren Gegenstand nicht Optionen auf Wertpapiere sind, wie folgt definiert:

- Die Verpflichtungen aus Terminkontrakten entsprechen dem Marktwert der Nettopositionen der Kontrakte (nach Aufrechnung der Kauf- und Verkaufspositionen), die sich auf identische Finanzinstrumente beziehen, ohne dass die jeweiligen Fälligkeiten berücksichtigt werden sollen, und

- die Verpflichtungen aus gekauften und verkauften Optionen entsprechen der Summe der Basispreise der Optionen, die die Nettoverkaufspositionen bilden, und sich auf denselben zugrundeliegenden Vermögenswert beziehen, ohne dass die jeweiligen Fälligkeiten berücksichtigt werden sollen.

Der Gesamtbetrag der beim Erwerb von Kauf- und Verkaufsoptionen gemäß vorliegenden Richtlinien gezahlten Optionsprämien einschließlich des Gesamtbetrages der für den Kauf von Kauf- und Verkaufsoptionen auf Wertpapiere nach Maßgabe der Richtlinien unter Nr. 8 Lit. a) dieses Artikels gezahlten Optionsprämien darf 15% des jeweiligen Netto-Teilfondsvermögens nicht überschreiten.

10. Absicherung von Währungskursrisiken

Um die gegenwärtigen und zukünftigen Vermögenswerte und Verbindlichkeiten eines Teilfonds gegen Währungsschwankungen abzusichern, kann die Verwaltungsgesellschaft Devisenterminkontrakte kaufen oder verkaufen, sofern diese Devisenterminkontrakte an einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden. Darüber hinaus kann die Verwaltungsgesellschaft für den jeweiligen Teilfonds Währungsoptionen kaufen oder verkaufen, die entweder an einem geregelten Markt, der anerkannt, für das Publikum offen und dessen Funktionsweise ordnungsgemäß ist, gehandelt werden oder als over-the-Counter-Optionen

im Sinne von Nr. 8 dieses Artikels gelten, sofern im letzteren Falle die entsprechenden Vertragspartner des jeweiligen Teilfonds Finanzinstitute erster Ordnung sind, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben.

Mit dem gleichen Ziel kann die Verwaltungsgesellschaft im Rahmen von freihändigen Vereinbarungen mit Finanzinstituten erster Ordnung, die sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert haben, Devisen auf Termin kaufen bzw. verkaufen oder Devisen-Swap-Geschäfte tätigen.

Das mit den vorgenannten Geschäften angestrebte Ziel der Deckung setzt das Bestehen eines direkten Zusammenhangs zwischen der beabsichtigten Transaktion und den zu sichernden Vermögenswerten und Verbindlichkeiten voraus und impliziert, dass Transaktionen in einer bestimmten Währung den Gesamtwert dieser Vermögenswerte und Verbindlichkeiten prinzipiell nicht überschreiten und im Hinblick auf ihre Laufzeit den Zeitraum nicht überschreiten dürfen, für den die jeweiligen Vermögenswerte gehalten oder voraussichtlich erworben werden bzw. für den die jeweiligen Verbindlichkeiten eingegangen wurden oder voraussichtlich eingegangen werden.

11. Pensionsgeschäfte

Die Verwaltungsgesellschaft kann sich für den jeweiligen Teilfonds an Pensionsgeschäften beteiligen, die in Käufen und Verkäufen von Wertpapieren bestehen, bei denen die Vereinbarungen dem Käufer das Recht oder die Pflicht einräumen, die verkauften Wertpapiere vom Erwerber zu einem Preis und innerhalb einer Frist zurückzukaufen, die zwischen den beiden Parteien bei Vertragsabschluss vereinbart wurde.

Die Verwaltungsgesellschaft kann bei Pensionsgeschäften entweder als Käufer oder als Verkäufer auftreten. Eine Beteiligung an solchen Geschäften unterliegt jedoch folgenden Richtlinien:

a) Wertpapiere über ein Pensionsgeschäft dürfen nur gekauft oder verkauft werden, wenn es sich bei der Gegenpartei um ein Finanzinstitut erster Ordnung handelt, das sich auf diese Art von Geschäften spezialisiert hat.

b) Während der Laufzeit eines Pensionsgeschäfts dürfen die vertragsgegenständlichen Wertpapiere vor Ausübung des Rechts auf den Rückkauf dieser Wertpapiere oder vor Ablauf der Rückkauffrist nicht veräußert werden.

Es muss zusätzlich sichergestellt werden, dass der Umfang der Verpflichtungen bei Pensionsgeschäften so gestaltet ist, dass die Verwaltungsgesellschaft für den betreffenden Teilfonds ihren Verpflichtungen zur Rücknahme von Anteilen jederzeit nachkommen kann.

Werden die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen unbeabsichtigt oder in Folge der Ausübung von Bezugsrechten überschritten, so hat die Verwaltungsgesellschaft bei ihren Verkäufen als vorrangiges Ziel die Normalisierung der Lage unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber anzustreben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann geeignete Dispositionen treffen und mit Einverständnis der Depotbank weitere Anlagebeschränkungen aufnehmen, die erforderlich sind, um den Bedingungen in jenen Ländern zu entsprechen, in denen Anteile vertrieben werden sollen.

12. Die in diesem Artikel genannten Anlagebeschränkungen beziehen sich auf den Zeitpunkt des Erwerbs der Wertpapiere. Werden die Prozentsätze nachträglich durch Kursentwicklungen oder aus anderen Gründen als durch Zukäufe überschritten, so wird die Verwaltungsgesellschaft unverzüglich unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber eine Rückführung in den vorgegebenen Rahmen anstreben.

Art. 5. Anteile.

1. Anteile sind Anteile an dem jeweiligen Teilfonds. Sie werden durch Anteilzertifikate verbrieft. Die Anteilzertifikate werden in der durch die Verwaltungsgesellschaft bestimmten Stückelung ausgegeben. Inhaberanteile werden in Form von Globalurkunden und nur als ganze Anteile ausgegeben. Namensanteile werden bis auf drei Dezimalstellen ausgegeben. Sofern Namensanteile ausgegeben werden, werden diese von der Register- und Transferstelle in das für den Fonds geführte Anteilregister eingetragen. In diesem Zusammenhang werden den Anteilinhabern Bestätigungen betreffend die Eintragung in das Anteilregister an die im Anteilregister angegebene Adresse zugesandt. Ein Anspruch der Anteilinhaber auf Auslieferung effektiver Stücke besteht weder bei der Ausgabe von Inhaberanteilen noch bei der Ausgabe von Namensanteilen. Die Arten der Anteile werden für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben.

2. Alle Anteile an einem Teilfonds haben grundsätzlich die gleichen Rechte, es sei denn die Verwaltungsgesellschaft beschließt gemäß Nr. 3 dieses Artikels, innerhalb eines Teilfonds verschiedene Anteilklassen auszugeben.

3. Die Verwaltungsgesellschaft kann beschließen, innerhalb eines Teilfonds von Zeit zu Zeit zwei oder mehrere Anteilklassen vorzusehen. Die Anteilklassen können sich in ihren Merkmalen und Rechten nach der Art der Verwendung ihrer Erträge, nach der Gebührenstruktur oder anderen spezifischen Merkmalen und Rechten unterscheiden. Alle Anteile sind vom Tage ihrer Ausgabe an in gleicher Weise an Erträgen, Kursgewinnen und am Liquidationserlös ihrer jeweiligen Anteilklasse beteiligt. Sofern für die jeweiligen Teilfonds Anteilklassen gebildet werden, findet dies unter Angabe der spezifischen Merkmale oder Rechte im entsprechenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

Art. 6. Anteilwertberechnung.

1. Das Netto-Fondsvermögen des Fonds lautet auf Euro (EUR) («Referenzwährung»).

2. Der Wert eines Anteils («Anteilwert») lautet auf die im jeweiligen Anhang zum Verkaufsprospekt angegebene Währung («Teilfondswährung»).

3. Der Anteilwert wird von der Verwaltungsgesellschaft oder einem von ihr Beauftragten unter Aufsicht der Depotbank an jedem Bewertungstag berechnet.

4. Zur Berechnung des Anteilwertes wird der Wert der zu dem jeweiligen Teilfonds gehörenden Vermögenswerte abzüglich der Verbindlichkeiten des jeweiligen Teilfonds («Netto-Teilfondsvermögen») an jedem Bankarbeitstag in Luxemburg («Bewertungstag») ermittelt und durch die Anzahl der am Bewertungstag im Umlauf befindlichen Anteile des jeweiligen Teilfonds geteilt.

5. Soweit in Rechenschafts- und Halbjahresberichten sowie sonstigen Finanzstatistiken aufgrund gesetzlicher Vorschriften oder gemäß den Regelungen dieses Verwaltungsreglements Auskunft über die Situation des Fondsvermögens

des Fonds insgesamt gegeben werden muss, werden die Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds in die Referenzwährung umgerechnet. Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird nach folgenden Grundsätzen berechnet:

a) Wertpapiere, die an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, werden zum letzten verfügbaren Kurs bewertet. Wird ein Wertpapier an mehreren Wertpapierbörsen amtlich notiert, ist der zuletzt verfügbare Kurs jener Börse maßgebend, die der Hauptmarkt für dieses Wertpapier ist.

b) Wertpapiere, die nicht an einer Wertpapierbörse amtlich notiert sind, die aber an einem geregelten Markt gehandelt werden, werden zu einem Kurs bewertet, der nicht geringer als der Geldkurs und nicht höher als der Briefkurs zur Zeit der Bewertung sein darf und den die Verwaltungsgesellschaft für den bestmöglichen Kurs hält, zu dem die Wertpapiere verkauft werden können.

c) Falls die jeweiligen Kurse nicht marktgerecht sind und falls für andere als die unter Lit. a) und b) genannten Wertpapiere keine Kurse festgelegt wurden, werden diese Wertpapiere, ebenso wie die sonstigen gesetzlich zulässigen Vermögenswerte zum jeweiligen Verkehrswert bewertet, wie ihn die Verwaltungsgesellschaft nach Treu und Glauben auf der Grundlage des wahrscheinlich erreichbaren Verkaufswertes festlegt.

d) Die flüssigen Mittel werden zu deren Nennwert zuzüglich Zinsen bewertet.

e) Der Marktwert von Wertpapieren und anderen Anlagen, die auf eine andere Währung als die jeweilige Teilfondswährung lauten, wird zum letzten Devisenmittelkurs in die entsprechende Teilfondswährung umgerechnet. Gewinne und Verluste aus Devisentransaktionen, werden jeweils hinzugerechnet oder abgesetzt.

Das jeweilige Netto-Teilfondsvermögen wird um die Ausschüttungen reduziert, die gegebenenfalls an die Anteilinhaber des betreffenden Teilfonds gezahlt wurden.

6. Die Anteilwertberechnung erfolgt nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jeden Teilfonds separat. Soweit jedoch innerhalb eines Teilfonds Anteilklassen gebildet wurden, erfolgt die daraus resultierende Anteilwertberechnung innerhalb des betreffenden Teilfonds nach den vorstehend aufgeführten Kriterien für jede Anteilklasse getrennt. Die Zusammenstellung und Zuordnung der Aktiva erfolgt immer pro Teilfonds.

Art. 7. Einstellung der Berechnung des Anteilwertes.

1. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Berechnung des Anteilwertes zeitweilig einzustellen, wenn und solange Umstände vorliegen, die diese Einstellung erforderlich machen und wenn die Einstellung unter Berücksichtigung der Interessen der Anteilinhaber gerechtfertigt ist, insbesondere:

a) während der Zeit, in der eine Börse oder ein anderer geregelter Markt, an/auf welcher(m) ein wesentlicher Teil der Vermögenswerte notiert oder gehandelt werden, aus anderen Gründen als gesetzlichen oder Bankfeiertagen, geschlossen ist oder der Handel an dieser Börse bzw. an dem entsprechenden Markt ausgesetzt bzw. eingeschränkt wurde;

b) in Notlagen, wenn die Verwaltungsgesellschaft über Teilfondsanlagen nicht verfügen kann oder es ihr unmöglich ist, den Gegenwert der Anlagekäufe oder -verkäufe frei zu transferieren oder die Berechnung des Anteilwertes ordnungsgemäß durchzuführen.

2. Anleger bzw. Anteilinhaber, welche einen Zeichnungsantrag bzw. Rücknahmeauftrag oder einen Umtauschantrag gestellt haben, werden von einer Einstellung der Anteilwertberechnung unverzüglich benachrichtigt und nach Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung unverzüglich davon in Kenntnis gesetzt.

3. Zeichnungsanträge, Rücknahmeaufträge oder Umtauschanträge können im Falle einer Aussetzung der Berechnung des Anteilwertes vom Anleger bzw. Anteilinhaber bis zum Zeitpunkt der Veröffentlichung der Wiederaufnahme der Anteilwertberechnung widerrufen werden.

Art. 8. Ausgabe von Anteilen.

1. Anteile werden an jedem Bewertungstag ausgegeben. Ausgabepreis ist der Anteilwert zuzüglich eines Ausgabeaufschlages zugunsten der Vertriebsstelle, der für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt ist. Der Ausgabeaufschlag beträgt maximal 6% des Anteilwertes. Der Ausgabepreis kann sich um Gebühren oder andere Belastungen erhöhen, die in den jeweiligen Vertriebsländern anfallen.

2. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensanteilen können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, der Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Zeichnungsanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet.

Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensanteilen, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauffolgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Anteile zur Verfügung steht. Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Namensanteilen, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Register- und Transferstelle eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Anteile zur Verfügung steht.

Sollte der Gegenwert der Zeichnungsanträge zum Zeitpunkt des Eingangs des vollständigen Zeichnungsantrages bei der Register- und Transferstelle nicht zur Verfügung stehen, wird der Zeichnungsantrag als mit dem Datum bei der Register- und Transferstelle eingegangen betrachtet, an dem der Gegenwert der gezeichneten Anteile zur Verfügung steht.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Teilfondswährung bei der Depotbank in Luxemburg zahlbar.

Ein Zeichnungsantrag für den Erwerb von Namensanteilen ist dann vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Anteilinhabers, die Anzahl der auszugebenden Anteile bzw. den zu investierenden Betrag, sowie den Namen des Teilfonds angibt, wenn er von dem entsprechenden Anteilinhaber unterschrieben ist und die Durchführung der ordnungsgemäßen Legitimationsprüfung durch die Vertriebsstelle bestätigt wurde.

Die Anteile werden unverzüglich nach Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Register- und Transferstelle durch Eintragung in das Anteilregister in entsprechender Höhe übertragen. Die Register- und Transferstelle stellt entsprechend der Zeichnung eine Bestätigung über die Eintragung in das Anteilregister aus.

3. Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberanteilen werden von der Stelle, bei der der Zeichner sein Depot unterhält, an die Depotbank weitergeleitet.

Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberanteilen, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Depotbank eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des darauffolgenden Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Anteile zur Verfügung steht. Vollständige Zeichnungsanträge für den Erwerb von Inhaberanteilen, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag bei der Depotbank eingegangen sind, werden zum Ausgabepreis des übernächsten Bewertungstages abgerechnet, sofern der Gegenwert der gezeichneten Anteile zur Verfügung steht.

Der Ausgabepreis ist innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Teilfondswährung bei der Depotbank in Luxemburg zahlbar.

Die Anteile werden bei Eingang des Ausgabepreises bei der Depotbank im Auftrag der Verwaltungsgesellschaft von der Depotbank übertragen, indem sie auf dem vom Zeichner anzugebenden Depot gutgeschrieben werden.

4. Im Falle von Sparplänen wird höchstens ein Drittel von jeder der für das erste Jahr vereinbarten Zahlungen für die Deckung von Kosten verwendet und die restlichen Kosten auf alle späteren Zahlungen gleichmäßig verteilt.

Art. 9. Beschränkung und Einstellung der Ausgabe von Anteilen.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann jederzeit aus eigenem Ermessen ohne Angabe von Gründen einen Zeichnungsantrag zurückweisen oder die Ausgabe von Anteilen zeitweilig beschränken, aussetzen oder endgültig einstellen oder Anteile gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, wenn dies im Interesse der Anteilinhaber, im öffentlichen Interesse oder zum Schutz des Fonds bzw. des jeweiligen Teilfonds erforderlich erscheint.

2. In diesem Fall wird die Register- und Transferstelle, betreffend Namensanteile, und die Depotbank, betreffend Inhaberanteile, auf nicht bereits ausgeführte Zeichnungsanträge eingehende Zahlungen ohne Zinsen unverzüglich zurückerstatten.

Art. 10. Rücknahme und Umtausch von Anteilen.

1. Die Anteilinhaber sind berechtigt, jederzeit die Rücknahme ihrer Anteile zum Anteilwert gemäß Artikel 6 Nr. 4 dieses Verwaltungsreglements, gegebenenfalls abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages («Rücknahmepreis») zu verlangen. Diese Rücknahme erfolgt nur an einem Bewertungstag. Sollte ein Rücknahmeabschlag erhoben werden, so beträgt dessen maximale Höhe 1% des Anteilwertes und ist für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt angegeben. Der Rücknahmepreis vermindert sich in bestimmten Ländern um dort anfallende Steuern und andere Belastungen. Mit Auszahlung des Rücknahmepreises erlischt der entsprechende Anteil.

2. Die Auszahlung des Rücknahmepreises sowie etwaige sonstige Zahlungen an die Anteilinhaber erfolgen über die Depotbank sowie über die Zahlstellen. Die Depotbank ist nur insoweit zur Zahlung verpflichtet, als keine gesetzlichen Bestimmungen, z.B. devisenrechtliche Vorschriften oder andere von der Depotbank nicht beeinflussbare Umstände, die Überweisung des Rücknahmepreises in das Land des Antragstellers verbieten.

Die Verwaltungsgesellschaft kann Anteile einseitig gegen Zahlung des Rücknahmepreises zurückkaufen, soweit dies im Interesse der Gesamtheit der Anteilinhaber oder zum Schutz der Anteilinhaber oder eines Teilfonds erforderlich erscheint.

3. Der Umtausch sämtlicher Anteile oder eines Teils derselben in Anteile eines anderen Teilfonds erfolgt auf der Grundlage des entsprechend Artikel 6 Nr. 4 maßgeblichen Anteilwertes der betreffenden Teilfonds unter Berücksichtigung einer Umtauschprovision zugunsten der Vertriebsstelle in Höhe von maximal 1 des Anteilwertes der zu zeichnenden Anteile. Falls keine Umtauschprovision erhoben wird, wird dies für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt erwähnt.

Sofern unterschiedliche Anteilklassen innerhalb eines Teilfonds angeboten werden, ist auch ein Umtausch von Anteilen einer Anteilkategorie in Anteile einer anderen Anteilkategorie innerhalb des Teilfonds möglich. In diesem Falle wird keine Umtauschprovision erhoben.

Die Verwaltungsgesellschaft kann für den jeweiligen Teilfonds einen Umtauschantrag zurückweisen, wenn dies im Interesse des Fonds bzw. des Teilfonds oder im Interesse der Anleger geboten erscheint.

4. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensanteilen können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, der Register- und Transferstelle, der Vertriebsstelle und den Zahlstellen eingereicht werden. Diese entgegennehmenden Stellen sind zur unverzüglichen Weiterleitung der Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge an die Register- und Transferstelle verpflichtet.

Ein Rücknahmeauftrag bzw. ein Umtauschantrag für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Namensanteilen ist dann vollständig, wenn er den Namen und die Anschrift des Anteilhabers, sowie die Anzahl bzw. den Gegenwert der zurückzugebenden oder umzutauschenden Anteile und den Namen des Teilfonds angibt, und wenn er von dem entsprechenden Anteilinhaber unterschrieben ist.

Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. Umtauschanträge für die Rücknahme bzw. den Umtausch von Inhaberanteilen werden durch die Stelle, bei der der Anteilinhaber sein Depot unterhält, an die Depotbank weitergeleitet.

Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche bis spätestens 17.00 Uhr an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Anteil des darauffolgenden Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet. Vollständige Rücknahmeaufträge bzw. vollständige Umtauschanträge, welche nach 17.00 Uhr an einem Bewertungstag eingegangen sind, werden zum Nettoinventarwert pro Anteil des übernächsten Bewertungstages, abzüglich eines etwaigen Rücknahmeabschlages bzw. unter Berücksichtigung der Umtauschprovision, abgerechnet.

Maßgeblich für den Eingang des Rücknahmeauftrages bzw. des Umtauschantrages ist im Falle von Namensanteilen der Eingang bei der Register- und Transferstelle. Im Falle von Inhaberanteilen ist der Eingang bei der Depotbank maßgeblich.

Die Auszahlung des Rücknahmepreises erfolgt innerhalb von zwei Bewertungstagen nach dem entsprechenden Bewertungstag in der jeweiligen Teilfondswährung. Im Fall von Namensanteilen erfolgt die Auszahlung auf ein vom Anteilinhaber anzugebendes Konto.

Sich aus dem Umtausch von Inhaberanteilen ergebende Spitzenbeträge werden von der Depotbank in bar ausgeglichen.

5. Die Verwaltungsgesellschaft ist berechtigt, die Rücknahme bzw., den Umtausch von Anteilen wegen einer Einstellung der Berechnung des Nettoinventarwertes zeitweilig einzustellen.

Die Verwaltungsgesellschaft ist nach vorheriger Genehmigung durch die Depotbank unter Wahrung der Interessen der Anteilinhaber berechtigt, erhebliche Rücknahmen erst zu tätigen, nachdem entsprechende Vermögenswerte des jeweiligen Teilfonds ohne Verzögerung verkauft wurden. In diesem Falle erfolgt die Rücknahme zum dann geltenden Rücknahmepreis. Entsprechendes gilt für Anträge auf Umtausch von Anteilen. Die Verwaltungsgesellschaft achtet aber darauf, dass dem jeweiligen Teilfondsvermögen ausreichende flüssige Mittel zur Verfügung stehen, damit eine Rücknahme bzw. der Umtausch von Anteile auf Antrag von Anteilinhabern unter normalen Umständen unverzüglich erfolgen kann.

Art. 11. Kosten. Der jeweilige Teilfonds trägt die folgende Kosten, soweit sie im Zusammenhang mit seinem Vermögen entstehen:

1. Für die Verwaltung des jeweiligen Teilfonds erhält die Verwaltungsgesellschaft aus dem betreffenden Teilfondsvermögen eine Vergütung von maximal 2% p.a. Die Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt wird. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

2. Der Anlageberater erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung, von maximal 2% p.a., deren Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

Daneben kann der Anlageberater aus dem Vermögen des jeweiligen Teilfonds eine wertentwicklungsorientierte Zusatzvergütung («Performance-Fee») erhalten, welche als jährlicher Prozentsatz auf den Teil der jährlich netto, d.h. bereinigt um Mittelzu- und abflüsse, erwirtschafteten Wertentwicklung berechnet wird. Diese Performance-Fee kann entweder auf den gesamten Nettowertzuwachs, oder den einen bestimmten Mindestprozentsatz oder eine Benchmark (die Wertentwicklung eines bestimmten Wertpapierindex im selben Zeitraum) übersteigenden Teil des Nettowertzuwachses gerechnet werden. In einem Geschäftsjahr netto erzielte Wertminderungen werden auf das folgende Geschäftsjahr zum Zwecke der Berechnung der Performance-Fee vorgetragen. Die prozentuale Höhe, Berechnung und Auszahlung sind für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt.

3. Die Depotbank und die Zentralverwaltungsstelle erhalten für die Erfüllung ihrer Aufgaben aus dem Depotbank- und dem Zentralverwaltungsdienstleistungsvertrag eine in Luxemburg bankübliche Vergütung die monatlich nachträglich berechnet und monatlich nachträglich ausgezahlt wird. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

4. Die Register- und Transferstelle erhält für die Erfüllung ihrer Aufgaben aus dem Register- und Transferstellenvertrag eine in Luxemburg bankübliche Vergütung, die als Festbetrag je Anlagekonto bzw. je Konto mit Sparplan und/oder Entnahmeplan am Ende eines jeden Jahres aus dem Teilfondsvermögen zahlbar ist.

5. Die Vertriebsstelle erhält aus dem jeweiligen Teilfondsvermögen eine Vergütung, deren maximale Höhe, Berechnung und Auszahlung für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt aufgeführt sind. Diese Vergütung versteht sich zuzüglich einer etwaigen Mehrwertsteuer.

6. Die Verwaltungsgesellschaft kann dem jeweiligen Teilfondsvermögen außerdem folgende Kosten belasten:

- a) Kosten, die im Zusammenhang mit dem Erwerb und der Veräußerung von Vermögensgegenständen anfallen;
- b) Steuern, die auf das Fondsvermögen bzw. Teilfondsvermögen, dessen Einkommen und die Auslagen zu Lasten des jeweiligen Teilfonds erhoben werden;
- c) Kosten für die Rechtsberatung, die der Verwaltungsgesellschaft oder der Depotbank entstehen, wenn sie im Interesse der Anteilinhaber des jeweiligen Teilfonds handelt;
- d) Kosten des Wirtschaftsprüfers;
- e) Kosten der Vorbereitung und Erstellung sowie der Hinterlegung und Veröffentlichung des Verwaltungsreglements sowie anderer Dokumente, die den jeweiligen Teilfonds betreffen, einschließlich Anmeldungen zur Registrierung, Verkaufsprospekte (nebst Anhängen) oder schriftliche Erläuterungen bei sämtlichen Aufsichtsbehörden und Börsen (einschließlich der örtlichen Wertpapierhändlervereinigungen), die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfonds oder dem Anbieten der Anteile vorgenommen/erstellt werden müssen, die Druck- und Vertriebskosten der Rechenschafts- und Halbjahresberichte für die Anteilinhaber in allen notwendigen Sprachen sowie Druck- und Vertriebskosten sämtlicher weiterer Berichte und Dokumente, die gemäß den anwendbaren Gesetzen oder Verordnungen der genannten Behörden notwendig sind, sowie sämtliche Verwaltungsgebühren;
- f) bankübliche Spesen für Transaktionen in Wertpapieren und sonstigen Vermögenswerten und Rechten des Fonds und deren Verwahrung;
- g) die banküblichen Gebühren, gegebenenfalls einschließlich der banküblichen Kosten für die Verwahrung von ausländischen Investmentanteilen im Ausland;
- h) alle fremden Verwaltungs- und Verwahrungsgebühren, die von anderen Korrespondenzbanken und/oder Clearingstellen (z.B. CLEARSTREAM BANKING S.A.) für die Vermögenswerte des Teilfonds in Rechnung gestellt werden sowie alle fremden Abwicklungs-, Versand- und Versicherungsspesen, die im Zusammenhang mit den Wertpapiergeschäften des Fonds sowie den Transaktionen in Fondsanteilen anfallen.
- i) Die Transaktionskosten der Ausgabe und Rücknahme von Inhaberanteilen.
- j) Kosten für die Werbung und solche, die unmittelbar im Zusammenhang mit dem Anbieten und dem Verkauf von Anteilen anfallen;

- k) Versicherungskosten;
- l) Vergütung sowie Auslagen und sonstige Kosten der Zahlstellen, der Vertriebsstelle sowie anderer im Ausland notwendig einzurichtender Stellen, die im Zusammenhang mit dem jeweiligen Teilfondsvermögen anfallen;
- m) Zinsen, die im Rahmen von Krediten anfallen, welche gemäß Artikel 4 Nr. 5 Lit. b) des Verwaltungsreglements aufgenommen werden;
- n) Kosten der für die Anteilinhaber bestimmten Veröffentlichungen und Mitteilungen;
- o) Kosten der Vorbereitung und des Drucks von etwaigen Anteilzertifikaten sowie Ertragsschein- und Bogenerneuerungen, falls erforderlich;
- p) Auslagen eines etwaigen Anlageausschusses;
- q) Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstausgabe von Anteilen.

Sämtliche Kosten werden zunächst den ordentlichen Erträgen und den Kapitalgewinnen und zuletzt dem jeweiligen Teilfondsvermögen angerechnet.

Die Kosten für die Gründung des Fonds und die Erstausgabe von Anteilen werden auf maximal 25.000,- Euro geschätzt und können zu Lasten des Fondsvermögens der bei der Gründung bestehenden Teilfonds über die ersten fünf Geschäftsjahre abgeschrieben werden. Die Aufteilung der Gründungskosten sowie der o.g. Kosten, welche nicht ausschließlich im Zusammenhang mit einem bestimmten Teilfondsvermögen stehen, erfolgt auf die jeweiligen Teilfondsvermögen pro rata durch die Verwaltungsgesellschaft. Kosten, die im Zusammenhang mit der Auflegung weiterer Teilfonds entstehen, werden zu Lasten des jeweiligen Teilfondsvermögens, dem sie zuzurechnen sind, innerhalb einer Periode von längstens fünf Jahren nach Auflegung abgeschrieben.

Sämtliche vorbezeichnete Kosten, Gebühren und Ausgaben verstehen sich zuzüglich einer gegebenenfalls anfallenden Mehrwertsteuer.

Art. 12. Verwendung der Erträge.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann die in einem Teilfonds erwirtschafteten Erträge an die Anteilinhaber dieses Teilfonds ausschütten oder diese Erträge in dem jeweiligen Teilfonds thesaurieren. Dies findet für den jeweiligen Teilfonds in dem betreffenden Anhang zum Verkaufsprospekt Erwähnung.

2. Zur Ausschüttung können die ordentlichen Nettoerträge sowie realisierte Kursgewinne kommen. Ferner können die nicht realisierten Kursgewinne sowie sonstige Aktiva zur Ausschüttung gelangen, sofern das Netto-Fondsvermögen des Fonds insgesamt aufgrund der Ausschüttung nicht unter die Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 dieses Verwaltungsreglements sinkt.

3. Ausschüttungen werden auf die am Ausschüttungstag ausgegebenen Anteile ausgezahlt. Ausschüttungen können ganz oder teilweise in Form von Gratisanteilen vorgenommen werden. Eventuell verbleibende Bruchteile können bar ausgezahlt werden. Erträge, die fünf Jahre nach Veröffentlichung einer Ausschüttungserklärung nicht geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des jeweiligen Teilfonds.

Art. 13. Rechnungsjahr - Abschlussprüfung. Das Rechnungsjahr des Fonds beginnt am 1. Juli eines jeden Jahres und endet am 30. Juni des darauffolgenden Jahres. Das erste Rechnungsjahr beginnt mit Gründung des Fonds und endet erstmals am 30. Juni 2004.

2. Die Jahresabschlüsse des Fonds werden von einem Wirtschaftsprüfer kontrolliert, der von der Verwaltungsgesellschaft ernannt wird.

3. Spätestens vier Monate nach Ablauf eines jeden Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen geprüften Rechenschaftsbericht entsprechend den Bestimmungen des Großherzogtums Luxemburg.

4. Zwei Monate nach Ende der ersten Hälfte des Geschäftsjahres veröffentlicht die Verwaltungsgesellschaft einen ungeprüften Halbjahresbericht. Der erste Bericht ist ein geprüfter Rechenschaftsbericht zum 30. Juni 2004. Sofern dies für die Berechtigung zum Vertrieb in anderen Ländern erforderlich ist, können zusätzlich geprüfte und ungeprüfte Zwischenberichte erstellt werden.

Art. 14. Veröffentlichungen.

1. Anteilwert, Ausgabe- und Rücknahmepreise sowie alle sonstigen Informationen können bei der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, jeder Zahlstelle und der Vertriebsstelle erfragt werden. Sie werden außerdem in mindestens einer überregionalen Tageszeitung eines jeden Vertriebslandes veröffentlicht.

2. Verkaufsprospekt (nebst Anhängen), Verwaltungsreglement sowie Rechenschafts- und Halbjahresbericht des Fonds sind für die Anteilinhaber am Sitz der Verwaltungsgesellschaft, der Depotbank, bei jeder Zahlstelle und bei der Vertriebsstelle erhältlich. Der jeweils gültige Depotbankvertrag, die Satzung der Verwaltungsgesellschaft, der Zentralverwaltungsdienstleistungsvertrag sowie der Register- und Transferstellenvertrag können bei der Verwaltungsgesellschaft, bei den Zahlstellen und bei der Vertriebsstelle an deren jeweiligem Gesellschaftssitz eingesehen werden.

Art. 15. Verschmelzung des Fonds und von Teilfonds. Die Verwaltungsgesellschaft kann durch Beschluss gemäß nachfolgender Bedingungen beschließen, den Fonds oder einen Teilfonds in einen anderen Organismus für gemeinsame Anlagen in Wertpapieren («OGAW»), der von derselben Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird oder der von einer anderen Verwaltungsgesellschaft verwaltet wird, einzubringen. Die Verschmelzung kann insbesondere in folgenden Fällen beschlossen werden:

- sofern das Netto-Fondsvermögen bzw. ein Netto-Teilfondsvermögen an einem Bewertungstag unter einen Betrag gefallen ist, welcher als Mindestbetrag erscheint, um den Fonds bzw. den Teilfonds in wirtschaftlich sinnvoller Weise zu verwalten. Die Verwaltungsgesellschaft hat diesen Betrag mit 5 Mio. Euro festgesetzt.

- sofern es wegen einer wesentlichen Änderung im wirtschaftlichen oder politischen Umfeld oder aus Ursachen wirtschaftlicher Rentabilität nicht als wirtschaftlich sinnvoll erscheint, den Fonds bzw. den Teilfonds zu verwalten.

Eine solche Verschmelzung ist nur insofern vollziehbar als die Anlagepolitik des einzubringenden Fonds oder Teilfonds nicht gegen die Anlagepolitik des aufnehmenden OGAW verstößt.

Die Durchführung der Verschmelzung vollzieht sich wie eine Auflösung des einzubringenden Fonds oder Teilfonds und eine gleichzeitige Übernahme sämtlicher Vermögensgegenstände durch den aufnehmenden OGAW.

Der Beschluss der Verwaltungsgesellschaft zur Verschmelzung des Fonds oder Teilfonds wird jeweils in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht.

Die Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds haben während eines Monats das Recht, ohne Kosten die Rücknahme aller oder eines Teils ihrer Anteile zum einschlägigen Anteilwert zu verlangen. Die Anteile der Anteilinhaber, welche die Rücknahme ihrer Anteile nicht verlangt haben, werden auf der Grundlage der Anteilwerte an dem Tag des Inkrafttretens der Verschmelzung durch Anteile des aufnehmenden OGAW ersetzt. Gegebenenfalls erhalten die Anteilinhaber einen Spitzenausgleich.

Das vorstehend Gesagte gilt gleichermaßen für die Verschmelzung zweier Teilfonds innerhalb des Fonds.

Der Beschluss, den Fonds oder einen Teilfonds mit einem ausländischen OGAW zu verschmelzen, obliegt der Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds. Die Einladung zur Versammlung der Anteilinhaber des einzubringenden Fonds oder Teilfonds wird von der Verwaltungsgesellschaft zweimal in einem Abstand von mindestens acht Tagen und acht Tage vor der Versammlung in einer von der Verwaltungsgesellschaft bestimmten Zeitung jener Länder, in denen die Anteile des einzubringenden Fonds oder Teilfonds vertrieben werden, veröffentlicht. Nur die Anteilinhaber sind an den Beschluss der Anteilinhaberversammlung gebunden, die für die Verschmelzung gestimmt haben. Bei den Anteilhabern, die nicht an der Versammlung teilgenommen haben sowie bei allen Anteilhabern, die nicht für die Verschmelzung gestimmt haben, wird davon ausgegangen, dass sie ihre Anteile zum Rückkauf angeboten haben. Im Rahmen dieser Rücknahme dürfen den Anteilhabern keine Kosten berechnet werden.

Art. 16. Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds.

1. Der Fonds ist auf unbestimmte Zeit errichtet. Unbeschadet dieser Regelung können der Fonds bzw. ein oder mehrere Teilfonds jederzeit durch die Verwaltungsgesellschaft aufgelöst werden, insbesondere sofern seit dem Zeitpunkt der Auflegung erhebliche wirtschaftliche und/oder politische Änderungen eingetreten sind.

2. Die Auflösung des Fonds erfolgt zwingend in folgenden Fällen:

a) wenn die Depotbankbestellung gekündigt wird, ohne dass eine neue Depotbankbestellung innerhalb der gesetzlichen oder vertraglichen Fristen erfolgt;

b) wenn über die Verwaltungsgesellschaft das Insolvenzverfahren eröffnet wird und keine andere Verwaltungsgesellschaft sich zur Übernahme des Fonds bereit erklärt oder die Verwaltungsgesellschaft liquidiert wird;

c) wenn das Fondsvermögen während mehr als sechs Monaten unter einem Viertel der Mindestgrenze gemäß Artikel 1 Nr. 4 dieses Verwaltungsreglements bleibt;

d) in anderen, im Gesetz vom 30. März 1988 vorgesehenen Fällen.

3. Wenn ein Tatbestand eintritt, der zur vorzeitigen Auflösung des Fonds bzw. eines Teilfonds führt, werden die Ausgabe und der Rückkauf von Anteilen eingestellt. Die Depotbank wird den Liquidationserlös, abzüglich der Liquidationskosten und Honorare, auf Anweisung der Verwaltungsgesellschaft oder gegebenenfalls der von derselben oder von der Depotbank im Einvernehmen mit der Aufsichtsbehörde ernannten Liquidatoren unter den Anteilhabern des jeweiligen Teilfonds nach deren Anspruch verteilen. Nettoliquidationserlöse, die nicht bis zum Abschluss des Liquidationsverfahrens von Anteilhabern eingezogen worden sind, werden von der Depotbank nach Abschluss des Liquidationsverfahrens für Rechnung der berechtigten Anteilinhaber bei der Caisse des Consignations im Großherzogtum Luxemburg hinterlegt, bei der diese Beträge verfallen, wenn sie nicht innerhalb der gesetzlichen Frist geltend gemacht werden.

4. Die Anteilinhaber, deren Erben, Gläubiger oder Rechtsnachfolger können weder die vorzeitige Auflösung noch die Teilung des Fonds oder eines Teilfonds beantragen.

5. Die Auflösung des Fonds gemäß dieses Artikels wird entsprechend den gesetzlichen Bestimmungen von der Verwaltungsgesellschaft im Mémorial und in mindestens drei überregionalen Tageszeitungen, darunter das «Tageblatt», veröffentlicht.

6. Die Auflösung eines Teilfonds wird in der im Verkaufsprospekt für «Mitteilungen an die Anteilinhaber» vorgesehene Weise veröffentlicht.

Art. 17. Verjährung und Vorlegungsfrist. Forderungen der Anteilinhaber gegen die Verwaltungsgesellschaft oder die Depotbank können nach Ablauf von 5 Jahren nach Entstehung des Anspruchs nicht mehr gerichtlich geltend gemacht werden; davon unberührt bleibt die in Artikel 16 Nr. 3 dieses Verwaltungsreglements enthaltene Regelung.

Die Vorlegungsfrist für Ertragsscheine beträgt 5 Jahre ab Veröffentlichung der jeweiligen Ausschüttungserklärung. Ausschüttungsbeträge, die nicht innerhalb dieser Frist geltend gemacht wurden, verfallen zugunsten des Fonds.

Art. 18. Anwendbares Recht, Gerichtsstand und Vertragssprache.

1. Das Verwaltungsreglement des Fonds unterliegt dem Recht des Großherzogtums Luxemburg. Gleiches gilt für die Rechtsbeziehungen zwischen den Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank. Insbesondere gelten in Ergänzung zu den Regelungen dieses Verwaltungsreglements die Vorschriften des Gesetzes vom 30. März 1988. Das Verwaltungsreglement sind bei dem Bezirksgericht in Luxemburg hinterlegt. Jeder Rechtsstreit zwischen Anteilhabern, der Verwaltungsgesellschaft und der Depotbank unterliegt der Gerichtsbarkeit des zuständigen Gerichts im Gerichtsbezirk Luxemburg im Großherzogtum Luxemburg. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank sind berechtigt, sich selbst und den Fonds der Gerichtsbarkeit und dem Recht eines jeden Vertriebslandes zu unterwerfen, soweit es sich um Ansprüche der Anleger handelt, die in dem betreffenden Land ansässig sind und im Hinblick auf Angelegenheiten, die sich auf den Fonds bzw. Teilfonds beziehen.

2. Der deutsche Wortlaut dieses Verwaltungsreglements ist maßgeblich. Die Verwaltungsgesellschaft und die Depotbank können im Hinblick auf Anteile des Fonds, die an Anleger in einem nicht deutschsprachigen Land verkauft werden,

für sich selbst und den Fonds Übersetzungen in den entsprechenden Sprachen solcher Länder als verbindlich erklären, in welchen solche Anteile zum öffentlichen Vertrieb berechtigt sind.

Art. 19. Änderungen des Verwaltungsreglements.

1. Die Verwaltungsgesellschaft kann mit Zustimmung der Depotbank dieses Verwaltungsreglement jederzeit vollständig oder teilweise ändern.

2. Änderungen dieses Verwaltungsreglements werden beim Handelsregister des Bezirksgerichtes Luxemburg hinterlegt, im Mémorial veröffentlicht und treten, sofern nichts anderes bestimmt ist, am Tag der Unterzeichnung in Kraft.

Art. 20. Inkrafttreten. Dieses Verwaltungsreglement tritt, sofern nichts anderes bestimmt ist, am Tag seiner Unterzeichnung in Kraft.

Luxemburg, den 3. Juni 2003.

Für die Verwaltungsgesellschaft

J. Zimmer / S. Schneider

Verwaltungsratsvorsitzender / Verwaltungsratsmitglied

Für die Depotbank

R. Bültmann / S. Zaunmüller

Sous-Directrice / Mandataire Commerciale

Enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2003, réf. LSO-AF02052. – Reçu 60 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(028656.2//705) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 11 juin 2003.

NETWORKS Luxembourg 2 (e), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R. C. Luxembourg B 88.867.

—
EXTRAIT

Par la résolution en date du 6 mai 2003, le Conseil de gérance de la Société a:

- nommé Monsieur Werner Paschke (né le 8 avril 1950 à Hannover en Allemagne), dont l'adresse professionnelle est au 59, rue de Rollingergrund à L-2440 Luxembourg, comme Chief Financial Officer;

- délégué à Monsieur Werner Paschke avec effet au 1^{er} juin 2003 les pouvoirs de gestion journalière de la Société ainsi que le pouvoir de la représenter dans ses activités journalières;

- décidé qu'en plus des pouvoirs de signature prévus par l'article 8 des statuts, les pouvoirs de signature suivants sont délégués avec effet au 1^{er} juin 2003:

. la Société est valablement engagée par la signature individuelle du Chief Financial Officer dans toutes les matières relevant de la gestion journalière;

. dans le cadre de l'exécution des décisions du Conseil de Gérance et chaque fois que le Chief Financial Officer aura été chargé de cette exécution, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle du Chief Financial Officer;

- autorisé le Chief Financial Officer à déléguer ses pouvoirs de signature conformément à sa responsabilité sous réserve de l'approbation préalable du Conseil de gérance.

Le Conseil de gérance a de plus décidé à l'unanimité, d'autoriser le Chief Financial Officer à déléguer ses pouvoirs de signature à chaque membre des départements comptable, controlling, juridique, taxes ou finance, de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NETWORKS Luxembourg 2 (e), S.à r.l.

C. Bourrat

Chief Corporate Counsel

Conformément à la délégation de pouvoir de signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2003, réf. LSO-AF02901. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(029694.3/260/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

CAJAS ESPAÑOLAS DE AHORROS II SICAV, Société d'Investissement à Capital Variable.

Siège social: L-2085 Luxembourg, 23, avenue de la Porte-Neuve.

R. C. Luxembourg B 68.589.

—
Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2003, réf. LSO-AF02329, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 10 juin 2003.

Signatures.

(030188.3//10) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

CERAMICS Luxembourg 2 (f), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.
R. C. Luxembourg B 88.832.

EXTRAIT

Par la résolution en date du 6 mai 2003, le Conseil de gérance de la Société a:

- nommé Monsieur Werner Paschke (né le 8 avril 1950 à Hannover en Allemagne), dont l'adresse professionnelle est au 59, rue de Rollingergrund à L-2440 Luxembourg, comme Chief Financial Officer;
- délégué à Monsieur Werner Paschke avec effet au 1^{er} juin 2003 les pouvoirs de gestion journalière de la Société ainsi que le pouvoir de la représenter dans ses activités journalières;
- décidé qu'en plus des pouvoirs de signature prévus par l'article 8 des statuts, les pouvoirs de signature suivants sont délégués avec effet au 1^{er} juin 2003:
 - . la Société est valablement engagée par la signature individuelle du Chief Financial Officer dans toutes les matières relevant de la gestion journalière;
 - . dans le cadre de l'exécution des décisions du Conseil de Gérance et chaque fois que le Chief Financial Officer aura été chargé de cette exécution, la Société sera valablement engagée par la signature individuelle du Chief Financial Officer;
 - autorisé le Chief Financial Officer à déléguer ses pouvoirs de signature conformément à sa responsabilité sous réserve de l'approbation préalable du Conseil de gérance.

Le Conseil de gérance a de plus décidé à l'unanimité, d'autoriser le Chief Financial Officer à déléguer ses pouvoirs de signature à chaque membre des départements comptable, controlling, juridique, taxes ou finance, de la société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

CERAMICS Luxembourg 2 (f), S.à r.l.

C. Bourrat

Chief Corporate Counsel

Conformément à la délégation de pouvoir de signature

Enregistré à Luxembourg, le 12 juin 2003, réf. LSO-AF02903. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(029696.3/260/29) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

EFG MULTI-MANAGER FUND, Fonds Commun de Placement.*Procès-verbal de modification du règlement de gestion*

Ce procès-verbal sera publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial») le 1^{er} juillet 2003.

Entre:

1) EFG MULTI-MANAGER FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège au social 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société de Gestion»); et

2) EFG PRIVATE BANK (LUXEMBOURG) S.A., une société anonyme de droit luxembourgeois, ayant son siège social au 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (le «Dépositaire»);

Attendu que:

a) Suivant le règlement de gestion (le «Règlement de Gestion») du EFG Multi-Manager Fund (le «Fonds»), un organisme de placement collectif de droit luxembourgeois constitué conformément aux dispositions de la Partie II de la loi modifiée du 30 mars 1988 relative aux organismes de placement collectif, la Société de Gestion peut, avec l'accord du Dépositaire, modifier tout ou partie du Règlement de Gestion du Fonds.

b) La Société de Gestion et le Dépositaire sont d'avis que les modifications proposées au Règlement de Gestion sont dans le meilleur intérêt des Porteurs de Parts; le procès-verbal de modification du Règlement de Gestion, tel qu'approuvé, entrera en vigueur à la date de sa publication au Mémorial.

Il a été convenu ce qui suit:

Le Dépositaire et la Société de Gestion conviennent par la présente d'apporter les modifications suivantes au Règlement de Gestion:

Art. 3. Objectifs et Politiques d'Investissement.

Cet article est modifié comme suit:

«L'objectif d'investissement des différents Compartiments est décrit à l'Annexe I du Prospectus.

Le Fonds est principalement un fonds de fonds investissant au moins 20% de ses avoirs nets dans une série d'organismes de placement collectif de type ouvert réglementés et non-réglementés, investissant directement dans un large éventail de marchés financiers ayant pour objet principal des actions, des instruments à taux fixe, des obligations convertibles, mais incluant également des dépôts, des devises et des matières premières.

Le Fonds peut également investir, à titre accessoire, en titres, en instruments à taux fixe, en obligations convertibles et autres valeurs et instruments financiers autorisés par la loi.»

Art. 6.3. Rachat des Parts.

Le paragraphe suivant a été inséré à l'article 6.3. du Règlement de Gestion:

«La Société de Gestion peut accepter de racheter en nature tout ou partie des Parts d'un Porteur de Parts qui demande un tel rachat, en attribuant à ce Porteur de Parts des titres d'une Catégorie de Parts au lieu de lui verser le prix de rachat en espèces. La Société de Gestion pourra accepter de faire ainsi au cas où une telle opération ne serait pas préjudiciable aux meilleurs intérêts des Porteurs de Parts restants de la Catégorie concernée. Les avoirs à transférer à ce Porteur de Parts seront déterminés par le Gestionnaire concerné ainsi que par le Dépositaire, en tenant compte de la faisabilité du transfert d'avoirs, des intérêts de la Catégorie de Parts concernée et des participants restants de cette Catégorie ainsi que du Porteur de Parts concerné. Toutes charges, incluant mais non limitées aux frais de courtage et/ou charges fiscales locales sur tout transfert ou toute vente de titres que le Porteur de Parts reçoit en contrepartie du rachat, seront supportées par ce Porteur de Parts. Le revenu net résultant de cette vente de titres au profit de ce Porteur de Parts pourra être inférieur ou supérieur au prix de rachat de la Catégorie concernée au vu des conditions du marché et/ou des différences dans les prix retenus pour une telle vente ou un tel transfert et du calcul de la Valeur Nette d'Inventaire de cette Catégorie de Parts. La sélection, l'évaluation et le transfert des avoirs feront l'objet d'un rapport d'évaluation établi par le réviseur du Fonds.»

Art. 14.2. Placements Particuliers et Techniques et Instruments de Couverture.

La Section 1(D) relative aux Opérations à Réméré est supprimée.

Dont acte, les parties ont rédigé ce procès-verbal en trois originaux le 20 mai 2003, chaque partie recevant un exemplaire, et un exemplaire devant être enregistré auprès des autorités de contrôle concernées.

EFG MULTI MANAGER FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

représentée par F. Ries / A. Karayannis

Chairman / Director

EFG PRIVATE BANK (LUXEMBOURG) S.A.

représentée par J. Faddersbøll / E. Dimitrakopoulou

Vice-President / Res. Vice-President - Operations

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2003, réf. LSO-AF04756. – Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(031665.3//59) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2003.

EFG MULTI-MANAGER FUND, Fonds Commun de Placement.

Amendment agreement to the management regulations

This Amendment will be published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (the «Mémorial») on July 1st, 2003.

Between:

1) EFG MULTI-MANAGER FUND MANAGEMENT COMPANY S.A., a Luxembourg public limited company with its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Management Company»); and

2) EFG PRIVATE BANK (LUXEMBOURG) S.A., a Luxembourg public limited company with its registered office at 5, rue Jean Monnet, L-2180 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the «Custodian»);

Whereas:

a) Pursuant to the management regulations of EFG Multi-Manager Fund (the «Management Regulations»), a Luxembourg undertaking for collective investment organized under Part II of the Luxembourg law of 30 March 1988 on undertakings for collective investment, as amended, (the «Fund»), the Management Company may, with the approval of the Custodian, amend the Management Regulations of the Fund, in whole or in part.

b) The Management Company and the Custodian are satisfied that the amendments proposed to be made to the Management Regulations are in the best interests of the unitholders; the amendments to the Management Regulations as agreed below shall become effective at the date of their publication in the Mémorial.

Now therefore it is agreed as follows:

The Custodian and the Management Company hereby agree to amend the Management Regulations as set out hereafter:

Art. 3. Investment Objectives and Policies.

This article is amended so as to read as follows:

«The investment objective of the various Sub-Funds is described in Enclosure I of the Prospectus.

The Fund is principally a fund of funds investing at least 20% of its net assets in a range of regulated and non-regulated open-ended collective investment schemes, which invest directly into a broad spread of financial markets focusing on equities, fixed income instruments, convertible bonds but also including deposits, currencies and commodities.

The Fund may also, on an ancillary basis, invest in securities, fixed income instruments, convertible bonds, other assets and financial instruments authorised by law.»

Art. 6.3. Redemption of Units.

A new paragraph has been inserted under Article 6. 3. of the Management Regulations so as to read as follows:

«The Management Company may, at the request of a Unitholder who wishes to redeem Units, agree to make, in whole or in part, a redemption in kind of securities of any Category of Units to that Unitholder in lieu of paying to that

Unitholder redemption proceeds in cash. The Management Company will agree to do so if it determines that such transaction would not be detrimental to the best interests of the remaining Unitholders of the relevant Category. The assets to be transferred to such Unitholder shall be determined by the relevant Investment Manager and the Custodian, with regard to the practicality of transferring the assets, to the interests of the relevant Category of Units and continuing participants therein and to the Unitholder. Such a Unitholder may incur charges, including but not limited to brokerage and/or local tax charges on any transfer or sale of securities so received in satisfaction of a redemption. The net proceeds from this sale by the redeeming Unitholder of such securities may be more or less than the corresponding redemption price of Units in the relevant Category due to market conditions and/or differences in the prices used for the purposes of such sale or transfer and the calculation of the Net Asset Value of that Category of Units. The selection, valuation and transfer of assets shall be subject to a valuation report of the Fund's auditor.»

Art. 14.2. Special Investment and Hedging Techniques and Instruments.

The Section 1(D) relating to Repurchase Agreement Transactions is deleted.

In witness whereof, the parties hereto have caused this instrument to be executed in three originals as of May 30, 2003, of which one for each party hereto, and one to be filed with the supervisory authorities concerned.

Pour EFG MULTI-MANAGER FUND MANAGEMENT COMPANY S.A.

by F. Ries / A. Karayannis

Chairman / Director

EFG PRIVATE BANK (LUXEMBOURG) S.A.

by J. Faddersbøll / E. Dimitrakopoulou

Vice-President / Res. Vice-President - Operations

Enregistré à Luxembourg, le 19 juin 2003, réf. LSO-AF04755. – Reçu 18 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(031665.4//58) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 20 juin 2003.

FINHOLDING S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

R. C. Luxembourg B 57.519.

Extrait de l'Assemblée Générale Ordinaire des actionnaires du 3 juin 2002

Les mandats de Messieurs Robert Reckinger, Emile Vogt et René Schlim, Administrateurs et de la FIDUCIAIRE DE LUXEMBOURG S.A., Commissaire aux Comptes venant à échéance lors de la présente Assemblée, celle-ci décide de les renouveler pour une nouvelle durée de six ans.

Conformément aux exigences de l'article 100 de la loi sur les sociétés commerciales, l'Assemblée décide malgré la perte de plus de la moitié du capital social de continuer l'activité de la société.

Pour extrait conforme

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION

LUXEMBOURG S.A.

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 16 mai 2003, réf. LSO-AE03266. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(030067.3/550/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

HEIMATA S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1229 Luxembourg, 7, rue Bender.

R. C. Luxembourg B 77.486.

Suite à l'Assemblée Générale du 22 mai 2003 le Conseil d'Administration se compose comme suit:

- Marc Hilger, demeurant à Bridel, conseil fiscal
- Jean-Marie Gérard Raulet, demeurant à Cosnes et Romain, conseil fiscal
- Pascal Espen, demeurant à Luxembourg, employé privé.

Les mandats expireront le 3 août 2006.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 juin 2003.

Pour la société

FIDUCIAIRE WEBER & BONTEMPS, Experts Comptables & Fiscaux

Signature

Enregistré à Luxembourg, le 11 juin 2003, réf. LSO-AF02326. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(030154.3/592/18) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

GENERAL RE-CKAG REINSURANCE AND INVESTMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 49.812.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 4 juin 2003, réf. LSO-AF01066, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2003.

Signature

Mandataire

(029645.3//12) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

GENERAL RE-CKAG REINSURANCE AND INVESTMENT, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: Luxembourg.
R. C. Luxembourg B 49.812.

Il résulte du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire qui s'est tenue en date du 23 mai 2003, que l'assemblée a pris, entre autres, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée approuve le rapport du commissaire aux comptes concernant l'exercice social clôturé au 31 décembre 2002.

Deuxième résolution

L'assemblée générale approuve le bilan, le compte de pertes et profits et les annexes arrêtés au 31 décembre 2002, tels qu'ils ont été élaborés par le conseil d'administration.

Troisième résolution

L'assemblée générale approuve la distribution d'un dividende en concordance avec les arrangements existants.

Quatrième résolution

L'assemblée générale donne pleine décharge aux membres du conseil d'administration, aux membres du conseil de surveillance, et au commissaire aux comptes pour l'exécution de leur mandat pour l'exercice 2002.

Cinquième résolution

L'assemblée générale approuve la nomination de DELOITTE & TOUCHE S.A., 3, route d'Arlon, L-8009 Strassen, R. C. Luxembourg B 67.895 comme commissaire aux comptes pour l'année 2003.

Sixième résolution

L'assemblée générale approuve le paiement des honoraires pour l'année 2002, pour les membres éligibles du conseil de surveillance et du conseil d'administration.

Septième résolution

L'assemblée approuve la proposition de la GRD CORPORATION pour le rachat au pair des bons au porteur de la GRD CORPORATION avec les intérêts échus au 9 juillet 2003.

GENERAL RE-CKAG REINSURANCE AND INVESTMENT, S.à r.l.

T. Chr. Akkerman

Corporate Secretary

Enregistré à Luxembourg, le 4 juin 2003, réf. LSO-AF01049. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(029642.3/000/33) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 13 juin 2003.

FELL INFORMATIQUE, S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-6650 Wasserbillig, 16-18, rue des Vignes.
R. C. Luxembourg B 87.913.

Le bilan au 31 décembre 2002, enregistré à Luxembourg, le 10 juin 2003, réf. LSO-AF01932, a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 12 juin 2003.

Pour le gérant

FIDUCIAIRE KIEFFER ET CIE S.A.

Signature

(030095.3//13) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

GLOBAL AIR MOVEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.375.000.**Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 84.001.

En date du 17 mars 2003, la société COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA) L.P., 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda, immatriculée au registre de commerce des Bermudes sous le n° 25504, a décidé de céder 3.500 parts sociales de la société GLOBAL AIR MOVEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., ayant son siège social au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le n° 84.001 à Monsieur Didier Forget, né le 10 mars 1958 à Tananarive à Madagascar, domicilié à Tichelrütistrasse 43, CH-8044 Gockhausen, Gockhausen Zurich, Suisse.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 2003, réf. LSO-AF01421. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(030297.3/581/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

GLOBAL AIR MOVEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.375.000.**Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 84.001.

En date du 4 mars 2003, Monsieur Hannu Paitula, né le 7 octobre 1948 à Tampere en Finlande, domicilié Tobelstrasse 12, CH-8708 Maennedorf, Suisse a décidé de céder 3.500 parts sociales de la société GLOBAL AIR MOVEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., ayant son siège social au 398, route d'Esch, L-1471 Luxembourg, immatriculée au registre de commerce de Luxembourg sous le n° 84.001 à la société COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUNDS (BERMUDA) L.P., 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda, immatriculée au registre de commerce des Bermudes sous le n° 25504.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 2003, réf. LSO-AF01417. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(030301.3/581/17) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.

GLOBAL AIR MOVEMENT (LUXEMBOURG), S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 4.375.000.**Siège social: L-1471 Luxembourg, 398, route d'Esch.
R. C. Luxembourg B 84.001.

En date du 3 avril 2003, la société COMPASS PARTNERS EUROPEAN EQUITY FUND (BERMUDA) L.P., 6 Front Street, Hamilton HM11, Bermuda, immatriculée aux Bermudes sous le n° 25504, a décidé de céder:

- 583 parts sociales à Monsieur Sébastien Goulet, business executive, né le 16 janvier 1970 à Montréal au Québec, Canada, demeurant au 18 Gladiator Way, Colchester, Essex CO2 9PS, United Kingdom;
- 583 parts sociales à Monsieur Ola Billing, business executive, né le 13 février 1966 à Halmstad en Suède, demeurant à Bjurholmsplan 26, 116 63 Stockholm, Sweden;
- 233 parts sociales à Monsieur Hans Kajfalk, business executive, né le 30 novembre 1955 à Laxå en Suède, demeurant à Mariebogatan 28, 554 39 Jonkoping, Sweden.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Enregistré à Luxembourg, le 5 juin 2003, réf. LSO-AF01415. – Reçu 14 euros.

Le Receveur (signé): D. Hartmann.

(030305.3/581/19) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 16 juin 2003.